Mise à jour statistique:

7 octobre 2005

Note de Conjoncture n° 2-2005

La situation économique au Luxembourg

Évolution récente et perspectives

Le texte intégral de la Note de Conjoncture est disponible sur Internet à l'adresse
http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/conjoncture/noteConjoncture/index.html

statec

SERVICE CENTRAL DE LA STATISTIQUE

ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Responsable de la publication: Serge ALLEGREZZA

Coordination, Rédaction: Bastien LARUE
Rédaction: Ferdy ADAM
Yves SCHLOEDER
Guy SCHULLER
Véronique SINNER

Prix de l'abonnement annuel: 11.00 EUR
Prix de ce numéro: 3.25 EUR
La reproduction totale ou partielle de la présente note est autorisée
à condition d'en citer la source.
ISSN 1019-6463

STATEC

Service central de la statistique et des études économiques
Centre Administratif Pierre Werner
13, rue Erasme L-1468 Luxembourg-Kirchberg
Tél.: 478-4219 Fax: 46 42 89
E-mail: info@statec.etat.lu
Internet: www.statec.public.lu

Sommaire

Préface **6**

A. Conjoncture internationale **7**

B. Conjoncture luxembourgeoise **11**

1. Résumé et faits principaux **11**

2. Activité sectorielle **15**
2.1 Industrie 15
2.2 Construction 18
2.3 Commerce 21
2.4 Hôtels et restaurants 26
2.5 Transports et communications 27
2.6 Immobilier, location, informatique, recherche et développement et services aux entreprises 29
2.7 Secteur financier 30
2.8 Services collectifs et domestiques 33

3. Inflation et salaires **34**
3.1 Prix à la consommation 34
3.2 Salaires 49

4. Relations économiques extérieures **51**

5. Emploi et chômage **55**
5.1 Emploi 56
5.2 Chômage 60

C. Annexe statistique **66**

D. Index des tableaux et graphiques **99**

Liste des encadrés

Encadré 1: Perception du chômage et confiance des consommateurs 22
Encadré 2: Mécanisme de l'indexation des salaires 35
Encadré 3: Prévisions d'inflation: quelles hypothèses retenir? 37
Encadré 4: Inflation au Luxembourg: comparaison détaillée avec la zone euro 39
Encadré 5: Inflation et cycle économique: comparaison Luxembourg/zone euro 42
Encadré 6: Le travail à temps partiel au Luxembourg 56
Encadré 7: Travail intérimaire, comparaison européenne 58

Préface

Premières tendances pour 2005

La présente Note fait un tour d'horizon des principaux indicateurs de la conjoncture aux 2e et 3e trimestres de cette année et permet de dégager les premières tendances pour l'ensemble de l'année 2005.

La Note de conjoncture ne contient pas de nouvelles prévisions macro-économiques pour trois raisons: premièrement, les données détaillées du projet de budget 2006 (40% du PIB) n'étaient pas encore connues dans le format comptable européen au moment de la finalisation du présent document. Deuxièmement, la grande révision du Produit intérieur brut n'est pas encore achevée. Enfin, les résultats des prévisions de la Commission européenne, qui servent de référence obligée en ce qui concernent l'environnement international, ne seront disponibles que vers la mi-novembre. Cette Note de conjoncture maintient provisoirement les prévisions de croissance économique dans une fourchette de 3%-4% pour l'année en cours et pour l'année prochaine. Un exercice de prévision complet sera lancé dans les prochaines semaines: il tiendra compte des points forts de la politique budgétaire et de certains éléments structurels annoncés par le Premier Ministre dans sa déclaration sur l'état de la Nation du 12 octobre. Les nouvelles prévisions feront ensuite l'objet d'un complément à la présente Note.

L'inflation sous surveillance

La flambée des prix du pétrole a attisé la progression des prix à la consommation, mesurée par l'indice représentatif des modes de consommation des résidants (IPCN). La poussée de l'inflation a avancé l'échéance d'une tranche indiciaire au mois d'octobre et les prévisions du cours de l'or noir, en raison notamment des rationnements de capacités de production et de raffinage, laissent augurer d'un prix du pétrole encore élevé au cours de 2006. Le taux d'inflation (IPCN) devrait rester autour de 2.6% cette année et l'année prochaine. L'inflation n'est pas un mal en soi, elle injecte un peu de lubrifiant dans les rouages de l'économie. De plus, elle est souvent plus forte dans une économie qui croît plus rapidement, se rapprochant ainsi de son potentiel de croissance. L'inflation ne présente un danger que dans la mesure où le différentiel de l'évolution des prix devient trop marqué et se traduit par des coûts de production unitaires, en termes réels, relativement plus importants que ceux des concurrents. L'inflation présente des risques sérieux chaque fois qu'elle enclenche une spirale auto-entretenue, suite à un choc. Pour ces raisons, l'inflation doit rester sous surveillance étroite afin de pouvoir déceler rapidement d'éventuels effets secondaires indésirables.

Le chômage et la confiance des consommateurs

Le taux de chômage (demandeurs d'emplois inscrits à l'ADEM) n'a pas arrêté de progresser: après une phase de ralentissement depuis le milieu de l'année 2003, il a accéléré à nouveau depuis le début de cette année. Le rapprochement de l'indice de confiance des consommateurs, établi par la BCL, montre que le chômage pèse sur le moral des consommateurs. L'examen des données révèle que les statistiques sur les demandeurs d'emploi publiées chaque mois affectent les anticipations des consommateurs. Qui plus est, la plupart des instituts de statistiques ont pris la bonne habitude de publier des chiffres du chômage désaisonnalisés. Le STATEC a pris la décision de présenter des chiffres du chômage *corrigés des variations saisonnières*. En lissant cette statistique essentielle, les variations de l'indicateur reflétant la confiance des consommateurs devraient être atténuées à leurs tour. Outre la problématique de la perception de l'évolution du taux de chômage, il reste qu'une politique de l'emploi active et bien adaptée devrait apporter un puissant soutien à la conjoncture.

Dr Serge Allegrezza
Directeur

A. Conjoncture internationale

Tableau 1: Conjoncture internationale, observations récentes

	Etats-Unis	Japon	EU25	Zone euro	Allemagne	France
	Variations annuelles en %, sauf taux de chômage (en % de la population active) et indicateurs précurseurs (par rapport aux trois mois précédents)					
Croissance du PIB en volume	T2 05	T2 05	T2 05	T2 05	T2 05	T2 05
dernier trimestre publié	3.6	2.2	1.3	1.1	0.6	1.3
moyenne sur les 4 derniers trimestres	3.7	1.6	1.7	1.5	0.7	1.8
Indicateurs précurseurs OCDE	août-05	août-05	août-05	août-05	août-05	août-05
derniers trois mois	1.0	0.7	0.5	0.5	1.6	-0.5
Taux de chômage standardisé	août-05	août-05	août-05	août-05	août-05	août-05
dernier mois publié	4.9	4.3	8.7	8.6	9.6	9.6
un an avant	5.4	4.8	9.0	8.9	9.8	9.7
Taux d'inflation (prix à la consommation)	sept-05	août-05	sept-05	sept-05	sept-05	sept-05
dernier mois publié	4.7	-0.3	2.6	2.6	2.6	2.4
un an avant	2.5	-0.2	2.1	2.1	1.9	2.2
Taux d'intérêt à court terme	sept-05	sept-05	sept-05	sept-05	sept-05	sept-05
dernier mois publié	3.9	0.1	:	2.1	:	:
un an avant	1.9	0.1	:	2.1	:	:
Taux d'intérêt à long terme (Maastricht)	sept-05	sept-05	sept-05	sept-05	sept-05	sept-05
dernier mois publié	4.2	1.4	3.6	3.3	3.1	3.1
un an avant	4.1	1.5	4.5	4.3	4.4	4.1
Cours de change (par EUR) [1]	oct-05	oct-05				
dernier mois publié	1.20	137.0				
un an avant	1.25	136.0				

Sources: Eurostat, OCDE (Indicateurs précurseurs USA et Japon), FMI (inflation USA et Japon)
[1] Données au 13.10.2005

Etats-Unis: la croissance résiste

La croissance US a très légèrement ralenti au 2ème trimestre 2005, mais reste sur un niveau qu'on peut qualifier de "dynamique" (3.3% en rythme annualisé). Les importations ont progressé bien moins vite que les exportations, un signe positif vis-à-vis du comblement du déficit extérieur, mais ce mouvement n'est pas amené à perdurer. En effet, ce ralentissement au niveau des importations a été compensé par un déstockage massif. On ne perçoit donc pas sur ce trimestre de fléchissement de la demande intérieure, principal moteur du dynamisme économique des Etats-Unis.

La croissance attendue pour le 3ème trimestre est teintée d'incertitudes. D'un côté, on a assisté au recul de plusieurs indicateurs importants, et ceci avant que ne surviennent la période des ouragans. Les résultats des ventes de détails ont été décevants en juillet et août et les commandes industrielles se sont nettement dégradées en juillet. De l'autre côté, l'indice des directeurs d'achats s'est nettement redressé au mois d'août, en particulier au niveau de la composante non-manufacturière. De plus, l'emploi a très bien résisté en septembre: après le passage de Katrina, les experts attendaient une baisse des créations d'emplois d'environ 150 000, alors que le recul a été de seulement 35 000.

L'épisode tragique des ouragans ne devrait avoir que peu d'effets *directs* sur l'ensemble de l'économie américaine, notamment du fait que la Louisiane, gravement touchée, représente moins d'1% de la population et que cette population est relativement pauvre. Il faut également tenir compte du fait que les travaux nécessaires à la reconstruction génèreront de l'activité au cours des années à venir (et participeront également au creusement du déficit budgétaire). Economiquement parlant, l'impact le plus important est indirect: il est lié à la flambée des prix de l'or noir, que ces évènements météorologiques ont largement stimulé (le prix du baril dépassant les 70 USD sur cette période, pour retomber presque immédiatement autour de 60 USD, un niveau qui reste très élevé).

Poursuivant sa lancée sur le chemin du resserrement monétaire (entamé au début 2004), la Réserve fédérale a relevé ses taux d'un quart de point en septembre. Les prix élevés de l'énergie, dans un contexte où la croissance ne donne pas encore de signes de fléchissement, font toujours craindre le risque d'effets de second tour au niveau de l'inflation.

Le Japon poursuit son redressement, la Chine son expansion

Le Japon, 2ème puissance économique mondiale, a très bien débuté l'année 2005. La croissance du second trimestre a confirmé celle du trimestre précédent, bénéficiant toujours d'une demande interne hors stocks soutenue. L'économie japonaise semble ainsi se défaire de sa dépendance aux performances du commerce extérieur grâce à une reprise de la consommation, sinistrée au cours des dernières années. Les performances macroéconomiques du Japon se sont largement améliorées, après des années de souffrance pendant lesquelles les ménages ont pâti des restructurations industrielles entamées après la crise des années 80. Le marché du travail en particulier dynamise la consommation: le chômage recule (4.4% attendus pour 2005, après 4.7% en 2004 et 5.3% en 2003), l'emploi et les salaires augmentent.

A côté de la consommation, l'investissement privé s'affirme également comme un élément important de la reprise. Depuis la fin 2004, on commence notamment à observer une hausse des prix de l'immobilier et des loyers dans les villes les plus importantes, après plusieurs années de baisse. Si les prix à la consommation sont toujours en recul (les prix devraient très légèrement baisser, de 0.1% en 2005), la déflation semble pourtant arriver au bout de sa course.

L'économie chinoise fait penser à un super-tanker: lorsque le mastodonte est lancé, il est très difficile de le freiner. Avec une croissance annuelle de 9.5% au premier semestre, le ralentissement prédit par de nombreux prévisionnistes, en réaction à la volonté politique de maîtriser les investissements pour éviter la surchauffe, est encore une fois remis à plus tard. Les exportations en particulier, ont été largement stimulées par un taux de change effectif réel avantageux et la suppression de l'accord multifibres au 1er janvier. Les importations ont pour leur part ralenti (+14% sur un an au 1er semestre, contre plus de 40% à la même période de l'année précédente). Par conséquent, l'excédent commercial s'est encore accru: il atteint déjà 54 Mia USD sur le 1er semestre 2005, contre 59 Mia USD pour toute l'année 2004. Du coup, on assiste également au gonflement des réserves de change, avec un stock qui dépasse les 700 Mia USD à la fin du 1er semestre 2005.

La Chine a certes abandonné depuis cet été le lien fixe entre le yuan et le dollar US (réévaluation du yuan de 2.1%, ancrage sur un panier de monnaies et adoption d'une bande de fluctuation journalière de $\pm$ 0.3%) , mais ne laisse pas pour autant sa devise se déprécier substantiellement. La monnaie chinoise, jugée largement sous-évaluée par les pays qui accusent de forts déficits commerciaux avec la Chine, se retrouve au cœur des grandes négociations commerciales. Les menaces de mesures protectionnistes de la part des Etats-Unis (et dans une moindre mesure de l'Europe, où l'on commence à parler de "patriotisme économique") pourraient toutefois amener les autorités chinoises à assouplir leur position.

La zone euro ne profite pas pleinement de la croissance mondiale

Sur le 1er semestre 2005, la croissance économique de la zone euro s'est révélée plus faible qu'attendue par rapport aux prévisions de printemps de la Commission européenne. Le 2ème trimestre en particulier a été décevant (+0.3% au lieu des +0.5% escomptés), avec d'une part un recul de la consommation privée (-0.3% en Allemagne et en France) et d'autre part une contribution quasi-nulle de la demande extérieure. L'essentiel de la croissance sur ce deuxième trimestre est en fait imputable à la variation positive des stocks.

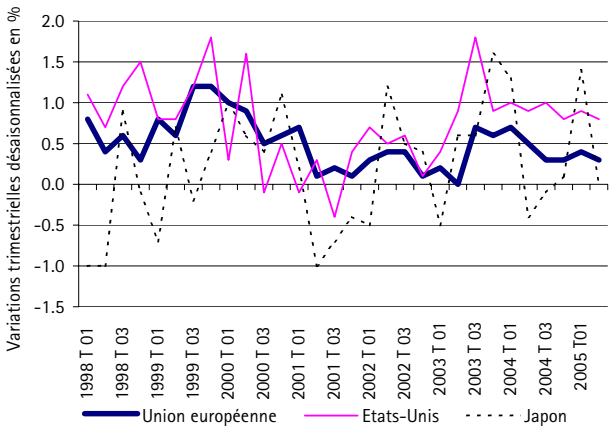
La consommation des ménages reste toujours le principal maillon faible de la croissance européenne. Les salaires réels ont peu augmenté et restent contraints à la fois par l'accroissement structurel de la concurrence internationale et par un marché du travail toujours caractérisé par un niveau de chômage important.

Les conditions de financement, pourtant très favorables au vu de la faiblesse des taux d'intérêts, ne permettent pas de retenir suffisamment les investissements des entreprises dans la zone euro. Les opportunités d'investissement se révèlent particulièrement attrayantes dans certaines économies émergentes (d'Asie, d'Amérique du Sud ou d'Europe de l'Est): ces marchés sont en pleine croissance, le coût du travail y est peu élevé, deux arguments de poids (pour certaines entreprises, mais pas pour toutes) en faveur d'une stratégie de conquête par les investissements directs plutôt que par les exportations.

Hausse du prix du pétrole oblige, l'inflation atteint un pic au troisième trimestre (estimée à 2.5% en septembre). La BCE ne peut cependant toujours pas envisager de resserrement monétaire, étant donné la conjoncture maussade. Si les prix élevés du pétrole représentent un risque inflationniste, il est difficile d'estimer par quel biais et avec quelle ampleur ils vont influencer les prix des biens de consommation. L'inflation sous-jacente dans la zone euro est toujours orientée au ralentissement et se situe autour de 1.5% sur le 3ème trimestre.

D'après les prévisions de la Commission européenne, la croissance de la zone euro devrait s'accélérer au cours du 2ème semestre de l'année en cours: +0.4% en T3 et +0.6% en T4 (après +0.4% en T1 et +0.3% en T2). La justification de cette accélération se base notamment sur les effets retardés et positifs de la dépréciation de l'euro par rapport au dollar US (l'euro vaut aujourd'hui 1.20 USD environ, contre 1.30 en début d'année) et par l'amélioration de l'environnement économique international. Cette dernière ressort notamment du redressement de la plupart des indicateurs avancés à partir de juin (cf. tableau 2).

Graphique 1: PIB

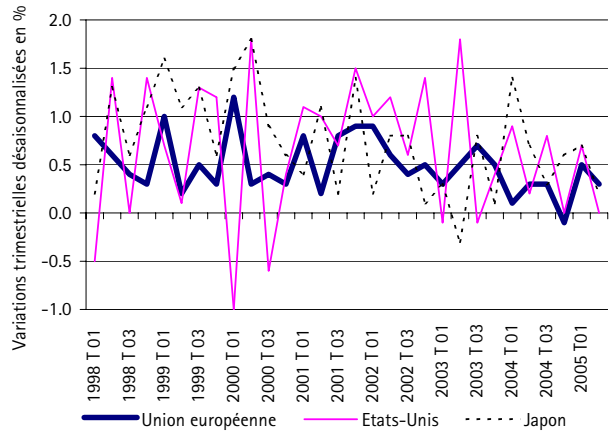


Source: EUROSTAT

Graphique 2: Formation brute de capital

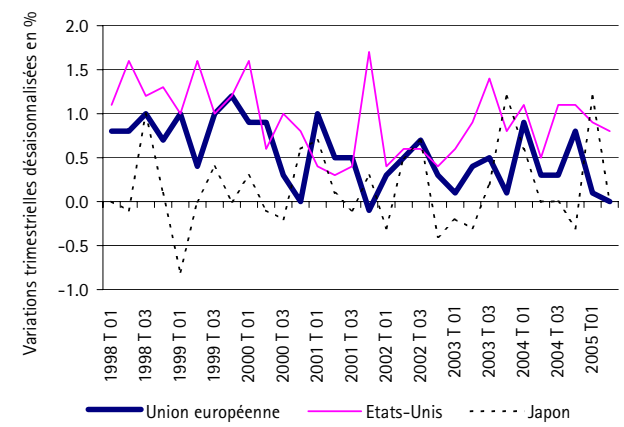
Source: EUROSTAT

Graphique 3: Consommation finale des ménages



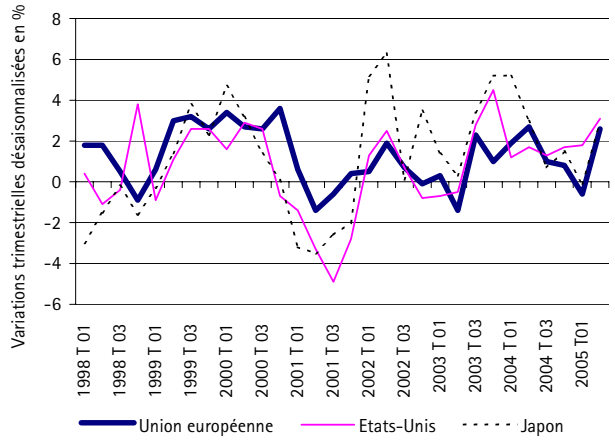
Source: EUROSTAT

Graphique 4: Consommation publique



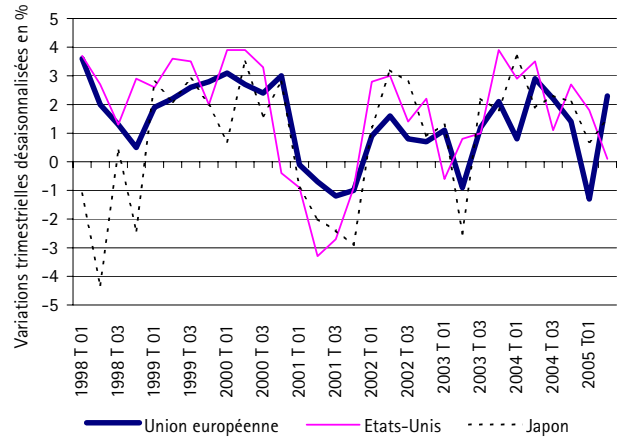
Source: EUROSTAT

Graphique 5: Exportations de biens et services



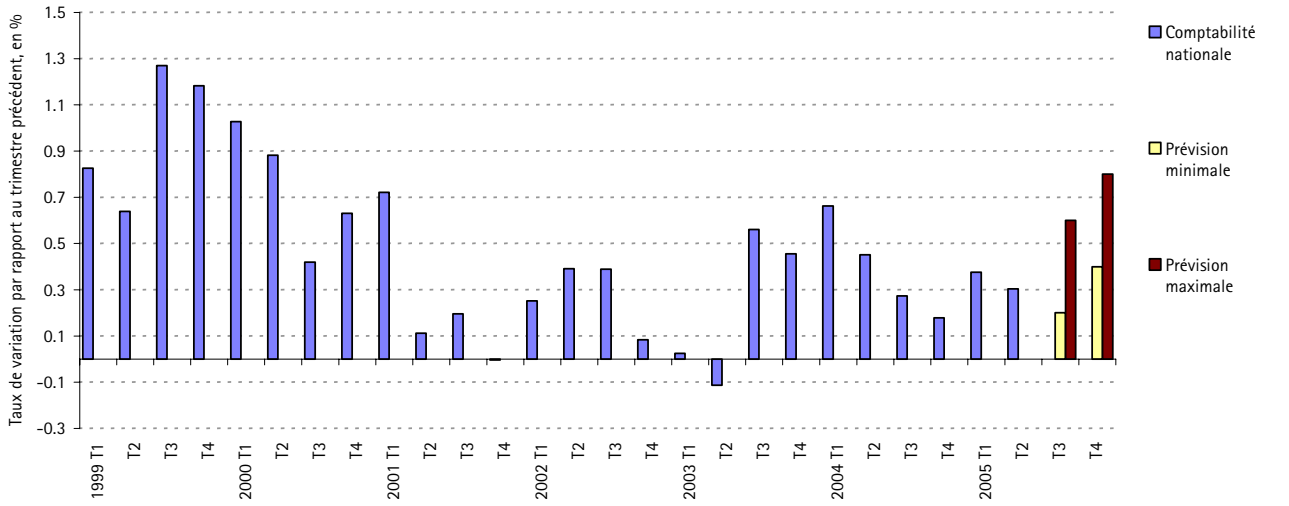
Source: EUROSTAT

Graphique 6: Importations de biens et services



Source: EUROSTAT

Graphique 7: Croissance du PIB dans la zone euro



Source: EUROSTAT, Commission européenne (31 Août 2005)

Tableau 2: Indicateurs conjoncturels

	Indicateur du climat économique	Indicateur du climat économique	Indicateur de climat conjoncturel	IFO Geschäfts-erwartungen	ZEW Konjunktur-erwartungen	Indicateur de la Banque nationale de Belgique	Indicateur composite avancé	Indicateur composite avancé	Purchasing Managers Index
Source	Commission européenne	Commission européenne	Commission européenne	IFO	ZEW	BNB	OCDE	OCDE	ISM / Reuters
Zone observée	Zone Euro	Luxembourg	Zone Euro	Allemagne	Allemagne	Belgique	Zone Euro	Luxembourg	USA
Indicateur visé	PIB	Industrie	Industrie	Industrie	PIB	Industrie	PIB	PIB	Industrie
Qualité de prévision	coïncident	coïncident	coïncident	avancé (court terme)	avancé (court terme)	avancé (court terme)	avancé (long terme)	avancé (long terme)	avancé (long terme)
Moyenne à long terme (janvier 1995 - septembre 2005)	101.6	-6	0.11	95.6	41.1	-7.8	1.8	2.8	52.3
Minimum lors du dernier creux	88.1	-34	-1.30	88.9	0.6	-26.5	-0.8	-7.4	41.1
janvier-04	98.3	-21	0.10	102.8	72.9	-5.6	6.2	17.3	63.6
février-04	98.8	-10	-0.04	100.2	69.9	-6.8	5.9	16.5	61.4
mars-04	98.6	-7	-0.10	98.8	57.6	-4.1	5.7	15.3	62.5
avril-04	99.8	-4	0.37	97.7	49.7	-0.5	5.0	13.7	62.4
mai-04	100.1	6	0.27	97.7	46.4	-2.5	4.4	12.4	62.6
juin-04	99.5	11	0.38	96.0	47.4	-2.0	3.6	10.4	61.2
juillet-04	99.9	14	0.56	97.1	48.4	4.1	3.0	8.7	61.6
août-04	100.9	18	0.48	95.9	45.3	-2.1	2.5	7.2	59.6
septembre-04	100.9	17	0.51	95.7	38.4	-1.1	2.2	5.2	59.1
octobre-04	101.5	8	0.53	95.9	31.3	-0.5	1.9	3.0	57.5
novembre-04	100.9	-1	0.38	94.3	13.9	-6.6	1.8	2.6	57.6
décembre-04	100.2	-7	0.44	96.4	14.4	-5.3	1.4	0.0	57.3
janvier-05	100.7	-1	0.39	97.5	26.9	-5.0	1.2	-1.6	56.4
février-05	98.8	-6	0.19	96.3	35.9	-11.4	0.9	-2.8	55.3
mars-05	97.5	2	-0.11	94.6	36.3	-9.4	0.4	-3.9	55.2
avril-05	96.5	-9	-0.30	93.6	20.1	-15.9	-0.1	-5.2	53.3
mai-05	96.1	-18	-0.38	92.4	13.9	-16.1	-0.4	-5.2	51.4
juin-05	96.3	-17	-0.29	92.9	19.5	-14.4	-0.2	-4.0	53.8
juillet-05	97.5	-20	-0.08	95.0	37.0	-13.8	0.6	-0.2	56.6
août-05	97.8	-21	-0.08	95.4	50.0	-14.1	1.5	2.8	53.6
septembre-05	98.6	-18	0.07	95.5	38.6	-7.0	...	...	59.4

Sources: comme indiquées

B. Conjoncture luxembourgeoise

Tableau 3: Aperçu synoptique de l'économie luxembourgeoise

	2004 (observé)		2005 (prévision)		2006 (prévision)	
	Niveau	Evolution	Niveau	Evolution	Niveau	Evolution
Prix à la consomation	...	2.2	...	2.6	...	2.8
Echelle mobile (moyenne 1948=100)	624.63	2.1	640.24	2.5	658.95	2.9
PIB (vol., réf. 95, mia. EUR)	20 803	4.5	21 427	3.0	22 284	4.0
PIB (valeur, mia EUR)	25 664	7.1	27 150	5.8	29 101	7.2
Prix implicites PIB (1995=1)	1.23	2.5	1.27	2.7	1.31	3.1
RNB (mia. EUR)	22 746	7.1	24 063	5.8	25 793	7.2
Emploi total intérieur (*1000)	301.0	2.6	309.7	2.9	318.1	2.7
Emploi salarié (*1000)	280.7	2.6	289.0	3.0	297.1	2.8
Coût salarial moyen (1000 eur/an)	46.46	2.6	47.86	3.0	49.53	3.5
Masse salariale (mia EUR)	13.0	5.3	13.8	6.1	14.7	6.4
Taux de chômage (ADEM, % pop. act.)	4.2	...	4.6	...	4.7	...

Source: STATEC (15 septembre 2005)

1. Résumé et faits principaux

La progression des marchés financiers soutient l'activité au Luxembourg

La croissance économique a été modérée dans la zone euro sur le 1er semestre 2005 et les prévisions pour l'ensemble de l'année tablent sur un ralentissement par rapport à 2004. Pourtant, les marchés financiers européens se sont plutôt bien comportés et affichent des performances supérieures à celles des Etats-Unis, où la croissance est plus forte. Ce phénomène est en partie dû à l'afflux croissant des capitaux étrangers (investissements de portefeuille, principalement en actions), attirés par les profits substantiels des entreprises de la zone euro.

Dans ce contexte, la spécialisation financière[1] du Luxembourg constitue pour le moment un avantage par rapport aux autres pays de la zone euro. Les résultats, en nette progression tant au niveau de l'activité que de l'emploi, enregistrés par les banques, les OPC et les compagnies d'assurance établis au Grand-Duché vont en tous cas dans ce sens. Cette expansion se retrouve aussi au niveau de la balance des services, qui affiche un excédent record au 1er semestre 2005 grâce aux exportations de services financiers. La bonne tenue du secteur financier bénéficie également à d'autres branches, comme celle des services aux entreprises qui voit son chiffre d'affaires profiter de ce courant ascendant.

Le commerce en panne

D'autres secteurs présentent cependant des évolutions moins heureuses. C'est le cas du commerce par exemple, avec des résultats décevants, en particulier au niveau du commerce de détail. Ce phénomène, que l'on observe également au niveau de la zone euro, est lié à la situation relativement morose du marché du travail (avec un chômage toujours en progression au Luxembourg, proche de 5%) qui déteint nettement sur le moral des consommateurs. D'autres phénomènes, plus liés à des évolutions structurelles, pèsent également sur le commerce luxembourgeois. Certains produits, principalement dans les biens durables et semi-durables, voient leur prix stagner (et parfois même diminuer), sous l'effet de la montée en puissance de produits en provenance de pays à faibles coûts de production. L'impact positif que l'on pourrait attendre en terme de volume de ventes semble dans une certaine mesure compensé par des marges moins élevées en valeur absolue. Le recours croissant aux achats sur Internet (le Luxembourg figure en 1ère position[2] de l'UE25 pour ce qui concerne la fréquence des achats en ligne), a aussi un impact négatif[3] sur le commerce domestique, même si celui-ci reste difficile à mesurer. On peut penser également à la part croissante des dépenses liées au logement, perceptible au niveau de l'allongement de la durée des crédits immobiliers, qui oblige les ménages à s'endetter d'avantage et peut-être à rogner sur leurs dépenses de consommation courante.

[1] Rappelons que le secteur financier génère, de manière directe, environ un quart de la valeur ajoutée luxembourgeoise (et près de 40% de la valeur ajoutée dans les services).

[2] Bulletin du STATEC n° 3-2005 "Les technologies de l'information et de la communication 2004".

[3] Le développement du commerce électronique au niveau mondial, et l'utilisation croissante des nouvelles technologies de l'information et de la communication d'une manière générale, bénéficie cependant aux rentrées fiscales luxembourgeoises, du fait de l'implantation sur le sol national de plusieurs sociétés étrangères spécialisées sur ce créneau.

Tableau 4: Évolution récente de l'économie luxembourgeoise: indicateurs d'activité par branches

	Production par jour ouvrable		Chiffre d'affaires en volume	Chiffre d'affaires en valeur		Résultat brut avant provisions	Chiffre d'affaires en valeur		Emploi salarié
	Industrie	Construction	Commerce	HORECA	Transports et Communications	Secteur bancaire	Immo., location, informatique et R&D	Services fournis principalement aux entreprises	Services collectifs et domestiques
Nace	10-41	45	50-52	55	60-64	65	70-73	74	85-93
								Taux de variation annuels en %	
1998	8.1	0.6	4.5	4.5	12.3	28.3	14.7	9.5	...
1999	1.5	3.8	2.2	6.4	17.8	-16.5	1.5	8.7	6.6
2000	5.1	4.4	8.2	2.8	17.7	21.5	18.9	15.4	7.4
2001	3.2	4.3	10.0	2.3	8.4	1.3	5.9	14.9	6.9
2002	2.2	2.0	2.6	2.7	1.2	5.7	-4.8	1.5	5.8
2003	5.2	1.1	11.9	-4.8	-4.0	-8.4	0.1	4.6	4.7
2004	6.6	-1.2	-1.1	1.0	4.7	-7.6	1.6	9.3	6.5
2005 - 6 mois	6.3	-3.0	1.0	8.0	13.6	7.1	3.7	10.3	17.8
	Taux de variation trimestriels désaisonnalisés en %							Taux de variation annuels en %	
T1 03	0.1	1.3	6.5	-8.0	2.6	-4.8	0.1	8.9	6.0
T2 03	-1.1	1.3	0.2	-5.7	-2.0	-9.9	-7.6	13.2	6.4
T3 03	3.2	0.4	2.4	-2.8	-8.4	-9.3	1.7	-0.7	4.0
T4 03	1.2	1.7	3.2	-3.0	-7.8	-8.4	6.6	-1.3	2.5
T1 04	3.0	-1.0	-4.6	3.1	3.6	-12.8	-0.5	4.6	1.6
T2 04	1.4	-2.5	0.5	1.5	-1.1	-0.4	1.6	8.4	2.3
T3 04	1.3	-0.1	0.3	-0.9	7.7	-6.3	2.5	5.4	5.4
T4 04	-0.2	-1.6	-0.1	0.8	8.8	-7.6	2.7	17.3	16.6
T1 05	2.5	-1.0	-0.4	5.3	11.8	6.3	0.5	8.0	18.3
T2 05	1.0	2.3	2.1	10.4	15.6	7.1	7.0	12.4	17.3

Source: STATEC, Administration de l'Enregistrement et des Domaines, BCL, IGSS

L'investissement résidentiel, bien orienté, profite à un secteur de la construction qui souffre de la baisse des grands chantiers

L'investissement des ménages dans l'immobilier bénéficie cependant au secteur de la construction. Les autorisations de bâtir à destination du secteur résidentiel sont en nette progression (elles pourraient progresser encore davantage si le nombre et la surface des terrains à bâtir ne se limitaient pas aux niveaux actuels) et constituent un soutien important au secteur de la construction. Ce dernier souffre en même temps de la baisse des investissements publics dans les travaux d'infrastructures (particulièrement dommageable aux activités de génie civil) et de la faiblesse des investissements dans l'immobilier non-résidentiel (peut-être moins attrayant aujourd'hui pour les investisseurs que le secteur résidentiel).

L'Horeca dopé par l'épisode de la présidence luxembourgeoise, le transport aérien toujours soutenu par la croissance mondiale

La présidence luxembourgeoise de l'Union européenne a sans doute eu un impact sur plusieurs branches de l'économie nationale, mais le grand gagnant restera probablement le secteur de l'Horeca, dont les résultats effectuent un net rebond sur le 1er semestre 2005, après deux années décevantes (2003 en particulier).

Le développement des voyages (d'affaires ou touristiques) bénéficie aussi au transport aérien de passagers, bien que la hausse du nombre de passagers sur le premier semestre 2005 soit inférieure à celle de l'an passé. Dans le domaine du fret aérien, les résultats sont toujours très bien orientés: ces activités semblent profiter largement de la hausse des échanges internationaux et de la croissance mondiale.

Recul de la sidérurgie, croissance des industries liées à l'énergie

Malgré un recul de la production sidérurgique depuis le début de 2005, l'industrie luxembourgeoise bénéficie d'une conjoncture plutôt favorable. Les entreprises liées à l'énergie participent largement à cette progression, une évolution qui doit toutefois faire l'objet de réserves méthodologiques, liées à la collecte de données statistiques. Toujours est-il que même hors sidérurgie et hors énergie, la croissance de la production reste dans la moyenne des années précédentes.

Les prix du pétrole attisent l'inflation, au Luxembourg et au niveau international…

L'inflation a atteint 2.9% en septembre 2005, soit son plus haut niveau depuis juillet 2001. S'il est vrai que l'on observe des hausses limitées, et même des baisses, pour certaines catégories de produits, d'autres phénomènes jouent en sens inverse. Les prix des produits pétroliers en premier lieu, portés par la flambée de l'or noir, génèrent environ 1/3 de l'inflation totale depuis le début 2005. Il va de soi que l'on retrouve sensiblement le même impact du prix du pétrole dans les autres pays européens, qui connaissent également des niveaux d'inflation très élevés sur le troisième trimestre 2005.

On peut également évoquer les services, dont les prix augmentent bien plus rapidement que ceux des biens. Enfin, pour certaines catégories de biens, comme les produits alimentaires, l'alcool ou le tabac, les hausses de prix restent conséquentes.

Sur les dix dernières années, l'inflation luxembourgeoise se situe sensiblement au même niveau que celle de la zone euro (cf. graphique C p.44), légèrement au-dessus de 2% en moyenne. Cependant, depuis 2000, l'inflation nationale a eu tendance à être plus élevée que celle de la zone euro. Cette différence se retrouve au niveau de plusieurs postes de consommations, dont les produits alimentaires, les biens et services liés aux loisirs, à la culture et à l'enseignement, les loyers d'habitation et les biens et services liés à l'équipement du foyer. On ne peut toutefois exclure que cet écart d'inflation en matière d'inflation, défavorable au Luxembourg sur la période récente, soit lié à une activité économique nettement plus dynamique que dans la zone euro (cf. encadré pp. 42-48).

… et obligent les entreprises luxembourgeoises à augmenter les salaires plus rapidement que prévu

Dans cette période d'inflation élevée, le point négatif se situe au niveau des entreprises qui ont dû adapter à la hausse les salaires au 1er octobre en vertu du système d'indexation automatique. Sans la forte hausse des prix des produits pétroliers et des prix de l'énergie d'une manière générale (qui augmente déjà leurs coûts de production), la tranche indiciaire serait intervenue seulement au début 2006. Pour les consommateurs, l'arrivée de la tranche soutient le pouvoir d'achat, en compensant les hausses de prix auxquelles ils doivent faire face, notamment lorsqu'ils vont faire le plein de leur véhicule. Dans les autres pays de la zone euro où l'indexation automatique n'existe pas, il n'est pas exclu que l'on assiste à terme à l'émergence de revendications salariales plus appuyées (même si la situation du marché du travail y constitue un frein puissant), en réaction justement à la progression limitée du pouvoir d'achat salarial.

Marché du travail: l'épine dans le pied

Le chômage poursuit lentement, mais sûrement, sa progression. Celle-ci s'était pourtant nettement modérée depuis la mi-2003, mais on constate qu'elle est repartie de plus belle sur le début de l'année 2005. La croissance annuelle de l'emploi, ancrée sur les derniers mois autour de 3% (en amélioration donc par rapport au rythme de 2.6% enregistré en 2004), reste encore insuffisante pour absorber la hausse du nombre de chômeurs. Principales victimes de cette montée du chômage: les plus de 40 ans, qui disposent d'un niveau de formation inférieur.

Prévision: 2006 meilleure que 2005

Le STATEC mise sur une croissance du PIB en volume proche de 3% en 2005. Il s'agit là d'une prévision établie sur base des données des comptes nationaux trimestriels se limitant au 1er trimestre 2005. En effet, au courant de 2004 et au début de 2005, la croissance du PIB, en glissement annuel mais sur base de données trimestrielles, s'est sans cesse affaiblie. Il n'est pas à exclure toutefois que le caractère très provisoire de ces chiffres puisse cacher une situation réelle plus positive, sur le plan de la croissance. Des données mensuelles plus récentes, commentées dans cette Note, notamment dans les services (hors commerce) et dans l'industrie (hors sidérurgie) pourraient créer une surprise positive.

En 2006, la zone euro devrait connaître une reprise modérée. L'économie luxembourgeoise devrait en profiter, pour autant que la politique économique soit appropriée.

Plus généralement, les prévisions pour 2006 et au-delà seront actualisées, lorsque de nouvelles et importantes données statistiques seront publiées:

- le projet de Budget (détaillé) de l'Etat 2006 et le Programme de stabilité des finances publiques 2007-2008;
- les prévisions d'automne des principales institutions internationales (Commission européenne et OCDE);
- les comptes nationaux annuels révisés 1995-2004 et les comptes trimestriels portant sur le premier semestre 2005.

Tableau 5: Évolution récente de l'économie luxembourgeoise: autres indicateurs

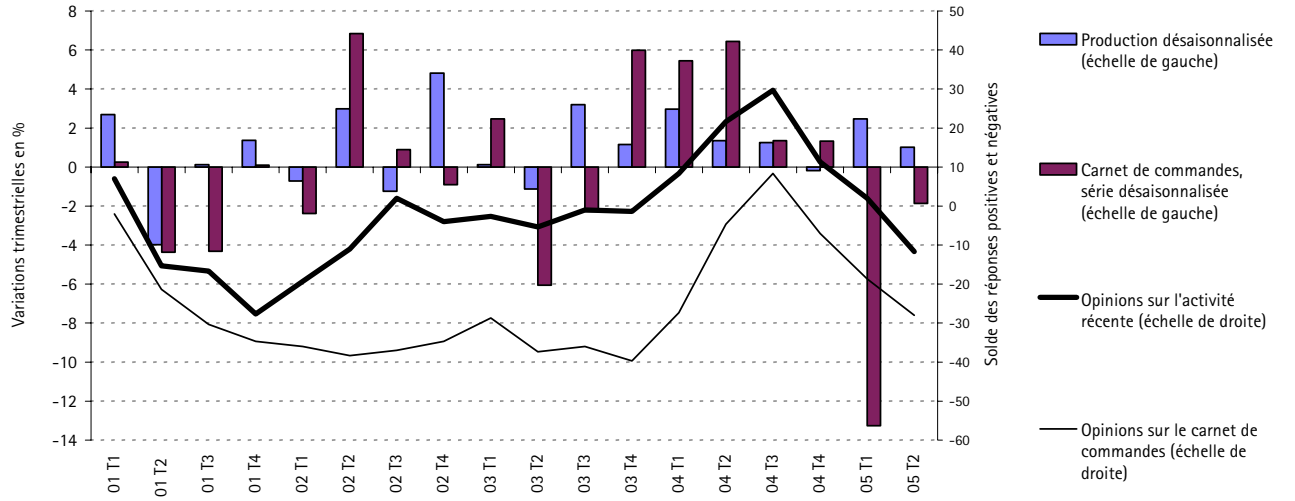
	janv-05	févr-05	mars-05	avr-05	mai-05	juin-05	juil-05	août-05	Moyenne des trois derniers mois	Même période de l'année précédente
									Variations annuelles en %, sauf mention contraire	
Activité										
Production industrielle par jour ouvrable, en volume	6.2	8.0	2.3	5.3	11.0	-1.6	...	...	4.8	9.0
Production dans la construction par jour ouvrable, en volume	-9.8	-11.6	-11.6	-4.3	0.9	-4.1	...	...	-2.5	1.4
Chiffre d'affaires en volume du commerce au total	-3.0	3.9	2.6	1.7	5.5	4.2	...	...	3.8	4.6
Chiffre d'affaires en volume du commerce de détail	-1.0	-1.9	4.7	-3.4	0.8	1.4	...	...	-0.4	1.0
Prix, salaires										
Indice des prix à la consommation (IPCN)	2.0	2.2	2.4	2.5	2.4	2.2	2.6	2.7	2.5	2.4
Inflation sous-jacente	1.6	1.7	1.7	1.8	1.7	1.7	1.7	1.9	1.8	1.9
Prix pétroliers	12.0	16.9	20.7	19.0	18.2	13.4	21.8	20.5	18.6	17.7
Indice des prix à la production industrielle	8.9	16.4	13.9	8.9	6.7	5.4	4.2	...	5.4	8.9
Indice des prix à la construction[1]	3.4	3.4	3.4	3.3	3.3	3.3	...	...	3.3	2.3
Coût salarial moyen, par mois et par personne	3.6	2.8	3.1	4.0	3.4	...	...	...	3.5	3.9
Commerce extérieur										
Exportations de biens en valeur	17.7	5.3	0.6	2.8	3.0	-4.2	...	...	0.3	11.4
Importations de biens en valeur	10.0	4.2	-5.8	-16.4	2.0	0.2	...	...	-8.5	12.5
Emploi, chômage										
Emploi salarié intérieur	3.4	3.2	2.7	2.6	2.8	*3.2*	*3.4*	*3.6*	*3.4*	2.8
Emploi national	1.7	1.6	1.2	1.2	1.2	*1.6*	*1.7*	*1.8*	*1.7*	1.5
Taux de chômage (en % de la population active)	4.7	4.8	4.6	4.6	4.5	*4.4*	*4.4*	*4.5*	*4.4*	4.0

Source: STATEC
Les données en italique sont des estimations
[1] Estimations sur base de données semestrielles

2. Activité sectorielle

2.1 Industrie

Graphique 8: Activité récente dans l'industrie



Source: STATEC

Production

Les données disponibles sur la première moitié de 2005 font état d'une conjoncture relativement favorable pour l'industrie luxembourgeoise. La production par jour ouvrable progresse en effet de plus de 6% par rapport au 1er semestre 2004, une croissance qui s'est manifestée à la fois pour le 1er et le 2ème trimestre.

Après une légère hausse en 2004 (+0.5%), la production sidérurgique marque un recul de l'ordre de 25% en 2005. Cette baisse ne s'explique pas par une mauvaise passe conjoncturelle, mais relève d'une évolution structurelle qui se répercute sur le carnet de commandes au 1er trimestre.

Hors sidérurgie, la production par jour ouvrable effectue un bond de 9.1% sur le 1er semestre 2005 (variation annuelle). L'ampleur de cette progression doit cependant être relativisée, étant donnée qu'elle relève pour moitié d'une forte poussée (+35% sur la même période) de la production de l'industrie énergétique.

Ce bond constaté au niveau de la production d'énergie mérite d'être considéré avec prudence. Il découle en partie de la libéralisation de ce secteur, avec un accroissement de flux transfrontaliers. Ces modifications ne vont pas sans poser problème pour la collecte et la comparabilité des données. Par conséquent, certains éléments de la production énergétique se basent très largement sur des estimations ou des extrapolations.

Il reste tout de même que, hors sidérurgie et hors énergie, l'activité industrielle reste sur un rythme de croissance de 4% environ, du fait de la bonne tenue de plusieurs branches d'activité. Parmi celles-ci, il faut relever la très bonne marche des branches "matériel de transport et autres industries" (+30% environ), "machines et équipements" (+18%) et "industrie alimentaire" (+15% environ).

Les autres branches connaissent également des niveaux de croissance significatifs, hormis pour la première transformation de l'acier (-12%), la fabrication de matériaux de construction (-8%) et l'industrie extractive (-8%).

Les premiers résultats disponibles pour le mois de juillet (+15% sur un an pour la production par jour ouvrable) confirment, et même renforcent, la tendance du 1er semestre. Sur ce mois, on constate un progrès très net dans la production de biens d'équipement en particulier.

Les résultats luxembourgeois en terme de production industrielle se comparent très favorablement à la moyenne de la zone euro, qui a montré un net ralentissement lors du 1er semestre: seulement +0.7% sur un an, contre +1.9% sur l'ensemble de 2004. Si l'on jette un regard sur nos voisins immédiats, c'est surtout pour la France (+0.4%) et la Belgique (-0.6%) que la situation s'est détériorée; l'Allemagne en revanche progresse sur un rythme annuel d'environ 3%, identique pour le moment à celui de l'année 2004.

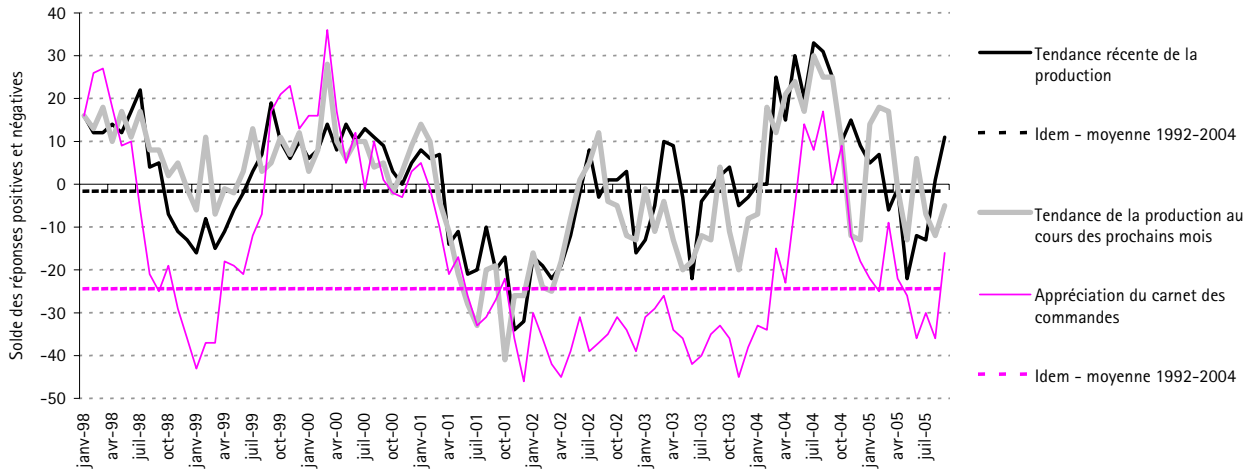
Le salaire moyen par unité produite de l'industrie baisse de 3.6% sur le premier semestre. Rappelons qu'il avait diminué de plus de 5% sur l'ensemble de l'année 2004. C'est principalement la hausse de la production dans les branches de l'énergie et des biens d'équipement, alliée à une croissance de l'emploi bien plus modeste (dans l'énergie les effectifs ont même diminué), qui a permis d'enregistrer ce résultat.

Tableau 6: Enquêtes qualitatives de conjoncture auprès des chefs d'entreprise

	1992-2005	2004				2005		
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
	Moyenne	Solde des réponses positives et négatives, sauf mention contraire						
Industrie								
Activité récente	-1.7	8.3	21.7	29.7	11.3	2.0	-11.7	-0.3
Carnet des commandes	-17.0	-27.3	-4.7	8.3	-7.0	-18.7	-28.0	-27.3
Activité des prochains mois	-2.3	7.7	20.7	26.7	-5.0	16.3	-2.7	-8.0
Durée de production assurée (mois)	2.7	2.7	3.3	3.4	3.2	3.3	3.5	3.1
Construction								
Activité récente	-25.2	-47.3	-24.0	-16.7	-8.3	-43.3	-23.7	-20.0
Insuffisance de la demande (en % de réponses)	18.2	45.0	46.0	31.3	23.7	33.3	25.3	26.7
Carnet des commandes	-32.1	-52.7	-43.7	-26.3	-17.3	-39.7	-25.7	-26.7
Durée de production assurée (mois)	4.3	3.8	4.1	4.4	4.6	4.6	4.4	4.5

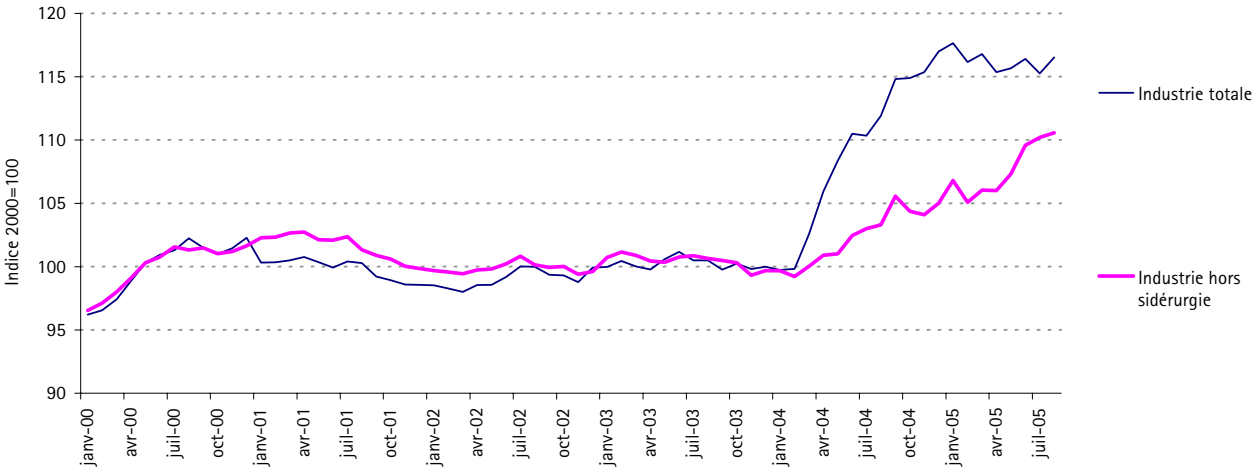
Source: STATEC

Graphique 9: Enquête de conjoncture, production et carnets de commandes, industrie



Source: STATEC

Graphique 10: Prix des produits industriels



Source: STATEC

Prix à la production

De janvier à août 2005, les prix des produits industriels se sont stabilisés. Cependant, ils restent sur des niveaux élevés, supérieurs d'environ 10% à la moyenne de 2004, année où l'on a assisté à une croissance ininterrompue des prix industriels et des prix liés à la sidérurgie en particulier. Par conséquent, on se trouve face à un effet de base totalement défavorable: sur les 8 premiers mois de l'année, les prix des produits industriels enregistrent en 2005 une hausse annuelle de près de 10%.

Alors que les prix des produits sidérurgiques sont orientés à la baisse (-10% environ entre janvier et août 2005), ceux des autres biens industriels poursuivent leur ascension. Celle-ci est principalement due aux prix des ouvrages en métaux (+19% sur la même période), qui avaient déjà connu une inflation de 8% en 2004, ainsi qu'aux prix de l'énergie (+13% depuis janvier), qui pour leur part avaient légèrement diminué (-1%) en 2004.

Prévisions pour le 2ème semestre.

Si l'on sait déjà que le mois de juillet a été bon, il est utile de regarder du côté des enquêtes d'opinions dans l'industrie, qui intègrent des données plus récentes (jusqu'en septembre 2005), pour juger de l'évolution attendue sur la deuxième partie de l'année.

Les opinions positives sur les commandes s'étaient nettement rétractées à partir du deuxième semestre 2004 (et encore davantage au 1er trimestre 2005), ce qui s'est concrétisé en particulier au niveau de la sidérurgie, des matériaux de construction et de l'industrie chimique. A partir du mois d'août, les industriels ont été plus optimistes sur la tendance de la production, mais c'est surtout en septembre que l'on a assisté à un net rebond au niveau des commandes. Ces résultats ne permettent cependant pas d'espérer un très bon résultat pour l'ensemble du 3ème trimestre, d'autant plus que la durée d'activité assurée et le degré d'utilisation de la capacité de production (données trimestrielles) ont fléchi en juillet. Le rebond des opinions en septembre pourrait cependant se matérialiser au niveau des performances du 4ème trimestre.

Investissements

L'enquête semestrielle sur les investissements industriels d'avril 2005 prévoyait une baisse du montant des investissements de 7.5% en 2005, après une hausse de 13.6% en 2004. Cette chute des investissements prévus serait très largement à mettre au passif des industries de biens intermédiaires (-24%), qui représentent environ 60% des investissements industriels. Pour les autres industries, biens d'équipement et de consommation, 2005 marque en revanche un effort très net en matière d'investissements, avec une hausse escomptée de 33%.

Il faudra attendre les résultats de la nouvelle enquête, disponibles en décembre pour voir si les réalisations de 2005 correspondent bien aux prévisions des industriels et pour connaître le montant et la répartition des investissements prévus pour 2006.

2.2 Construction

Tableau 7: Activité récente dans la construction: production par jour ouvrable

	Année					2004				2005	
	2001	2002	2003	2004	2005[1]	T1	T2	T3	T4	T1	T2
	Variations annuelles en %					Variations trimestrielles désaisonnalisées en %					
Construction	**1.9**	**1.3**	**1.4**	**-1.2**	**-3.0**	**-1.0**	**-2.5**	**-0.1**	**-1.6**	**-1.0**	**2.3**
Bâtiment	6.5	1.0	0.5	3.0	-0.3	-0.5	0.2	0.6	0.1	-3.0	3.6
Génie civil	-3.0	4.8	2.6	-13.8	-13.6	-5.1	-10.5	-1.8	-6.9	-3.2	5.1

[1] 2005= 6 mois
Source: STATEC

Une activité faible au 1er trimestre, plus soutenue par la suite

L'activité dans le secteur de la construction lors du 1er semestre 2005 a été plus faible que l'an passé. La production par jour ouvrable recule de 3.0% sur un an.

L'année 2004 s'était déjà soldée par une baisse de 1.2% de la production par jour ouvrable, entraînée par la forte chute de l'activité dans le domaine du génie civil (-14%) que n'avait pas réussi à compenser la bonne marche suivie par le bâtiment (+2.9%).

Concernant 2005, il faut noter que c'est surtout lors du 1er trimestre que l'activité s'est le plus rétractée. Les résultats des mois de février et mars en particulier ont été largement inférieurs aux niveaux des années précédentes. Un des éléments d'explication est la mauvaise météo qui a prévalu sur cette période. En effet, les enquêtes d'opinion révèlent que, parmi les facteurs limitant l'activité, les conditions climatiques ont été largement mises en avant par les entrepreneurs, alors que l'année précédente (à la même époque) le facteur le plus dommageable était la demande insuffisante.

L'activité s'est cependant bien reprise à partir du deuxième trimestre et a presque rejoint le niveau de l'année précédente (-0.2% sur un an). Ce rebond est perceptible à la fois pour le bâtiment et pour le génie civil.

Pour le second semestre, les résultats des enquêtes d'opinion nous permettent d'espérer une conjoncture plutôt favorable: le jugement sur les carnets de commandes reste plus ou moins sur sa moyenne de long-terme et surtout, on constate un net rebond au niveau de la durée d'activité assurée à partir du mois d'août. Cette dernière passe de 4.3 mois en juillet à 4.7 mois en septembre.

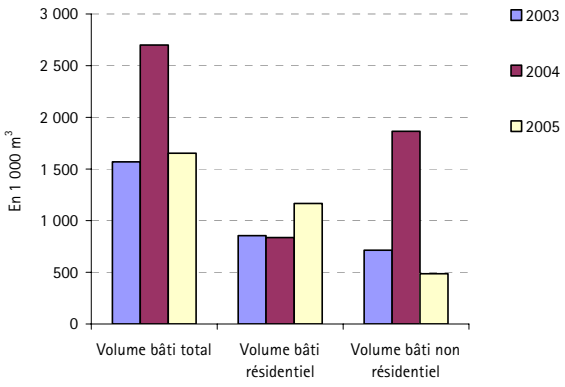
La construction résidentielle toujours dynamique

A l'issue des 6 premiers mois de l'année, le volume bâti correspondant au autorisations de construire délivrées par les services communaux est orienté à la baisse, de –40% environ par rapport au 1er semestre 2004. Ce fort recul ne doit pas surprendre: pour cette statistique, on constate de très grandes variations dans le secteur non-résidentiel qui affectent largement le total.

En 2004 par exemple (cf. graphique 11), le 1er semestre a été marqué par la délivrance d'autorisations relatives à de gros volumes (un grand bâtiment administratif, une salle de concert et une usine). La baisse notable sur le 1er semestre 2005 ne présume en rien du résultat final qui ressortira pour l'ensemble de l'année, une ou deux autorisations pour des chantiers de grande taille pouvant renverser la tendance.

Il en va différemment pour le secteur résidentiel (constructions destinées à l'habitation), dont les fluctuations ne sont pas aussi spectaculaires. Pour ce secteur précisément, la tendance est nettement orientée à la hausse sur la première partie de l'année. Rappelons qu'en 2004, le volume correspondant aux autorisations pour le secteur résidentiel s'est accru de 22% (contre 10% en 2003 et 5% en 2002). Le résultat du premier semestre 2005 montre pour sa part une progression annuelle de 40%.

Graphique 11: Autorisations de bâtir à la fin du 1er semestre



Source: STATEC

On se situe donc toujours en 2005 dans une phase d'accélération de la construction résidentielle. Parallèlement à cette accélération, on assiste à un ralentissement de l'immigration (voir graphique 12), ce qui tendra naturellement vers un rééquilibrage entre l'offre et la demande en matière d'habitat.

Les prix de l'immobilier résidentiel au Luxembourg ont fortement progressé au cours des dernières années, personne ne peut nier cet état de fait. Pourtant, il faut bien avouer que les statistiques, officielles ou non, font défaut pour mesurer précisément l'ampleur de la hausse (délai d'obtention trop long, indications manquantes sur les surfaces, etc..). Les données collectées par l'Observatoire du Logement par exemple ne considèrent que les prix de vente tels qu'ils apparaissent dans les annonces immobilières, et non ceux qui sont effectivement payés (même si l'on peut supposer a priori une corrélation entre les deux).

Concernant les loyers d'habitation (tels que mesurés dans le cadre de l'indice des prix à la consommation), on constate une légère modération après le pic atteint en juillet 2005 (voir graphique 14). Cette modération est cependant trop limitée pour conclure à un retournement de tendance, alors que la hausse du prix des loyers a accéléré de manière quasi-continue depuis le début 2004. La hausse des loyers reste toujours supérieure à celle des prix des autres biens et services (hors produits pétroliers).

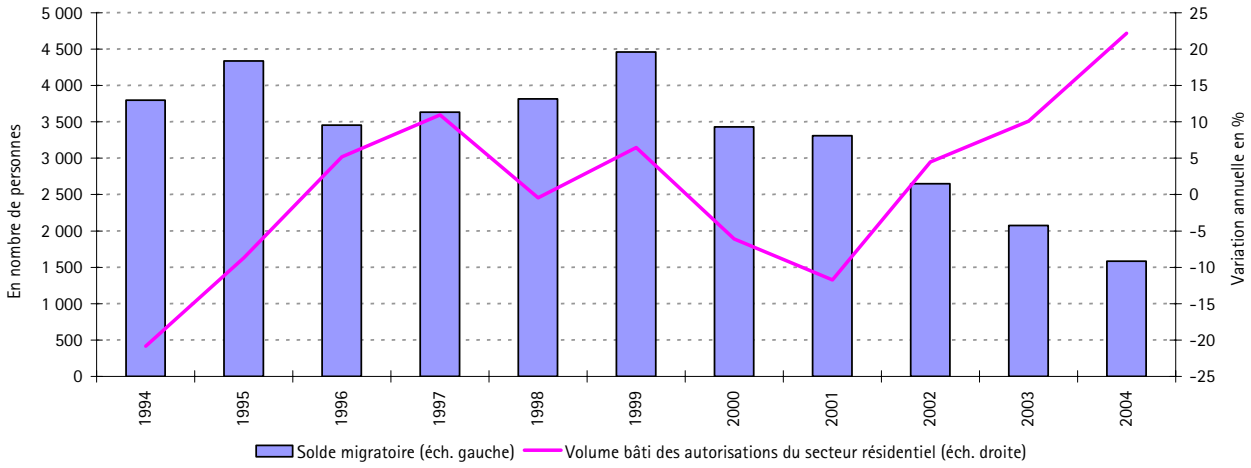
L'allongement de la durée des crédits à l'habitat

D'autres éléments montrent également que l'offre en logements est limitée par rapport à la demande, avec pour conséquence une hausse des prix. C'est le cas par exemple de la durée moyenne des crédits immobiliers accordés par les établissements bancaires, qui a eu tendance à s'allonger, afin de réduire le service mensuel de la dette.

Un prêt sur 20 ans constituait il y a encore quelques années la norme au Grand-Duché. Les prêts immobiliers accordés aujourd'hui sont en grande majorité délivrés sur une échéance de 30 ans, certains établissements proposant même une échéance de 40 ans (sous certaines conditions). La charge mensuelle supportée par les ménages pour rembourser leur prêt ne s'est pas forcément accrue, mais la période sur laquelle elle va s'appliquer s'est en revanche allongée, ce qui au final accroît l'endettement des ménages.

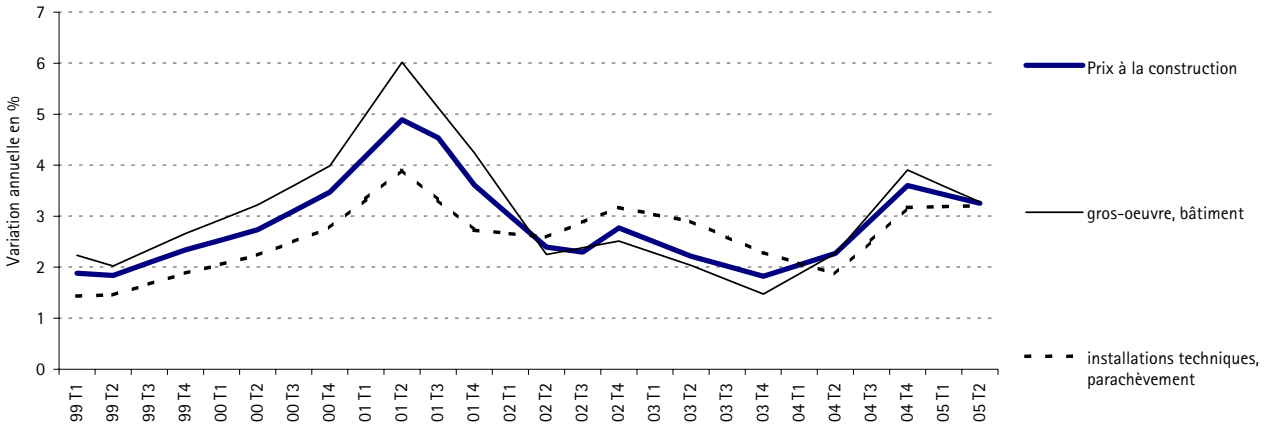
Cet allongement de la durée des crédits à l'habitat n'est pas propre au Luxembourg, c'est un phénomène que l'on constate au niveau européen (et aux Etats-Unis) où les prix de l'immobilier ont également flambé sur la dernière décennie, dans des proportions toutefois quelque peu différentes. En France par exemple, la durée moyenne des prêts s'est établie à 15.9 années en 2004, contre 12.3 années en 1995 (source: Banque de France). La longueur des prêts accordés, qui dépend beaucoup du nombre d'années qui séparent les bénéficiaires de l'âge du départ en pension, pourra-t-elle s'allonger encore alors que nous sommes déjà en pratique sur une durée de 30 ans?

Graphique 12: Solde migratoire et évolution des volumes bâtis dans le secteur résidentiel



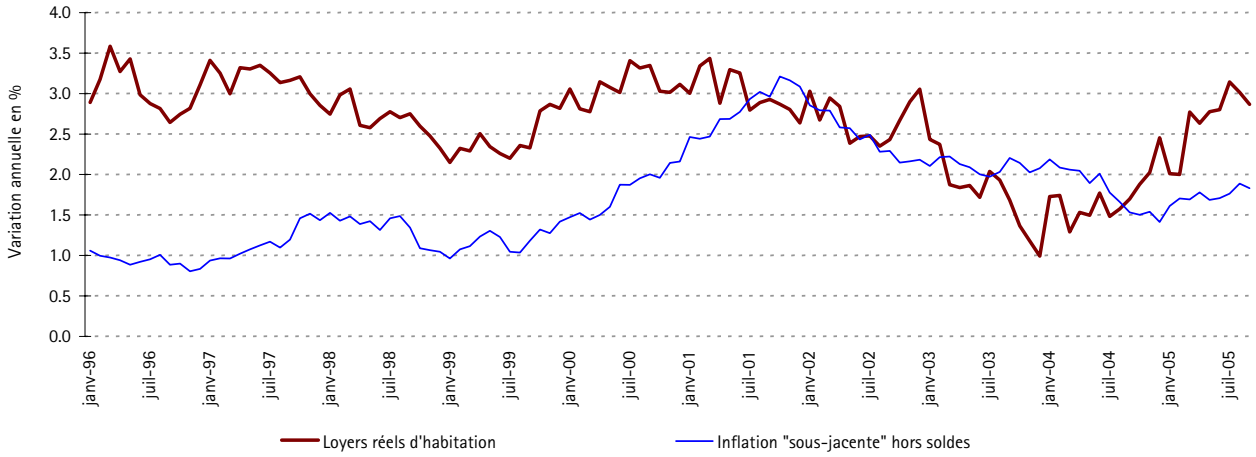
Source: STATEC

Graphique 13: Prix à la construction



Source: STATEC

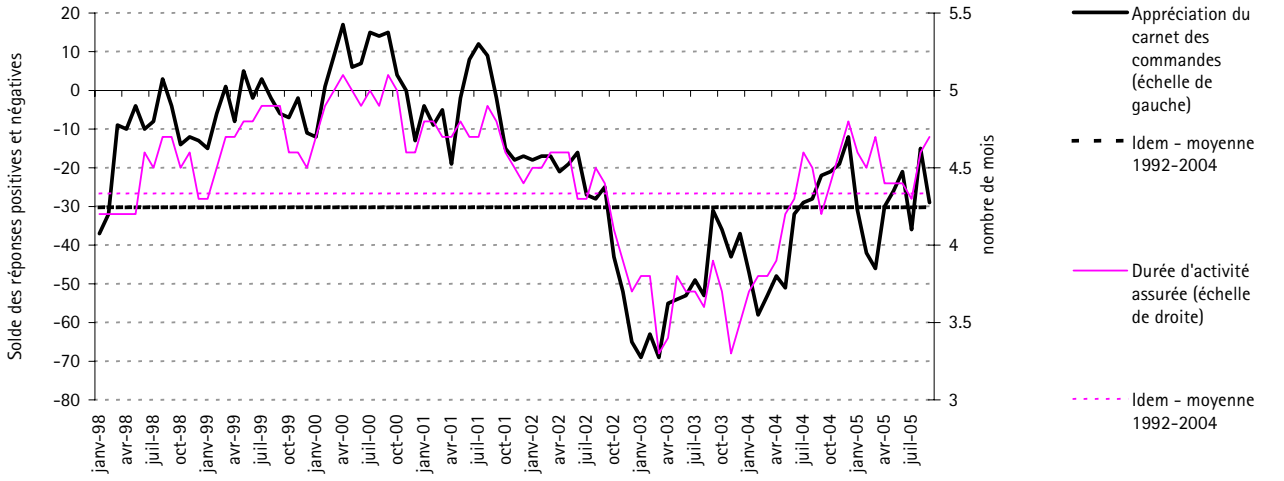
Graphique 14: Loyers d'habitation réels[1]



Source: STATEC

[1] Le terme "réels" ne s'apparente pas à une évolution en volume; il signifie qu'il s'agit des loyers, hors charges, effectivement payés par les locataires (les loyers imputés par les propriétaires sont donc exclus).

Graphique 15: Résultats des enquêtes de conjoncture, construction



Source: STATEC

2.3 Commerce

Tableau 8: Évolution récente dans le commerce; chiffre d'affaires en volume

		Poids	Année				
	Nace	2002	2000	2001	2002	2003	2004	2005[1]
								Variations annuelles
Commerce	**50-52**	**100.0**	**8.2**	**10.0**	**2.6**	**11.9**	**-1.1**	**1.0**
Automobile	50	16.2	4.3	5.3	6.6	16.7	2.3	2.0
De gros	51	67.2	10.0	12.3	1.5	12.2	-2.2	0.9
Détail	52	16.6	3.2	2.1	4.0	3.6	1.4	0.6

Source: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, STATEC
[1]6 mois

Des résultats en légère progression

Selon les données relatives au chiffre d'affaires des entreprises du commerce, le volume d'activité aurait progressé de 1.0% au cours des 6 premiers mois de 2005, par rapport à la même période de l'année précédente.

Il importe de signaler que d'importantes révisions ont eu lieu sur les données de l'année 2004: plusieurs entreprises, enregistrées dans le commerce de gros en particulier, ont été retirées de la base de données du fait qu'elles n'exerçaient pas d'activité réelle sur le territoire national, bien qu'elles soient présentes au Luxembourg d'un point de vue administratif.

Sur la base de ces nouvelles données, le commerce marque un rebond de l'activité sur la première moitié 2005, surtout à partir du 2ème trimestre. Ces résultats se comparent favorablement à une année 2004 en recul de 1.1%. La hausse des ventes dans le commerce automobile (ventes et réparation de véhicules, ventes de carburants) reste comparable à celle de l'année passée, avec un gain d'environ 2%. Pour le commerce de gros et le commerce de détail, la hausse d'activité sur la même période reste modeste, inférieure à 1%.

L'ensemble de ces résultat est susceptible de connaître de nouveau des révisions au cours des mois à venir. A ce stade de l'année, il est encore difficile de pouvoir déterminer l'orientation de l'ensemble du secteur.

Stagnation des achats automobiles

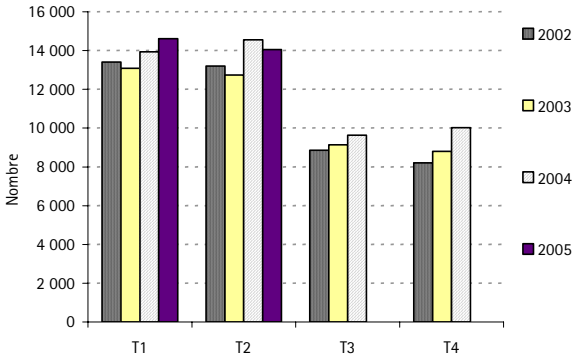
Le nombre de voitures neuves immatriculées au cours du 1er semestre 2005 marque une légère progression: +0.6% par rapport au 1er semestre 2004. Après une très bonne année 2004 (10% de croissance), le marché du neuf dans l'automobile semble donc marquer le pas. La faible performance de cet indicateur, auquel on fait souvent référence pour juger du dynamisme de la consommation des ménages, constitue à cet égard un motif d'inquiétude.

Les consommateurs n'ont pas le moral

L'indicateur de confiance des consommateurs établi par la BCL s'est nettement dégradé en septembre 2005, avec des anticipations plus pessimistes sur l'évolution de la situation économique générale, de la situation financière des ménages et du chômage. Sur les mois écoulés de 2005, les consommateurs luxembourgeois montrent en moyenne un profil moins optimiste qu'en 2004.

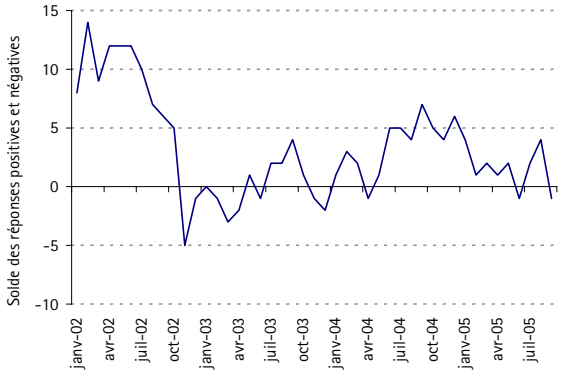
Les questions, trimestrielles, relatives aux intentions d'achats marquent, sinon une baisse, une stagnation. On note une décrue régulière des intentions d'achat de véhicules depuis le début 2005, en accord avec l'inflexion constatée au niveau des immatriculations. Pour le reste (achats de logement, dépenses pour le logement) aucun élément ne laisse espérer pour le moment un regain de dépenses de la part des ménages.

Graphique 16: Nouvelles immatriculations de voitures particulières et commerciales



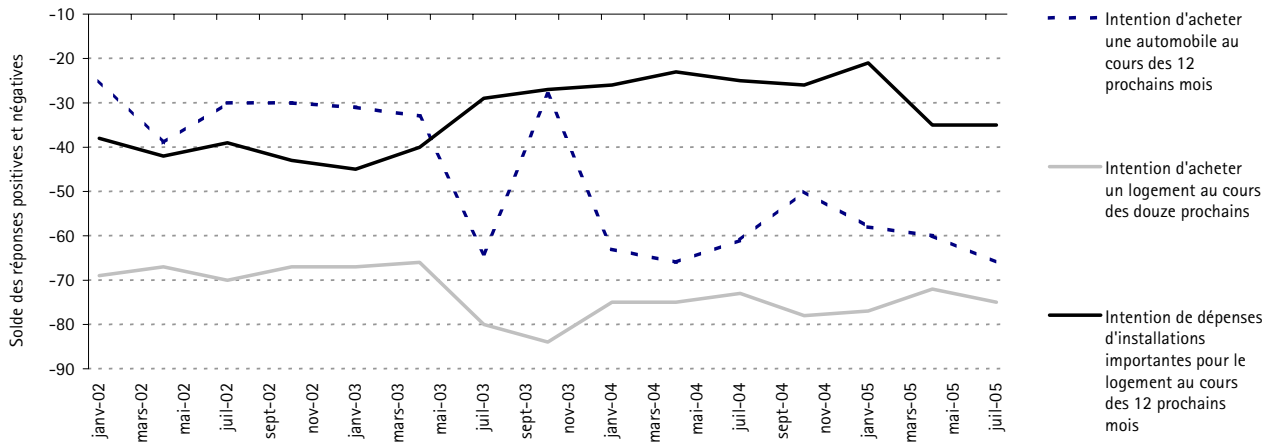
Source: STATEC

Graphique 17: Confiance des consommateurs



Source: BCL

Graphique 18: Intentions d'achats



Source: BCL

Perception du chômage et confiance des consommateurs

Le nombre de chômeurs enregistré auprès de l'ADEM, plus exactement le nombre de demandes d'emplois non-satisfaites en fin de mois, suit une tendance particulière au cours de l'année calendaire. Cette tendance est visible dans le graphique A, tiré du bulletin mensuel de l'ADEM.

1. Saisonnalité du chômage

Le nombre de chômeurs a tendance à décroître sur la première moitié de l'année, atteignant en général son minimum au mois de juin, puis à remonter sur le second semestre. Comme ce mouvement se répète chaque année, on se trouve ici face à ce qu'on appelle une série saisonnière: la valeur prise par la variable (le nombre de chômeurs) est fortement conditionnée par la période (en l'occurrence le mois) de recensement. Economiquement, cette saisonnalité est essentiellement reliée aux effectifs recrutés par les entreprises de travail intérimaire pour fournir le secteur de la construction. Les périodes printanière et estivale voient se multiplier les chantiers de construction, ce qui provoque un mouvement baissier au niveau des chômeurs. L'arrivée de nouveaux entrants sur le marché de travail à partir de la fin de l'été participe inversement à l'accroissement du nombre de chômeurs.

Cette saisonnalité apparaît-elle également au niveau du taux de chômage? Pour rappel ce dernier se définit comme le nombre de chômeurs (enregistrés auprès de l'ADEM) divisé par la population active, exprimé en pourcentage. Le graphique B montre la série du taux de chômage année par année (sur le même modèle que le graphique précédent).

Il apparaît clairement que la saisonnalité qu'on observe au niveau du nombre de chômeurs transparaît également au niveau du taux de chômage.

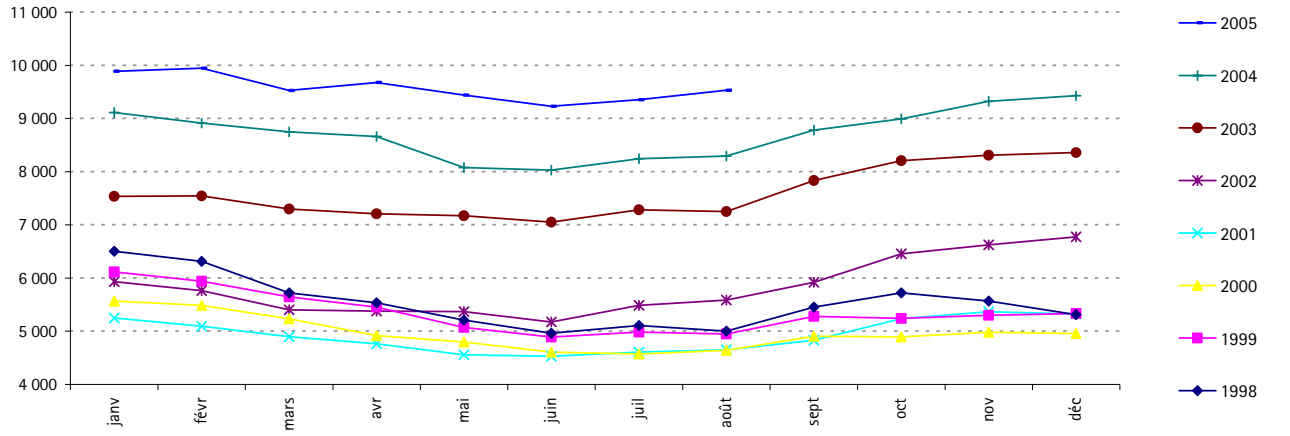
Au Luxembourg, jusqu'à présent, c'est le taux de chômage dit "brut", autrement dit non corrigé des variations saisonnières, qui est diffusé chaque mois à l'issue du Comité de conjoncture. C'est ce chiffre qui est repris par les médias et qui est donc finalement pris en compte par la population.

Or, la saisonnalité de ces séries (nombre de chômeurs et taux de chômage) pose un problème évident quant à l'interprétation des résultats. Faut-il, au vu de ce qui précède, s'étonner quand le taux de chômage baisse en mai ou quand il progresse en septembre? La réponse est non, car c'est un phénomène tout à fait normal au regard de l'évolution observée sur les dernières années. Et dans un cas comme dans l'autre, on ne peut apporter aucune appréciation conjoncturelle sur la situation (bonne ou mauvaise) du marché du travail.

Dans la plupart des pays d'Europe (Allemagne, France, Royaume-Uni, Pays-Bas, Danemark, etc.) le taux de chômage annoncé chaque mois par communiqué de presse a au préalable été corrigé des variations saisonnières. Il peut ainsi s'interpréter directement: s'il passe de 7.5% à 7.6%, cela signifie clairement que les conditions du marché du travail se sont dégradées.

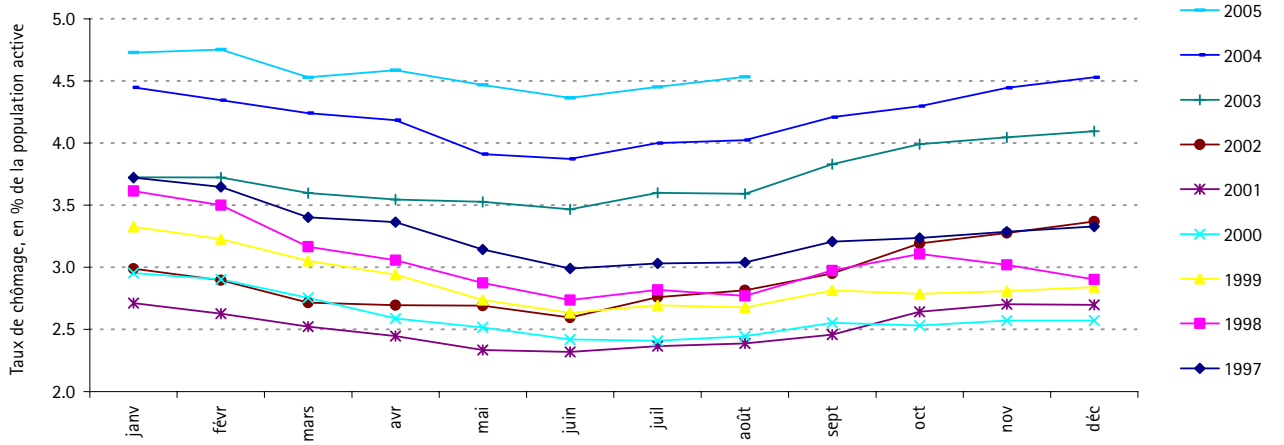
La diffusion du taux de chômage sous sa forme brute masque les évolutions réelles et biaise le jugement des médias et de l'opinion publique, qui n'ont apparemment pas conscience de l'importance des effets purement saisonniers sur cette variable.

Graphique A: Évolution du nombre de chômeurs



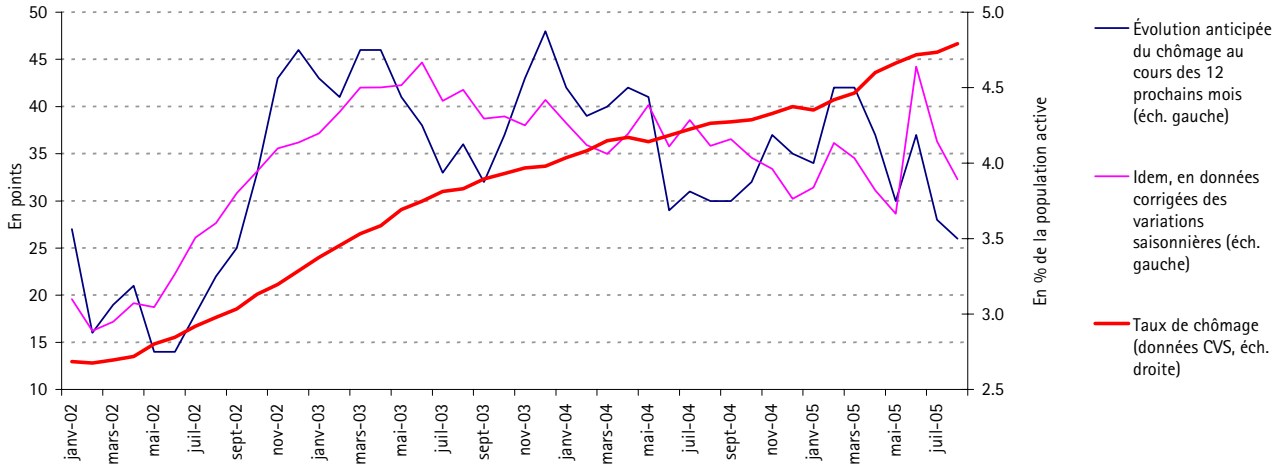
Source: ADEM

Graphique B: Taux de chômage, Luxembourg



Source: ADEM, IGSS, STATEC

Graphique C: Anticipations sur l'évolution du chômage



Source: ADEM, IGSS, STATEC

2. L'opinion des consommateurs sur l'évolution du chômage

L'enquête de conjoncture de la Banque Centrale du Luxembourg auprès des consommateurs comprend une question (n° 7) en relation avec le chômage: les personnes interrogées doivent se prononcer sur l'évolution du chômage au cours des 12 prochains mois.

Le graphique C montre les résultats obtenus pour cette question, en données brutes et en données corrigées des variations saisonnières. La série du taux de chômage (corrigée des variations saisonnières) est également représentée. L'indicateur obtenu dans le cadre de l'enquête BCL montre après correction des phénomènes saisonniers une tendance à la baisse à partir de l'été 2003. Or le taux de chômage continue à augmenter.

Si au lieu du taux de chômage (en niveau), on montre l'évolution du taux de chômage (en variation annuelle, graph. D), on perçoit nettement une tendance commune.

La baisse constatée au niveau des anticipations de chômage traduit donc bien une amélioration de la situation sur le marché du travail, dans la mesure où le taux de chômage, même s'il n'a pas cessé de progresser sur l'ensemble de la période, montre une progression de moins en moins rapide à partir de la mi-2003. Il s'agit en quelque sorte d'une amélioration de second ordre: on ne peut pas dire que la situation devient bonne (en l'occurrence, il faudrait une baisse effective du taux de chômage), mais elle devient moins mauvaise. Quoi qu'il en soit, la perception de l'évolution future du chômage semble plus correspondre à un jugement retardé sur l'évolution du chômage constatée qu'à une réelle anticipation.

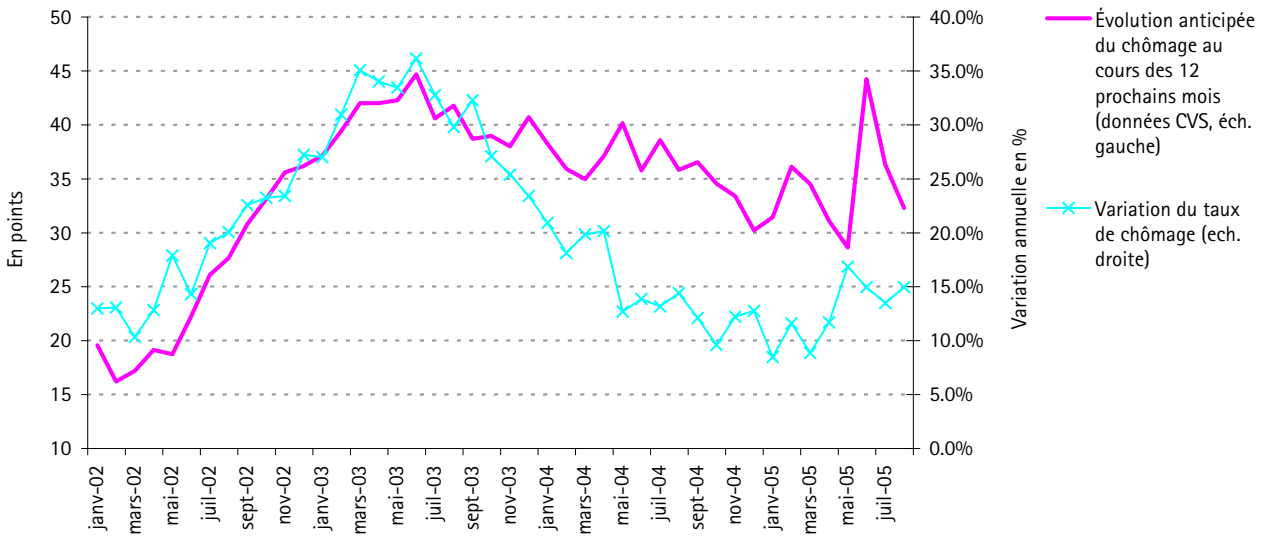
Par ailleurs, il est intéressant de mettre en rapport les composantes saisonnières des deux séries (taux de chômage et jugement sur l'évolution du chômage). Ces composantes saisonnières sont représentées dans le graphique E, sous la forme de "coefficients saisonniers". Un coefficient inférieur à 0 (ou à 100 si la série a subi une transformation logarithmique lors de la procédure de correction des variations saisonnières) signifie que la valeur prise sur ce mois est en général inférieure à la moyenne arithmétique des 12 mois de l'année. Pour la série du taux de chômage, il s'agit pour chaque mois du coefficient moyen sur la période 1997-2004, pour la seconde, il s'agit de la moyenne sur la période 2002-2004 (puisque ces données sont collectées seulement depuis 2002).

Les valeurs des coefficients suivent à peu près la même dynamique pour les deux séries, avec un décalage toutefois qui semble correspondre au délai d'obtention de l'information. Par exemple, lorsque l'enquête de juillet est effectuée auprès des consommateurs, ceux-ci ont connaissance du taux de chômage de mai, mais pas encore de ceux des mois suivants.

L'évolution similaire, mais décalée, des deux séries de coefficients semble signifier que la perception de l'évolution du chômage par les consommateurs est également influencée par la saisonnalité du taux de chômage annoncé sous sa forme brute.

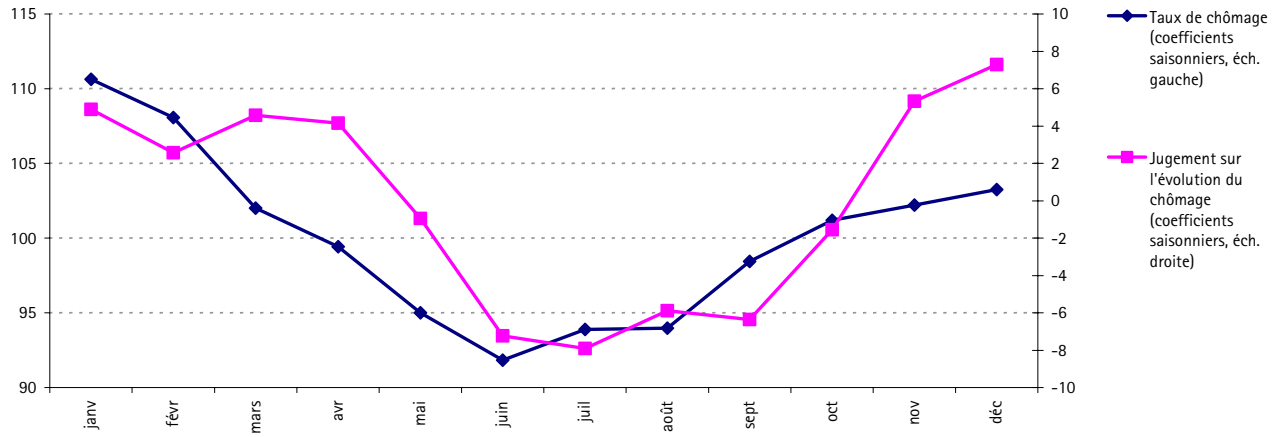
Ce dernier élément plaide lui aussi pour la mise en avant, au moment de la diffusion, d'un taux de chômage sous une forme corrigée des variations saisonnières, à l'instar de ce qui se pratique dans de nombreux pays. Le STATEC publie chaque mois ce taux de chômage désaisonnalisé sur son site Internet, à l'issue du Comité de Conjoncture.

Graphique D: Évolution du chômage anticipée et constatée



Source: ADEM, IGSS, STATEC

Graphique E: Taux de chômage et jugement sur l'évolution du chômage: coefficients saisonniers



Source: ADEM, IGSS, STATEC

2.4 Hôtels et restaurants

Le secteur de l'Horeca attaque en force l'année 2005. Les données de chiffre d'affaires marquent une progression annuelle de 8.0% (en valeur) sur le premier semestre. L'activité a bénéficié notamment d'une fréquentation touristique plus élevée, un mouvement déjà perceptible en 2004, mais aussi de facteurs non conjoncturels.

Hormis pour les cafés, l'ensemble des professionnels connaît une hausse de son activité en valeur de l'ordre de 10% par rapport à 2004. On notera que la catégorie "Cantines et traiteurs" poursuit sa croissance sur un rythme élevé; celle-ci, en particulier pour ce qui concerne les entreprises de restauration collective, ne semble pas réellement avoir souffert du ralentissement conjoncturel des années précédentes.

Cette performance remarquable du début 2005 fait suite à deux années plutôt modestes (2003 en particulier a été très décevante) pour les professionnels de l'Horeca.

Pour les huit premiers mois de l'année 2005 le STATEC a recensé quelque 902 000 nuitées dans les hôtels, auberges et pensions, soit une progression de l'ordre de 7% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution a bien entendu été tributaire pour partie à l'effet bénéfique de la présidence luxembourgeoise de l'UE pendant le premier semestre 2005.

En collaboration avec le Ministère des Affaires étrangères et le Service information et presse du gouvernement luxembourgeois, on a pu évaluer à près de 24 000 nuitées l'impact direct de la présidence. Ce chiffre comprend les nuitées passées par les délégations officielles ainsi que par les journalistes accrédités.

Logiquement c'est la Ville de Luxembourg qui a le plus profité de l'évènement, les nuitées des hôtels situés sur le territoire de la capitale ayant progressé de plus de 11% de janvier à août 2005.

Tableau 9: Évolution récente dans l'Horeca: chiffres d'affaires en valeur

		Poids	Année						2004				2005	
Branche	Nace	2002	2000	2001	2002	2003	2004	2005[1]	T1	T2	T3	T4	T1	T2
													Variations annuelles en %	
Hôtels et restaurants	**55**	**100.0**	**2.8**	**2.3**	**2.7**	**-4.8**	**1.0**	**8.0**	**3.1**	**1.5**	**-0.9**	**0.8**	**5.3**	**10.4**
Hôtels	55.1	27.2	5.9	1.6	0.5	-5.6	0.8	9.9	1.5	3.6	0.3	-2.1	1.2	16.3
Autres hébergements	55.2	2.5	-19.3	4.1	16.3	0.1	9.6	10.0	47.8	39.6	-13.0	40.8	27.4	2.0
Restaurants	55.3	45.7	3.1	0.1	2.9	-7.7	-0.1	9.4	1.6	-2.6	-1.5	2.3	9.2	9.7
Cafés	55.4	17.9	-0.1	2.2	0.8	-4.2	-2.1	-1.9	1.0	-2.8	-4.6	-1.6	-5.1	1.3
Cantines et traiteurs	55.5	6.7	8.9	17.1	9.7	9.5	8.8	11.5	11.9	11.7	11.7	1.2	11.8	11.2

Source: Administration de l'Enregistrement et de Domaines, STATEC

[1] 6 mois

2.5 Transports et communications

Tableau 10: Transports et communications: chiffre d'affaires en valeur

		Poids	Année				2004				2005	
Branche	Nace	2002	2002	2003	2004	2005[1]	T1	T2	T3	T4	T1	T2
		En %	Variation annuelle en %									
			Chiffre d'affaires en valeur									
Transports et communications	**60-64**	**100.0**	**1.2**	**-4.0**	**4.7**	**13.6**	**3.6**	**-1.1**	**7.7**	**8.8**	**11.8**	**15.6**
Transports	**60-63**	**72.0**	**3.7**	**-4.5**	**5.2**	**18.2**	**3.6**	**-2.1**	**8.4**	**10.8**	**17.4**	**19.0**
Transports terrestres	60	22.2	2.9	1.9	5.4	6.9	32.4	-9.9	3.0	6.4	13.1	1.5
Transports par eau	61	22.0	14.3	-28.0	-21.1	36.5	-25.9	-31.2	-20.4	-1.0	16.9	57.4
Transports aériens	62	20.0	1.4	-0.6	11.2	20.0	6.6	6.6	18.6	12.5	19.4	20.6
Auxilliaires du transport	63	7.9	-0.6	9.1	8.7	9.6	-3.5	11.4	5.8	19.9	14.4	5.8
Communications	**64**	**28.0**	**-6.0**	**-2.5**	**3.3**	**2.1**	**3.6**	**3.0**	**5.2**	**0.8**	**1.2**	**3.7**

[1] 2005= 6 mois

Sources: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, STATEC

La branche renoue avec la croissance d'il y a cinq ans

La branche transports et communications, qui avait fortement décéléré sur les dernières années (la croissance du chiffre d'affaires nominal est passée de près de 20% en 1999 et 2000 à –4% en 2003), renoue avec la croissance d'il y a cinq ans. Après une croissance de 4.7% en 2004, le premier semestre 2005 s'avère avec +13.6% de chiffre d'affaires nominal très prometteur. Cette bonne performance provient pourtant essentiellement des activités de transport (+18.2% sur le premier semestre 2005 après 5.2% en 2004), la croissance des activités de postes et télécommunications ayant décéléré sur la même période (+2.1% sur le début de 2005 contre +3.3% en 2004).

Toutes les activités de transport ont amélioré leur performance par rapport à 2004, mais les plus beaux résultats sont enregistrés au niveau des transports par eau (+36% sur le premier semestre 2005 après une baisse de plus de 20% sur les deux dernières années) et des transports aériens (+20% contre 11.2% l'année passée). Les transports terrestres et les services auxiliaires du transport affichent sur la même période une progression de "seulement" 6.9% resp. 9.6%. Il reste cependant à déterminer le partage prix/volumes dans cette progression du chiffre d'affaires, et notamment la manière dont les entreprises ont répercuté la hausse du coût des carburants dans leurs prix de vente.

En ce qui concerne les activités de postes et télécommunications, on note une décélération au niveau des activités de poste et de courrier +4.7% après +7.6% en 2004. La performance reste pourtant bien meilleure que celle des activités de télécommunication qui sont en stagnation (+1.1%).

Notons encore que les données relatives aux chiffres d'affaires se caractérisent par une forte volatilité et sont susceptibles d'être révisées au cours des mois à venir.

Baisse de l'emploi dans les activités de postes et télécommunications et les transports terrestres

L'emploi dans les transports et communications s'est accru de 2% sur le début de 2005, ce qui correspond à une augmentation nette de 512 personnes. Ce sont pourtant uniquement les activités de transport qui notent une progression de l'emploi sur cette période (+3%, soit +632 personnes), les activités de postes et télécommunications enregistrant une baisse de 2.8% (-120 personnes, dont –100 dans les télécommunications et –20 dans les activités de poste et de courrier).

Tableau 11: Transports et communications: emploi salarié

		Poids	Année				2004				2005	
Branche	Nace	2004	2002	2003	2004	2005[1]	T1	T2	T3	T4	T1	T2
		En %	Variation annuelle en %									
			Emploi salarié									
Transports et communications	**60-64**	**100.0**	**4.4**	**3.6**	**3.6**	**2.0**	**3.6**	**4.4**	**3.4**	**3.2**	**2.2**	**1.9**
Transports	**60-63**	**83.1**	**5.5**	**4.6**	**4.3**	**3.0**	**4.3**	**5.3**	**4.1**	**3.5**	**3.4**	**2.7**
Transports terrestres	60	49.0	6.3	3.1	2.3	-1.1	4.6	4.2	0.9	-0.4	-1.2	-1.0
Transports par eau	61	10.4	16.9	22.5	29.2	19.6	26.5	31.4	29.2	29.2	24.3	16.0
Transports aériens	62	13.3	1.6	2.5	-0.1	2.6	-1.5	0.2	0.7	0.1	2.8	2.5
Auxilliaires du transport	63	10.4	0.6	2.6	-0.2	7.5	-4.0	-3.7	1.4	6.0	8.4	6.6
Communications	**64**	**16.9**	**-0.1**	**-1.1**	**0.5**	**-2.8**	**0.0**	**0.1**	**0.5**	**1.5**	**-3.4**	**-2.2**

[1] 2005= 6 mois

Source: IGSS

Au niveau des transports, ce sont les transports par eau qui note l'augmentation de l'effectif la plus importante (+490 personnes, dont 426 personnes dans les transports fluviaux et 63 dans les transports maritimes et côtiers). Les services auxiliaires du transport ont créé 194 postes en net, dont 306 dans l'organisation du transport de fret et 29 dans la gestion d'infrastructures de transports, la manutention et entreposage et les agences de voyage enregistrant une baisse de 77 resp. 64 personnes. Les transports terrestres enregistrent par contre une baisse de leur effectif: -140 personnes, dont -40 dans les transports ferroviaires et -99 dans les transports urbains et routiers.

Le transport aérien

L'aéroport de Luxembourg note au premier semestre 2005 une évolution favorable du tonnage transporté (+7.3% par rapport à la même période de l'année précédente), mais inférieure à celle des années précédentes (+8.5% en 2004 et plus de 13.% en 2003 et 2002). En ce qui concerne les passagers transportés, la progression a été de 3.0% sur la même période, après +4.2% en 2004 et des baisses d'environ 4% en moyenne sur 2001-2003.

Comparé au concurrent principal de l'aéroport du Luxembourg, ces chiffres sont pourtant relativement médiocres. L'aéroport de Frankfurt-Hahn, à moins de deux heures de route du Luxembourg, compte 258 076 passagers en moyenne par mois sur les neuf premiers mois de l'année 2005 (un plus de 11% par rapport à la même période de l'année passée), alors que l'aéroport de Luxembourg en compte que 121 356 par mois sur le premier semestre (+3.0%). Reste à voir si les baisses importantes des prix de la compagnie aérienne luxembourgeoise Luxair annoncées pour cet hiver pourront inverser cette tendance.

En ce qui concerne le transport de fret, la situation est pourtant inverse. Même si l'aéroport de Frankfurt-Hahn note, sur les neuf premiers mois de l'année 2005, une progression de 58% du tonnage transporté, le tonnage total passant par l'aéroport de Luxembourg reste pourtant largement plus élevé: l'aéroport de Frankfurt-Hahn a vu passer 66 145 tonnes au total en 2004, ce qui représente environ la quantité que l'aéroport de Luxembourg traite en un seul mois (60 008 tonnes en moyenne par mois au début de 2005).

D'après les données de l'AEA (Association of European Airlines), la compagnie Luxair a enregistré un accroissement du nombre de passagers transportés de 0.1% sur les huit premiers mois de l'année, contre +3.7% pour l'ensemble des 31 compagnies associées à l'AEA. D'après la même source, la compagnie Cargolux note une progression de 17% sur les huit premiers mois de 2005, contre seulement 2.1% pour l'ensemble des compagnies à l'AEA.

Le transport ferroviaire

Après avoir marqué déjà une légère baisse en 2004 (-1.5%), les chemins de fer notent à nouveau une baisse, même relativement importante, du tonnage transporté sur le début de 2005, (-36.9% sur les sept premiers mois de 2005 par rapport à la même période de l'année précédente).

Les transports par eau

Le port de Mertert enregistre une baisse des transbordements sur le début de 2005 (-4.5%). A l'inverse des deux années précédentes, où les exportations étaient en recul, cette baisse en 2005 vient entièrement des importations (-7.6%), les exportations enregistrant à nouveau une progression (+10.4%).

Tableau 12: Transports: variables annexes

Statistique	Année						2004				2005	
	2000	2001	2002	2003	2004	2005[1]	T1	T2	T3	T4	T1	T2
												Taux de variation annuel en %
												Tonnes
Chemin de fer: transport	**5.0**	**-8.3**	**-4.0**	**6.3**	**-1.5**	**-36.9**	**2.8**	**-0.2**	**-6.3**	**-2.3**	**-37.7**	**-36.1**
Port de Mertert: transbordement	**8.0**	**-0.5**	**2.8**	**-15.2**	**2.9**	**-4.5**	**-14.2**	**-7.1**	**15.6**	**33.6**	**-10.1**	**1.4**
Exportations	-13.4	-8.3	5.6	-34.3	-7.3	10.4	-24.5	-43.3	36.0	50.9	6.4	14.2
Importations	21.2	2.9	1.7	-7.4	5.9	-7.6	-11.8	8.3	10.5	29.0	-13.3	-1.4
Aéroport de Luxembourg: total fret	**11.7**	**2.1**	**13.5**	**13.4**	**8.5**	**7.3**	**11.6**	**12.6**	**10.0**	**1.7**	**8.2**	**6.4**
												Nombre
Aéroport de Luxembourg: total passagers	**4.2**	**-2.4**	**-6.7**	**-4.0**	**4.2**	**3.0**	**4.7**	**4.9**	**5.4**	**1.3**	**-0.1**	**5.3**

[1]Chemin de fer: transport= 7 mois, autres = 6 mois

Sources: SNCI, Société du port fluvial de Mertert, Administration de l'aéroport

2.6 Immobilier, location, informatique, recherche et développement et services aux entreprises

Tableau 13: Services marchands divers: tableau de synthèse

		Poids	Année					2004				2005	
Branche	Nace	2004	2001	2002	2003	2004	2005[1]	T1	T2	T3	T4	T1	T2
		En %										Variations annuelles en %	
												Chiffre d'affaires nominal	
Immobilier, location, informatique, recherche et développement	**70-73**	**100.0**	**5.9**	**-4.8**	**0.1**	**1.6**	**3.7**	**-0.5**	**1.6**	**2.5**	**2.7**	**0.5**	**7.0**
Activités Immobilières	70	28.9	3.3	-8.6	1.1	10.6	0.2	9.6	1.0	24.9	8.6	-8.8	8.7
Location sans opérateur	71	13.9	5.6	5.5	4.9	1.7	19.2	-4.9	-1.2	2.9	9.5	13.4	25.0
Activités informatiques	72	22.4	14.5	-7.0	-2.7	-4.1	-1.2	-4.5	3.9	-13.5	-2.3	0.7	-3.2
R & D	73	34.8	-15.7	-2.2	0.1	0.4	4.1	-0.1	0.3	7.0	-5.2	1.4	6.9
Services fournis principalement aux entreprises	**74**	**100.0**	**14.9**	**1.5**	**4.6**	**9.3**	**10.3**	**4.6**	**8.4**	**5.4**	**17.3**	**8.0**	**12.4**
												Emploi salarié	
Immobilier, location, informatique, recherche et développement*	**70-73**	**100.0**	**8.4**	**3.8**	**-0.2**	**3.1**	**6.1**	**1.4**	**1.5**	**3.2**	**6.1**	**5.9**	**6.2**
Activités Immobilières	70	17.1	6.8	4.9	-1.2	6.4	8.1	2.3	5.3	9.0	8.9	7.7	8.4
Location sans opérateur	71	8.3	5.9	21.0	8.7	-0.6	2.7	4.5	-2.1	-1.4	-3.2	-0.6	6.2
Activités informatiques	72	44.8	18.2	3.6	-2.7	5.4	8.4	1.9	2.9	5.8	11.1	9.0	7.8
R & D*	73	29.8	-1.9	-0.3	1.9	-1.0	2.6	-0.6	-1.5	-2.1	0.2	2.4	2.7
Services fournis principalement aux entreprises*	**74**	**100.0**	**13.4**	**6.0**	**3.0**	**1.5**	**10.8**	**-1.8**	**-0.2**	**1.6**	**6.5**	**10.8**	**10.8**
Activités juridiques, comptables et conseil de gestion*	74.1	28.8	13.8	8.4	2.5	-1.8	7.2	-1.0	-2.5	-2.7	-1.1	4.5	10.0
Activités d'architecture et d'ingéniérie	74.2	12.8	35.7	6.0	4.5	1.6	2.4	2.3	3.3	0.0	0.8	2.1	2.7
Activités de contrôle et analyses techniques	74.3	1.5	12.4	10.9	4.6	3.8	5.5	2.7	3.8	4.5	4.2	6.3	4.8
Publicité	74.4	3.3	20.1	5.8	13.4	1.6	-0.8	2.9	2.5	2.0	-1.0	-2.1	0.6
Sélection et fourniture de personnel	74.5	20.0	6.6	-0.4	7.5	8.6	15.2	2.2	9.5	10.6	11.6	19.3	11.7
Enquêtes et Sécurité	74.6	6.8	14.1	6.6	2.8	4.7	8.4	4.7	3.9	3.9	6.3	8.5	8.3
Activités de nettoyage	74.7	21.7	8.4	6.2	3.8	1.7	4.4	0.4	2.1	1.6	2.6	5.3	3.6
Services divers fournis principalement aux entreprises	74.8	5.2	9.0	13.1	0.7	7.1	15.6	2.6	4.0	8.5	13.2	15.9	15.3

[1] 2005 = 6 mois

* Données corrigées

Source: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, IGSS, STATEC

Le secteur "immobilier, location et services aux entreprises" regroupe des activités très hétérogènes, mais qui ont toutes la particularité d'être assimilées à des services marchands.

Pour l'ensemble des entreprises classées dans cette branche, le chiffre d'affaires en valeur marque une forte croissance (+8.0% sur un an) au cours du 1er semestre 2005.

Les ¾ de cette belle performance sont dus aux "Services fournis principalement aux entreprises". Plus précisément, c'est du côté des entreprises regroupées dans les "Activités juridiques, comptables et conseil de gestion" (+14.0% sur cette période) que l'activité s'est le plus intensifiée, une évolution que l'on peut vraisemblablement relier à la bonne tenue du secteur financier luxembourgeois.

Deuxième contribution à la croissance de la branche sur les 6 premiers mois de 2005, les services de "Location sans opérateur", qui s'envolent littéralement avec une hausse du chiffre d'affaires proche de 20%. Ce très bon résultat doit être considéré avec un certain recul, car l'activité est très fluctuante pour ces services de location, et souvent déconnectée des mouvements conjoncturels.

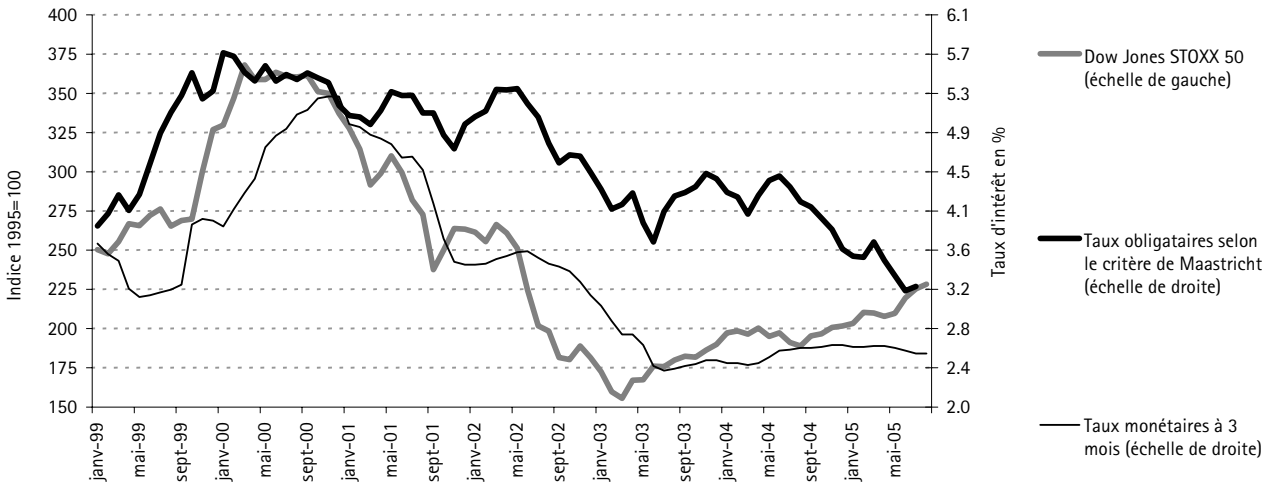
Les services de "Sélection et fourniture de personnel" (qui incluent les entreprises de travail temporaire) ont connu une croissance encore plus forte – +15.2% sur la même période – mais avec un impact beaucoup plus faible sur l'ensemble de la branche: ils contribuent en effet seulement au vingtième de la croissance globale.

Les activités immobilières auront du mal à réitérer d'aussi bons résultats qu'en 2004 (+10.6% sur l'ensemble de l'année), les données du 1er semestre s'orientent pour le moment vers une stagnation en 2005.

Les "Activités informatiques" et les services de "Publicité" restent pour leur part à la traîne. Il faut signaler que les activités informatiques ont déjà connu trois années consécutives de baisse, de 2002 à 2004, et il n'est pas impossible que cette évolution soit plus liée à des phénomènes structurels que conjoncturels.

2.7 Secteur financier

Graphique 19: Indicateurs financiers pour l'Europe



Source: EUROSTAT

Environnement financier international

Les politiques monétaires menées dans les grands ensembles économiques continuent à montrer des évolutions divergentes.

Aux Etats-Unis, et sur l'ensemble du continent américain, l'heure est toujours au resserrement monétaire. La croissance y est soutenue, ce qui renforce les craintes quant aux pressions inflationnistes. En Asie également, le choc pétrolier fait peser des risques sur la hausse des prix, et plusieurs pays ont dû relever leurs taux au cours des mois récents (Thaïlande, Indonésie).

Dans la zone euro en revanche, même si la question des prix se pose de manière quasi-identique (l'inflation se situe au niveau élevé de 2.5% dans la première estimation de septembre), le statu quo reste la seule option pour les autorités monétaires européennes. La flambée des prix pétroliers exclut d'une part toute baisse des taux pour le moment. D'autre part, le peu de dynamisme observé à la fois pour la demande intérieure et sur le marché du travail ne permet pas encore d'envisager des hausses, même faibles, des taux à court terme.

La flambée des prix du pétrole n'a cependant pas réussi à entraîner les grands indices boursiers à la baisse, sinon de manière ponctuelle. Les valeurs boursières européennes (plus de 11% de croissance pour le DJ Eurostoxx50 sur les 8 premiers mois de l'année) ont dans l'ensemble surperformé celles des Etats-Unis et du Japon. Les bons résultats affichés par les grands groupes pétroliers côtés en bourse ont certes eu un effet bénéfique, mais les autres sociétés ont publié des résultats eux-aussi positifs.

Après les sommets atteints vers la fin 2004, l'euro est orienté régulièrement à la baisse. L'épisode cyclonique connu par les Etats-Unis a certes entraîné une courte remontée au-delà des 1.25, mais le mouvement baissier a repris le dessus pour entraîner la devise européenne vers les 1.20 USD pour 1 EUR. Le gonflement des déficits américains, pourtant toujours d'actualité, semble moins préoccuper les investisseurs: le financement du déficit courant, essentiellement opéré par les économies asiatiques, paraît d'une certaine façon avoir été intégré par les marchés, même s'il reste une source de déséquilibres importante pour l'économie mondiale. Le retour de l'euro vers les 1.20 (et même un peu en dessous sur les derniers jours) doit beaucoup aux anticipations en matière de croissance entre les deux zones (avec un avantage aux Etats-Unis par rapport à la zone euro), que l'on retrouve au niveau de l'écart entre taux longs.

Tableau 14: Principaux chiffres relatifs aux différents postes de l'actif du bilan des banques

	2004	2005		
		Juillet	Variation juillet 2004- juillet 2005	
			en Mio EUR	en %
Créances interbancaires	367 369	391 176	23 807	6.5
Créances sur la clientèle	119 804	126 801	6 997	5.8
Portefeuille titres	175 444	198 322	22 878	13.0
Autres actifs	20 230	22 881	2 651	13.1
Total de l'actif	**682 847**	**739 180**	**56 333**	**8.2**

Source: Banque centrale du Luxembourg

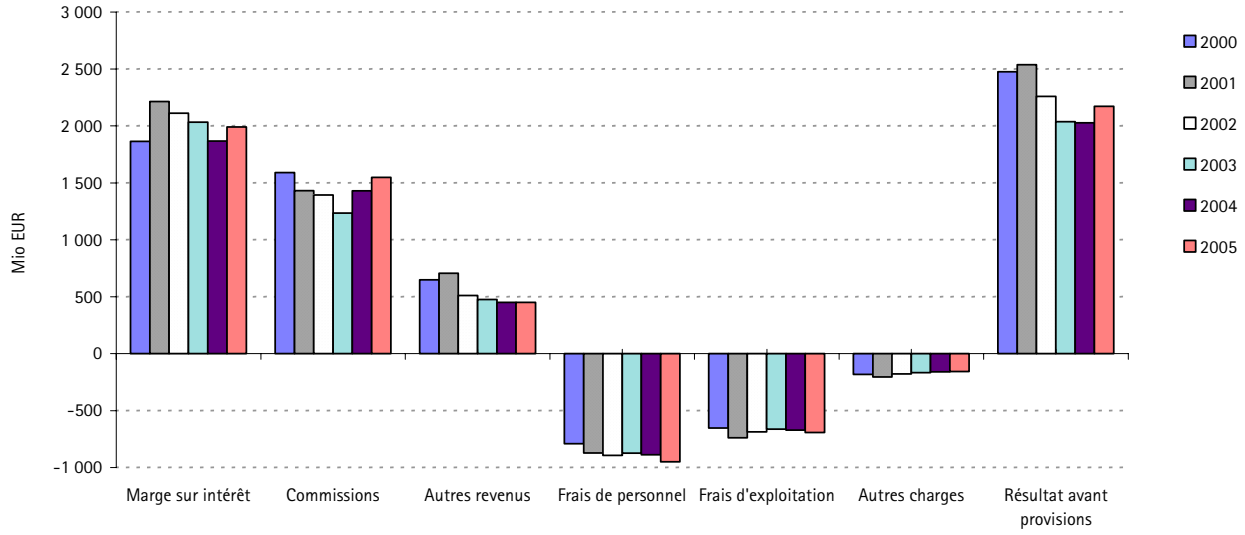
Bilans bancaires

Le tableau 14 présente les résultats détaillés fournis par la BCL à la fin juillet 2005. Des données plus récentes (à la fin août), et provisoires, sont cependant disponibles: elles font état d'une progression supérieure à 9% de la somme des bilans des banques. Ce résultat contraste très positivement avec les années antérieures: +3.0% en 2004 et surtout –3.8% en 2003.

La BCL[1] estime qu'un tiers environ de la hausse enregistrée depuis le début de l'année peut être attribué à un effet de change positif, dû à l'appréciation du dollar (par rapport à l'euro) sur la période considérée.

La moitié de la somme des bilans bancaires, au niveau actifs, est représentée par les créances interbancaires. Celles-ci progressent de plus de 6% sur un an à la fin juillet. Les créances sur la clientèle non-bancaire présentent une évolution relativement comparable, avec +5.8% sur la même période. Parmi celles-ci, les encours des ménages résidants (37% du total) marquent une hausse prononcée, légèrement supérieure à 10% sur un an en juillet 2005; ces encours se composent en grande majorité de crédits immobiliers.

Graphique 20: Somme des comptes de profits et pertes à la fin du deuxième trimestre



Source: Banque centrale du Luxembourg

[1] Bulletin de la BCL 2005/2

Profits et pertes

La bonne tenue des marchés financiers continue à porter les résultats du secteur bancaire. Le résultat avant provisions à la fin juin progresse de 7.1% par rapport à l'année précédente.

La marge sur intérêts montre (enfin) une variation annuelle positive, toujours à l'issue du 1er semestre 2005, et celle-ci est substantielle: +6.6% par rapport à 2004. L'augmentation des revenus sur commissions est encore plus forte (+8.3%), stimulée par un volume d'activité boursière plus important et par l'orientation positive des fonds d'investissements, pour lesquels les banques assurent une fonction de dépositaire.

L'augmentation des frais de personnel est notable: +7.0% sur un an à la fin juin. Une partie de cette hausse est due à l'augmentation de l'emploi bancaire (+1.3% sur la même période), une autre est due à l'indexation des salaires (+2.5% sur la même période), le reste – c'est-à-dire 3.4%, donc presque la moitié de la hausse des frais de personnels – étant lié à d'autres facteurs

OPC et assurances

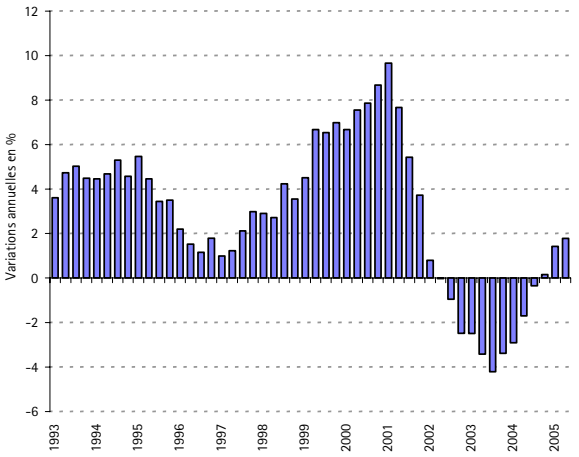
Les OPC poursuivent leur route sur le sentier de la croissance, avec l'évolution favorable des marchés d'actions en toile de fond: ils ont dépassé en juin 2005 le nombre de 2 000 et le montant de 1 200 milliards d'euros d'actifs nets. Sur la période qui va de janvier à juillet, l'année 2005 montre une progression de près de 20% des actifs nets. La majeure partie de cette hausse (85%) peut être directement attribuée à la croissance des marchés financiers.

Le dynamisme des marchés boursiers profite également aux compagnies d'assurance basées au Luxembourg, qui proposent essentiellement des produits d'assurance vie eux-même adossés à des fonds d'investissement. Les résultats présentés par le Commissariat aux Assurances présentent un gain de l'ordre de 22% au niveau des primes sur l'ensemble de l'année 2004. Selon la même source et sur base de données provisoires, la progression serait encore plus forte sur le 1er semestre 2005: l'activité en assurance vie (qui représente plus ou moins 85% du total) enregistre un mieux de 27% et l'assurance non vie de 7%.

Emploi

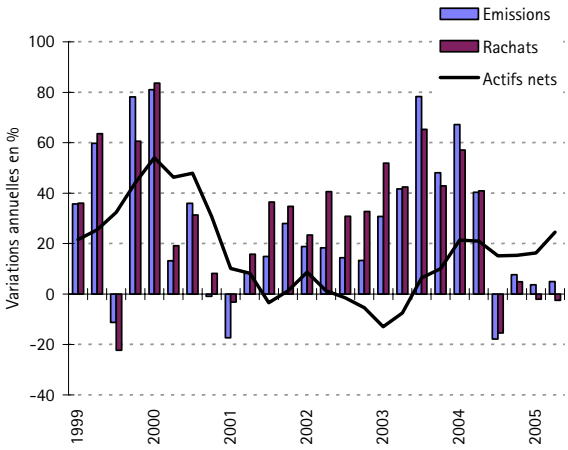
On constate également une reprise au niveau de l'emploi bancaire après deux années marquées par la compression des frais de personnel: il augmente d'environ 2% en rythme annuel sur le premier semestre, ce qui reste encore inférieur à la croissance de l'emploi salarié intérieur total (qui se situe autour de 3%). En l'espace d'un an, l'emploi bancaire s'est accru de 400 unités pour atteindre un total de 22 870 emplois.

Graphique 21: Emploi dans les banques (données trimestrielles)



Source: BCL

Graphique 22: Organismes de placement collectif



Source: BCL

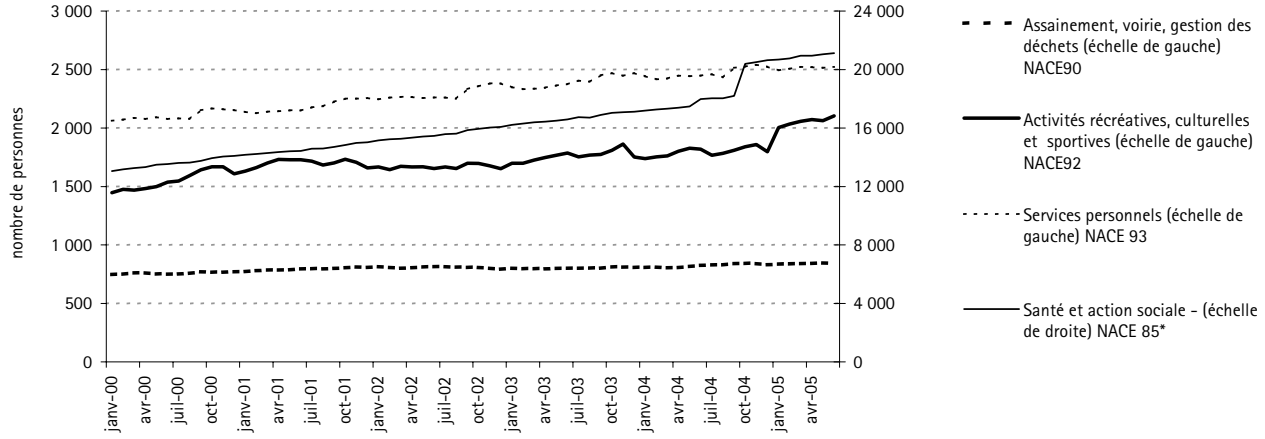
2.8 Services collectifs et domestiques

Tableau 15: Emploi salarié dans les services collectifs et domestiques

Branche	Nace	Part dans la Valeur ajoutée brute	Année					2004				2005[1]	
		2003	2001	2002	2003	2004	2005[1]	T1	T2	T3	T4	T1	T2
							En %	Variations annuelles en %					
Santé et action sociale	85	4.7	9.0	22.9	-7.0	-4.6	2.8	-22.4	-4.5	7.1	7.1	3.8	1.8
Assainement, voirie et gestion des déchets	90	0.4	4.6	4.4	-1.0	-2.3	0.1	-3.8	-2.5	-1.2	-1.4	-1.1	1.3
Activités récréatives, culturelles et sportives	92	1.0	10.0	7.8	-2.1	-5.4	6.8	-18.9	-8.2	2.8	6.2	5.5	8.0
Services personnels	93	0.4	5.1	12.1	-5.5	-0.3	4.8	-9.4	1.3	3.6	4.5	5.9	3.7

Source: IGSS, STATEC
[1]6 mois

Graphique 23: Services collectifs et domestiques – évolution de l'emploi salarié depuis 2000



Source: IGSS, STATEC

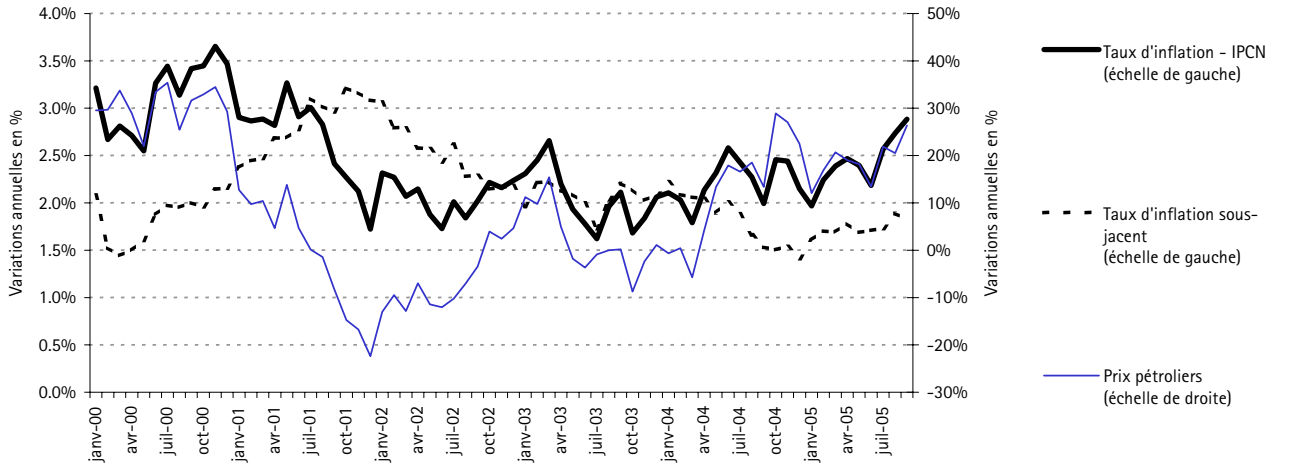
* En octobre 2004, plusieurs entreprises ont été reclassées de la NACE 91 330 organisations associatives n.c.a. vers la NACE 85 323 autres activités sociales sans hébergement

Les activités regroupées dans cette partie ont apporté près de 7% de la valeur ajoutée de l'économie en 2004 et occupé environ 9% de l'emploi salarié total. L'activité de cette branche évoluant essentiellement en fonction d'éléments non conjoncturels, les données concernant les chiffres d'affaires ne sont pas diffusés ou commentés dans cette note. Les données concernant l'emploi sont fournies ici à simple titre d'information.

3. Inflation et salaires

3.1 Prix à la consommation

Graphique 24: Inflation et prix pétroliers



Source: STATEC

Évolution générale: L'inflation accélère lentement mais régulièrement depuis la fin 2003

Après quelque 2% sur le dernier semestre 2003, l'indice des prix à la consommation nationale (IPCN) a progressé de 2% à 2.5% en 2004 et au début de 2005. Depuis le mois de juillet 2005, le taux d'inflation dépasse les 2.5% et se rapproche de plus en plus des 3% (2.9% en septembre). Sur les neuf premiers mois de l'année 2005, le taux d'inflation se situe ainsi à 2.4% contre 2.2% en 2004 et 2.0% en 2003.

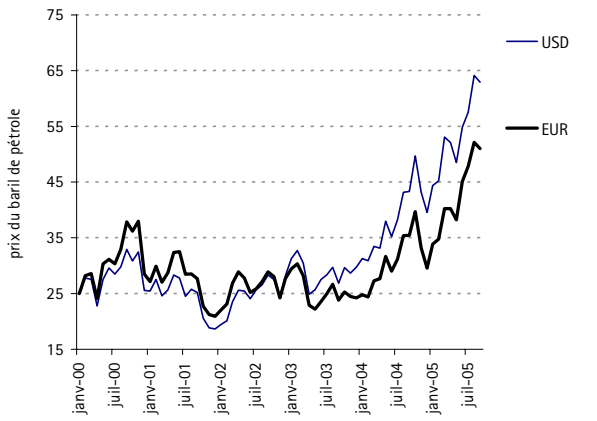
Cette accélération de l'inflation est à attribuer en premier lieu à la hausse des prix des produits pétroliers, qui ont progressé de 12.7% en 2004 et de 18.9% en 2005 (9 premiers mois). Les prix des autres biens et services s'en ressentent encore relativement peu, la progression de l'indice général hors produits pétroliers étant passée de 1.8% à 1.7% entre 2004 et 2005.

En ce qui concerne les principales composantes de l'IPCN, ce sont les prix du "Logement, chauffage, éclairage" qui ont augmenté le plus: +7.0% sur les neuf premiers mois de 2005 contre +3.1% en 2004. Viennent alors les "Boissons alcoolisées, tabacs" (+4.5% contre +4.2% en 2004), les "Hôtels, cafés, restaurants" (+3.3% contre +3.2% en 2004 et les Transports (+3.1% contre +3.6% en 2004). Les "Communications" et la "Santé" par contre notent une baisse en 2005 (-4.6% resp. –0.3% sur les 9 premiers mois).

Évolution récente: Taux d'inflation à 2.9% en septembre 2005

Au mois de septembre 2005, l'IPCN a connu une progression relativement importante de 0.32% par rapport à août contre +0.25% (hors soldes) le mois précédent. L'évolution de l'indice a avant tout été déterminée par la hausse des prix pétroliers. Après les renchérissements considérables des mois précédents, ces derniers ont en moyenne marqué du 1er août au 1er septembre une nouvelle progression importante, de 4.4%. L'évolution mensuelle des prix de l'ensemble des autres biens et services a au contraire été très modérée, de seulement +0.09%.

Graphique 25: Prix du baril de pétrole (brent) en euros et en dollars US



Source: STATEC

En raison des évolutions sur le marché pétrolier, le taux d'inflation sur douze mois est passé de 2.7% en août à 2.9% en septembre, soit le niveau le plus élevé constaté depuis juillet 2001. Le taux sur douze mois de l'inflation sous-jacente par contre, qui était passé en août à 1.9% (contre 1.7% les mois précédents) a reculé en septembre à 1.8%.

L'évolution de l'indice général au 1er septembre 2005 (+0.38%) résulte essentiellement de forts impacts à la hausse des divisions touchées par le nouveau renchérissement des produits pétroliers, à savoir "Logement, eau, électricité et combustibles" (+0.21 point) et "Transports" (+0.13 point). Les hausses de prix les plus élevées ont été constatées en septembre pour les produits pétroliers (gasoil chauffage +8.5%, diesel +5.7%, essence +3.4%, gaz liquéfié +3.8%), les services d'enseignement (+4.9%) et les services d'esthétique corporelle (+3.1%).

Nouvelle indexation des salaires en octobre 2005

L'indice raccordé à la base 1.1.1948 pour l'application de l'échelle mobile des salaires se chiffre à 689.08 points en septembre. La moyenne semestrielle atteint ainsi 683.11 points au 1.9.2005 et la cote d'échéance de 682.76 points de l'échelle mobile des salaires a donc été dépassée, entraînant au 1.10.2005 une majoration de +2.5% notamment des salaires, des traitements et des pensions.

Mécanisme de l'indexation des salaires

Au Luxembourg, d'après la législation en vigueur (cf. Loi du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et traitements et Article 11 de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée) le niveau des salaires suit l'évolution des prix à la consommation, ce qui veut dire qu'une perte de pouvoir d'achat subie par l'inflation se trouve automatiquement compensée par une augmentation du revenu (traitements et salaires, prestations sociales etc.).

La compensation dont bénéficient les salariés, tout comme les retraités ou les bénéficiaires de prestations sociales, est un mécanisme rétro-actif: elle fait progresser les salaires, traitements et prestations sociales (revenu minimum garanti, salaire social minimum, pensions, allocations d'enfants, etc.) pour compenser une inflation passée. De même, elle fonctionne par effet de cliquet: dès que la hausse cumulée des prix à la consommation atteint 2.5%, le mécanisme est déclenché, une tranche indiciaire vient à échéance. Le système est basé sur une moyenne semestrielle non-centrée afin de lisser les variations extrêmes des prix.

Lorsque la moyenne semestrielle de l'indice général - établie pour des raisons réglementaires à partir de l'indice général (base 100 en 1948, hors contribution sociale sur les carburants) - dépasse donc un certain échelon dans l'échelle mobile des salaires, les traitements et prestations sociales sont majorés le mois suivant d'une tranche de 2.5%. Cet échelon de référence correspond à la cote d'échéance qui a donné lieu à la dernière indexation des salaires, augmentée de 2.5%. (cf. indicateur rapide – série A1: Indice des prix à la consommation national - IPCN).

Ainsi, si la moyenne semestrielle de l'indice général, base 100 en 1948, et dont la valeur atteint 683.11 en septembre 2005, dépasse la prochaine cote d'échéance, qui sera de 699.82 (=ancienne cote, 682.76 points majorée de 2.5%), une nouvelle tranche indiciaire de 2.5% interviendra le mois suivant.

Donc, si le taux d'inflation se maintient à 2.5% tout au long d'une année, les tranches indiciaires interviennent à un rythme de douze mois, si l'inflation est en-dessous des 2.5%, l'écart entre les différentes échéances se prolonge, en revanche, si elle est au-dessus, l'écart se réduit. Si par exemple, le taux d'inflation reste à 2.3% tout au long de l'année, les tranches indiciaires interviennent à un rythme de treize mois, et si le taux d'inflation se maintient à 2.8% tout au long de l'année, les tranches indiciaires interviennent à un rythme de onze mois. Ainsi, la perte de pouvoir d'achat subie par l'inflation se trouve compensée par une augmentation équivalente du revenu, même si le taux d'inflation dépasse les 2.5%, les tranches indiciaires arrivant alors plus vite à échéance.

Notons encore que le gouvernement peut suspendre l'indexation automatique des salaires, ce qui a par exemple déjà été le cas pendant la période 1982-1984, suite de la dévaluation du franc belgo-luxembourgeois, afin de rétablir la compétitivité-coût de l'économie luxembourgeoise durant la crise économique mondiale des années 1975-1985.

Tableau 16: Inflation selon les douze divisions de l'indice du prix à la consommation national (IPCN)

		Taux d'inflation annuels (en % par rapport à la même période de l'année précédente)	
Divisions	Pondération (%) en 2005	Juillet 2004 à Septembre 2004	Juillet 2005 à Septembre 2005
Indice général	100.0	2.2	2.7
Indice des produits pétroliers	4.7	16.1	22.9
Inflation sous-jacente	94.2	1.7	1.8
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	13.7	1.9	1.7
Boissons alcoolisées, tabacs	4.0	4.8	3.5
Habillement et chaussures	5.9	0.0	0.8
Logement, eau, électricité, et combustibles	11.9	3.6	7.7
Ameublement, équipement ménager, entretien	11.8	2.0	1.6
Santé	1.9	1.7	0.9
Transports	20.2	3.6	3.7
Communications	2.3	-2.5	-5.0
Loisirs, spectacles, culture	10.7	0.2	1.0
Enseignement	0.6	0.9	1.9
Hôtels, cafés, restaurants	6.7	3.2	3.7
Autres biens et services	10.3	1.8	1.8

Source: STATEC

Prévisions d'inflation

Méthodologie

L'encadré de la page 37 fait le point sur la méthodologie utilisée par le STATEC pour élaborer ses prévisions d'inflation. En bref, les prévisions d'inflation à court et moyen terme se basent principalement sur deux hypothèses: l'une concerne le rythme de l'inflation sous-jacente, l'autre le prix du pétrole, pour lequel l'évolution du cours de change USD/EUR joue également un rôle non-négligeable.

Les prévisions d'inflation pour 2006 et 2007 dépendent essentiellement des niveaux de prix qu'atteindra le pétrole sur cet horizon. Jusqu'ici, le STATEC, tout comme les autres instituts, partait de l'hypothèse qu'à moyen terme le prix du pétrole se dirigerait vers le milieu d'une certaine fourchette retenue par l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), qui est censée refléter un niveau de prix optimal pour le cartel. Cette fourchette est pourtant restée à un niveau de prix relativement faible sur les dernières années (de 22 à 28 USD par baril) alors que le prix de l'or noir a progressivement évolué à la hausse depuis 2003 (cf. graphique 25). En résumé, les prévisions ont dans leur grande majorité toujours sous-estimé l'évolution des prix pétroliers depuis 2003, ce qui s'est également traduit par une sous-estimation de l'inflation générale.

Ainsi, le STATEC a décidé de changer de méthodologie et d'opter pour un positionnement neutre vis-à-vis du prix du pétrole. L'hypothèse de travail retenue est que le prix du baril sur l'horizon de prévision sera le dernier prix connu au moment de la prévision. Le taux de change qui sera appliqué à ce prix (pour avoir un prix en euros) repose sur la même logique: c'est le dernier cours de change connu au moment de la prévision qui sera retenu. Il s'agit donc d'un scénario central purement technique, qui prolonge les observations récentes dans le futur.

Comme il paraît utile d'estimer l'impact d'un niveau de prix du pétrole plus fort ou plus faible que celui retenu dans le scénario central, le STATEC publie conjointement un scénario "favorable" (baisse des prix pétroliers) et un scénario "défavorable" (hausse des prix pétroliers).

Hypothèses

- Pour le **scénario central**, le prix du baril de pétrole et le taux de change retenus sont ceux observés en septembre 2005 (62.91 USD le baril et 1.20 USD/EUR).
- Pour le **scénario favorable**, l'hypothèse de prévision est que le prix du baril de pétrole baisse de 10 USD jusqu'en juillet 2006 (donc de 62.91 à 52.91 USD le baril), puis se maintient à ce niveau sur le reste de l'horizon de prévision. Le taux de change resterait au niveau observé en septembre 2005 (1.20 USD/EUR).
- Le **scénario défavorable** mis sur une hausse de 10 USD (donc de 62.91 à 72.91 USD le baril) sur la même période. Tout comme pour les deux autres scénarii, le taux de change resterait à 1.20 USD/EUR.

Pour rappel, les hypothèses retenues pour les dernières prévisions d'inflation publiées par le STATEC (NDC 1-05, pp.107-108) étaient de 1.30 USD/EUR et d'une lente décrue du prix de baril avec une valeur-cible de 47 USD pour la fin 2006.

Résultats

Scénario central

D'après le scénario central, le taux d'inflation serait légèrement plus élevé en 2006 qu'en 2005 (2.7% après 2.6%) et, étant donné que d'après les hypothèses retenues le prix du baril du pétrole ne varierait plus, le taux d'inflation passerait à 1.9% en 2007. L'inflation

sous-jacente se situerait à 2.0% en 2007, après 2.1% en 2006 et 1.8% en 2005.

Scenarii alternatifs

Pour les deux scénarii alternatifs, tout comme pour le scénario central, le taux d'inflation se situerait pour 2005 à 2.6% et celui de la sous-jacente à 1.8%. En 2006, le taux d'inflation se situerait dans une fourchette de 2.2% (scénario favorable) à 3.0% (scénario défavorable) et l'inflation sous-jacente dans une fourchette de 1.9% (scénario favorable) à 2.2% (scénario défavorable).

En 2007, les prix pétroliers n'auront plus beaucoup d'impact sur l'inflation générale (le niveau du prix du baril ne variant plus à partir de juillet 2006 pour les deux scénarii alternatifs), le taux d'inflation se situerait au même niveau que la sous-jacente, entre 1.8% et 2.2%.

Indexation des salaires

Selon le scénario retenu, la prochaine indexation des salaires interviendrait entre juillet et décembre 2006 (septembre 2006 selon le scénario central).

Tableau 17: Prévisions sur l'inflation au Luxembourg

	Observations			Prévisions								
	2003	2004	2005[1]	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007
	Variations annuelles en %, sauf mention contraire											
				Scénario central			Scénario favorable			Scénario défavorable		
Inflation (IPCN)	2.0	2.2	2.4	2.6	2.7	1.9	2.6	2.2	1.8	2.6	3.0	2.2
Inflation sous-jacente	2.1	1.8	1.7	1.8	2.1	2.0	1.8	1.9	1.9	1.8	2.2	2.2
Produits pétroliers	1.9	12.7	18.9	21.1	16.0	0.0	20.3	7.4	-1.9	20.8	20.1	1.6
Cote d'application	2.1	2.1	2.5	2.5	2.9	1.7	2.5	2.1	2.3	2.5	3.1	2.1
Cote d'application (Indice 100 au 1.1.1948)	611.92	624.63	636.27	640.24	658.95	669.85	640.24	653.52	668.46	640.24	660.31	674.03
Prix du Brent (USD/baril)	28.8	38.3	53.6	56.0	62.9	62.9	55.4	54.6	52.9	56.4	71.1	72.9
Taux de change USD/EUR	1.13	1.24	1.26	1.25	1.20	1.20	1.25	1.20	1.20	1.25	1.20	1.20

Source: STATEC

[1] 9 mois

Prévisions d'inflation: quelles hypothèses retenir?

Les prévisions d'inflation à court et moyen terme se basent principalement sur deux hypothèses: l'une concerne le rythme de l'inflation sous-jacente, l'autre le prix du pétrole. Voyons comment sont formulées ces hypothèses et la manière dont on va les appliquer à la prévision.

Inflation sous-jacente: une évolution relativement prévisible

L'inflation évaluée par l'IPCN est largement affectée par l'évolution irrégulière des prix de certains produits (prix de l'énergie, produits alimentaires, etc.); ce qui ne permet pas toujours de distinguer les chocs temporaires qui frappent les prix et les chocs persistants qui touchent le taux d'inflation. On a donc souvent recours dans l'analyse de l'inflation au concept d'inflation sous-jacente, qui exclut de l'observation les biens et services dont les prix se forment sur le marché mondial, ainsi que ceux caractérisés par des variations erratiques. En l'absence de définition précise généralement acceptée sur le plan international, le STATEC a choisi d'établir la série en question en excluant de l'indice général les produits pétroliers, les combustibles solides, le café, thé et cacao, les pommes de terre et les fleurs de coupe.

Parmi les biens exclus par le concept d'inflation sous-jacente, ce sont les produits pétroliers qui trustent la part la plus importante (environ 80%). On peut donc, et cela constitue une très bonne approximation, assimiler cette inflation sous-jacente à une inflation "hors produits pétroliers".

Cette inflation sous-jacente présente une certaine stabilité, elle évolue en général de manière progressive. Dans le cadre des prévisions, on suppose *grosso modo* que la sous-jacente va continuer à progresser de la même façon que sur la période la plus récente (disons les 6 derniers mois, ou même les 12 derniers mois, selon la volatilité observée).

Qui plus est, l'évolution mensuelle retenue pour l'inflation sous-jacente est testée par rapport à sa cohérence avec les résultats des prévisions annuelles de moyen terme. L'utilisation du modèle macro-économique complet, pour l'établissement du scénario de moyen terme, permet en effet d'avoir une cohérence économique et statistique entre les différentes variables formant la boucle prix-salaires: coût salarial, prix à l'importation et la consommation, productivité, chômage etc.

Prix du pétrole: la grande inconnue

Si l'évolution de l'inflation sous-jacente est, si l'on peut dire, relativement "facile" à prévoir, du moins dans le court terme, il n'en va pas de même pour l'évolution des prix des produits pétroliers. Ceux-ci ont un poids

relativement faible dans l'indice général (entre 3% et 4%), mais les évolutions de prix sur ces produits possèdent une telle amplitude qu'elles peuvent influencer substantiellement l'inflation globale. C'est précisément ce qu'on observe en ce moment.

D'après les prévisions établies pour 2005, l'inflation devrait atteindre 2.6%. L'inflation sous-jacente devrait pour sa part se situer autour de 1.8%. Cela signifie qu'environ 0.8 points de % (soit presque un tiers) de l'inflation générée en 2005 peut-être attribuée directement à la flambée des prix des produits pétroliers qui ne constituent pourtant qu'une faible part du panier total. Ces derniers sont eux-mêmes directement reliés au cours du pétrole.

Il est donc nécessaire dans le cadre des prévisions d'établir une hypothèse sur le prix du pétrole. Jusqu'en 2003, le prix du pétrole a globalement évolué dans ce qu'on appelle (ou plutôt dans ce qu'on appelait) la fourchette de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole). Cette fourchette, censée refléter un niveau de prix optimal pour l'OPEP, s'étendait de 22 à 28 USD par baril. L'ensemble des prévisionnistes (STATEC compris) procédait plus ou moins de la même façon: même si le prix du pétrole pouvait momentanément sortir de cette plage de prix, on supposait qu'à moyen terme il se redirigerait vers le milieu de la fourchette, soit 25 USD par baril. Or, le prix de l'or noir s'est accru de manière régulière à partir de 2004: il a franchi les 40 USD à partir de la mi-2004, puis les 50 USD au 1er trimestre 2005 et enfin les 60 USD depuis août 2005 (cf. graphique 27). La référence à la fourchette de l'OPEP a par conséquent perdu rapidement de sa pertinence, déconnectée des réalités du marché.

L'ensemble des prévisionnistes s'est dès lors concentré sur une hypothèse de prix du pétrole supérieur à 25 USD. Cette valeur cible, pratiquement toujours inférieure au dernier prix connu, a été réajustée quasi-continuellement à la hausse, au fur et à mesure de la progression des cours pétroliers. Ces ajustements, on peut en juger a posteriori, n'ont jamais devancé l'évolution réelle des cours. En résumé, les prévisions ont dans leur grande majorité toujours **sous-estimé** l'évolution des prix pétroliers depuis 2003, ce qui s'est également traduit par une sous-estimation de l'inflation générale.

Quelle stratégie adopter aujourd'hui concernant l'hypothèse de prévision du prix du pétrole? Les cours du pétrole vont-ils encore progresser ou au contraire se replier? Il faut être conscient que même au niveau des plus grands experts du marché pétrolier, il n'existe aujourd'hui **pas de consensus** sur la direction qui sera prise par les prix du pétrole. Par conséquent le STATEC a opté pour un positionnement neutre vis-à-vis du prix du pétrole qui sera retenu comme hypothèse de prévision: le prix du baril utilisé sur l'horizon de prévision sera le même que le **dernier prix connu au moment de la prévision**. Le taux de change qui sera appliqué à ce prix (pour avoir un prix en euros) repose sur la même logique: c'est le dernier cours de change connu au moment de la prévision qui sera retenu. Ces hypothèses constitueront ce que l'on appelle communément le "**scénario central**" ou "scénario de base".

Il est cependant intéressant de pouvoir estimer l'impact d'un niveau de prix du pétrole plus fort ou plus faible que celui retenu dans ce scénario central. C'est pourquoi le STATEC publiera conjointement un scénario favorable et un scénario défavorable.

Pour cette Note de conjoncture, le scénario favorable (resp. défavorable) correspond à un prix du pétrole qui converge vers une valeur cible inférieure (resp. supérieure) de 10 USD à celle retenue dans le scénario central.

Comparaison internationale

L'inflation (IPCH) dans la zone euro pour le mois de septembre est à 2.6%, contre 2.2% en août. Parmi les pays de la zone euro, le Luxembourg affiche avec 4.7% le taux d'inflation harmonisé le plus élevé, suivi de l'Espagne (3.8%) et de la Grèce (3.8%). La Finlande note le taux le plus faible (+1.1%).

Le taux d'inflation relativement élevé du Luxembourg au niveau européen s'explique par la pondération importante des produits pétroliers et du tabac dans l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH). Pour rappel, l'IPCH inclut les dépenses de consommation privée effectuées sur le territoire par les non-résidents. L'indice des prix à la consommation national (IPCN) par contre repose sur les dépenses de consommation des seuls ménages résidants. Avec un taux "IPCN" de 2.9% en septembre, qui est plus significatif pour le Luxembourg, le Grand-Duché se situerait pourtant également bien avant la moyenne de la zone euro, en neuvième position.

En jetant un regard au-delà de nos frontières, on note que les Pays-Bas, la France et l'Allemagne enregistrent en septembre 2005 des taux d'inflation relativement plus faibles (1.7% respectivement 2.4% et 2.6%) et que la Belgique se situe au-delà de la moyenne européenne (3.0%). La moyenne pondérée du taux d'inflation de ces quatre pays voisins étant de 1.9% sur les neuf premiers mois de l'année, l'écart d'inflation est de 0.6 point de % en défaveur du Luxembourg (IPCN) contre 0.3 point de pourcent en 2004.

En ce qui concerne les principales composantes de l'IPCH de la zone euro, ce sont également les prix liés aux produits pétroliers, les prix des transports et les prix au logement, qui ont augmenté le plus sur un an (+6.4% resp. +5.5%), suivi des prix des boissons alcoolisées et

tabac (+5.6%). Au niveau européen, tout comme au Luxembourg, les prix des "Communications" sont à la baisse (-2.5% en zone euro). Le taux d'inflation hors énergie, alimentation, alcool et tabac est de 1.3% en septembre 2005 pour la zone euro, contre 1.8% pour le Luxembourg.

Dans l'Union européenne des vingt-cinq, l'inflation est de 2.5% en septembre contre 2.3% en août. Les taux les plus élevés ont été observés en septembre 2005 en Lettonie (7.4%), en Estonie (4.9%), en Espagne (3.8%), en Grèce (3.8%) et en Hongrie (3.6%). Le Luxembourg se situe avec un taux IPCN de 2.9% en 18ème position. Les taux les plus faibles ont été observés en Finlande et en Suède (1.1% chacun), aux Pays-Bas 1.7% et en Pologne (1.8%).

Tableau 18: Inflation en Europe

Indices harmonisés	août-04	sept-04	août-05	sept-05	2004	2005[1]
						Variations annuelles en %
Luxembourg-IPCN	2.0	2.0	2.7	2.9	2.2	2.4
Luxembourg-IPCH	3.6	3.1	4.3	4.7	3.2	3.7
Union européenne (25 pays)	2.3	2.1	2.3	2.6	2.2	2.1
Zone euro	2.3	2.1	2.2	2.6	2.1	2.1
Allemagne	2.1	1.9	1.9	2.6	1.8	1.8
Belgique	2.0	1.8	2.9	3.0	1.9	2.6
France	2.5	2.2	2.0	2.4	2.3	1.9

Source: EUROSTAT, STATEC (Luxembourg-IPCN)
[1] 2005 = 9 mois

Tableau 19: Comparaison européenne des douze divisions de l'IPCH (septembre 2005)

Indicateur	Luxembourg-IPCN	UE25	Zone euro	Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas
							Variations annuelles en %
IPCH	2.9	2.5	2.6	3	2.6	2.4	1.7
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	1.8	0.8	0.7	1	0.9	0.3	-1.7
Boissons alcoolisées et tabac	3.0	4.2	5.6	2.5	10.5	0.1	1.1
Articles d'habillement et chaussures	0.8	-0.7	0	0.3	-1.7	0.1	-2.2
Logement, eau, électricité et combustibles	8.4	5.4	5.5	7.4	4.7	5.6	5.7
Ameublement, équipement de ménage et entretien	1.6	0.5	0.7	1	-0.2	0.6	0
Santé	1.1	2	1.6	2.4	0.9	2	0.9
Transports	4.1	6.5	6.4	7.9	5.8	6.2	6.8
Communications	-4.9	-2.1	-2.5	-1.4	-1.3	-0.2	-3.7
Loisirs, spectacles et culture	0.8	-0.6	-0.2	-0.9	0.2	-1.1	-0.7
Enseignement	5.2	5.8	2.6	2.3	1.7	3.1	-15.6
Hôtels, cafés, restaurants	3.6	2.7	2.5	2.7	1.2	2.1	1.7
Biens et services divers	1.8	2.3	1.7	2.1	0.8	1.6	2.2
IPCH hors énergie, alimentation, alcool et tabac	1.8	1.4	1.3	1.3	0.6	1.4	0.6

Source: EUROSTAT, STATEC

Inflation au Luxembourg: comparaison détaillée avec la zone euro

La comparaison de l'inflation entre le Luxembourg et la zone euro doit se faire grâce à l'IPCN. En effet, le recours aux données provenant de l'IPCH (indice des prix à la consommation dit "harmonisé", établi par les services de la Commission européenne) est inadapté au cas du Luxembourg: comme il se base sur la consommation effectuée sur le territoire, et non sur la consommation effectuée par les résidents, il pondère exagérément la consommation des non-résidents, essentiellement axée sur les produits accisables (carburants, tabac, etc.). Pour comparer l'inflation globale, il est donc préférable de recourir aux données de l'IPCN pour le Luxembourg et de retenir l'IPCH pour les autres pays.

Cependant, les données issues de l'IPCH et concernant le Luxembourg biaisent la comparaison au niveau agrégé, en particulier lorsque des produits accisables se retrouvent dans ces agrégats, elles n'empêchent pas une comparaison de l'évolution des prix des différents biens et services à un niveau plus détaillé. En procédant de la sorte, on fait d'une certaine manière abstraction des pondérations dans la consommation effective en se concentrant plus sur les évolutions des prix des différentes divisions ou produits considérés séparément.

Les principales évolutions des grandes divisions de l'IPCH sont reprises dans le tableau ci-joint et commentées dans le détail par la suite.

Produits alimentaires et boissons non alcoolisées

Les prix de ces produits ont sur l'ensemble de la période connu une inflation plus forte au Luxembourg, que ce soit au niveau des produits alimentaires ou des boissons non alcoolisées. Pour la partie alimentaire, les prix luxembourgeois ont subi des hausses plus importantes pour les catégories "Pain et céréales", "Poisson et aliment marin", "Lait, fromages et œufs", "Fruits", "Légumes". Echappent à ce constat la "Viande" et les "Huiles et graisses" qui se distinguent peu de la zone euro.

Pour les boissons non alcoolisées, l'écart en défaveur du Luxembourg est encore plus marqué (environ 1 point de %). Il est notamment surprenant de constater que la catégorie "Café, thé, cacao" a vu ses prix baisser dans l'ensemble de la zone euro (-0.8% en moyenne par an de 1996 à 2004) mais pas au Luxembourg (+0.2% sur la même période).

Tableau: Évolution des prix des principales divisions de biens et services pour la zone euro et le Luxembourg – IPCH

	1996-2004		1996-1999		2000-2004	
Période	**Zone euro**	Luxembourg	**Zone euro**	Luxembourg	**Zone euro**	Luxembourg
					Variation annuelle moyenne en %	
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	**1.8**	2.2	**1.0**	1.4	**2.4**	2.9
Boissons alcoolisées, tabac et narcotiques	**3.8**	3.8	**2.9**	2.4	**4.5**	4.9
Articles d'habillement et articles chaussants	**1.0**	1.0	**1.2**	0.6	**1.0**	1.3
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	**2.3**	2.6	**2.0**	2.0	**2.6**	3.1
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	**1.3**	1.5	**1.2**	1.1	**1.3**	1.9
Santé	**3.3**	1.3	**3.7**	0.9	**3.1**	1.7
Transports	**2.3**	2.0	**1.7**	0.8	**2.7**	3.0
Communications	**-2.2**	-3.7	**-1.5**	-1.6	**-2.8**	-5.4
Loisirs et culture	**0.7**	1.3	**0.9**	0.7	**0.5**	1.9
Enseignement	**3.0**	3.6	**1.7**	1.5	**3.3**	4.1
Hôtels, cafés et restaurants	**2.9**	2.5	**2.3**	1.5	**3.4**	3.3
Autres biens et services	**2.1**	1.7	**1.4**	1.1	**1.4**	1.1
Services (indice global biens exclus)	**2.3**	2.4	**2.2**	1.8	**2.4**	3.0

Sources: STATEC, EUROSTAT

Boissons alcoolisées, tabac et narcotiques

Cette rubrique ne peut être commentée au niveau agrégé, eu égard aux pondérations très élevées des produits d'accises luxembourgeois. On peut cependant commenter les évolutions à un niveau plus désagrégé.

On ne constate pas de différence significative pour ce qui concerne les "Spiritueux" et les "Vins". Un peu plus d'inflation en revanche au niveau de la bière vendue au Luxembourg (+1.8% par an au Luxembourg, contre 1.2% dans la zone euro).

Le "Tabac" a pour sa part subit de plus fortes hausses au niveau de la zone euro: +5.5% par an sur la période 1996-2004, contre 4.8% pour le Luxembourg. Toujours pour le tabac, l'année 2004 représente la plus forte hausse de prix sur l'ensemble de la période: +12.2% dans la zone euro et +7.9% pour le Luxembourg.

Articles d'habillement et articles chaussants

Peu de différences notables sur l'ensemble de la période, mais des hausses de prix plus marquées pour les vêtements vendus au Luxembourg sur les années récentes: +1.2% par an de 2000 à 2004, contre +0.7% pour la zone euro. On constate en revanche un écart favorable au Luxembourg au niveau des "Articles chaussants, y compris les réparations": +0.9% par an de 1996 à 2004, contre 1.7% pour la zone euro.

Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles

Les loyers réels d'habitation progressent plus rapidement au Luxembourg: +2.6% par an, contre 2.1% pour la zone euro.

Les produits et services pour l'entretien et les réparations courantes du logement ont connu des hausses de prix comparables au Luxembourg et dans la zone euro. Il en va de même pour l'électricité et le gaz. La seule différence notable se situe au niveau des "Combustibles liquides" (essentiellement du mazout de chauffage), pour lesquels les prix ont été plus modérés dans la zone euro (+6.9% par an) qu'au Luxembourg (+9.5%).

Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison

Pour cette division, on constate à nouveau peu de différences dans les évolutions sinon que l'écart se creuse en défaveur du Luxembourg sur la période récente pour les "Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements de sol et réparations", les "Articles de ménage en textiles" et les articles d'électroménager (biens, entretien et réparations).

Santé

Pour cette division, les résultats ne sont disponibles dans le détail qu'à partir de 2001. Sur les années récentes donc, les prix des biens et services de santé sont nettement plus sages au Luxembourg. Cette évolution s'explique essentiellement par une diminution en 2002 au Luxembourg de la charge incombant aux assurés (partie non remboursable), qui est prise en référence dans le cadre de l'indice des prix.

Transports

Les prix de la division transports montrent sur toute la période une évolution quasi-similaire. Cependant, les écarts se creusent à nouveau en défaveur du Luxembourg sur la période 2000-2004 pour les "Achats de véhicules", l'"utilisation des véhicules personnels" (même si la comparaison n'est pas pertinente sur cette classe en raison de la pondération très forte des carburants pour le Luxembourg) et des "Services de transport".

Communications

Il s'agit de l'unique division où l'on assiste à une baisse des prix, assez régulière, sur l'ensemble de la période. Et cette baisse est plus prononcée dans le cas du Luxembourg, que ce soit au niveau des services postaux et des équipements ou services de téléphonie.

Loisirs et culture

La comparaison est ici défavorable au Luxembourg, en particulier sur la période récente. Les baisses de prix constatées au niveau des "Appareils et accessoires, y compris réparations" (grosso-modo le domaine de la Hi-fi/vidéo) et du "Matériel de traitement de l'information" (c'est-à-dire l'équipement informatique), ont été de 2 à 3 fois plus fortes dans la zone euro qu'auprès des distributeurs luxembourgeois.

Pour les biens et services dont les prix ont augmenté, le différentiel d'inflation est particulièrement élevé pour les consommateurs luxembourgeois au niveau des "Services culturels" (+2.8% par an en moyenne, contre 1.9% pour la zone euro) et des "Journaux et périodiques" (+3.3% par an, contre 2.6% dans la zone euro).

Enseignement

Ici encore, les prix ont connu des hausses plus importantes au Grand-duché (3.6% par an en moyenne, contre 3.0% pour la zone euro). Nous ne pouvons malheureusement pas pousser la comparaison à un niveau plus détaillé, il faut donc rester prudent quant à cette différence, peut-être due à des facteurs plus structurels que conjoncturels.

Hôtels, cafés et restaurants

La zone euro dans son ensemble a connu une hausse des prix plus rapide pour ces services, essentiellement du fait des tarifs pratiqués par les "Restaurants et cafés" (près de 3% d'inflation par an, contre 2.5% pour le Luxembourg). L'écart s'est toutefois amenuisé sur la période récente.

Autres biens et services

Là encore, avantage au Luxembourg, majoritairement de par les hausses de prix plus modérées au niveau de la "Protection sociale" (+2.9% par an, contre 3.3% dans la zone euro) et des "Assurances" (+1.3% par an, au lieu de 2.0% pour la zone euro). Le prix des assurances liées à la santé et au transport en particulier ont augmenté environ deux fois plus vite dans la zone euro sur la période 2000-2004.

Principales conclusions

Sur une période assez longue, dans cette analyse de 1996 à 2004, on ne distingue pas de différence flagrante entre l'inflation luxembourgeoise et celle de la zone euro. Cependant, à un niveau plus détaillé, on peut dégager plusieurs tendances:

- sur la période récente (2000-2004), on constate que les prix à la consommation, pour la majorité des divisions, ont augmenté plus rapidement au Luxembourg. Ceci contraste avec les années 1996 à 1999, pendant lesquelles le Luxembourg possédait un avantage assez net en terme de différentiel d'inflation. Cette évolution concerne à la fois les biens et les services, même si les services notent une progression de prix supérieure à celle des biens.
- les prix des produits alimentaires (hors boissons alcoolisées) connaissent sur l'ensemble de la période une inflation supérieure au Luxembourg. Il en va de même des biens et services liés aux loisirs, à la culture et à l'enseignement.
- à l'inverse, le Luxembourg se distingue favorablement pour la modération des prix concernant la consommation de biens et services de santé, de communications et de prestations du secteur Horeca.
- les loyers d'habitation progressent plus rapidement au Luxembourg, ce que l'on peut relier à une offre de logements relativement restreinte.
- l'équipement du foyer d'une manière générale (ameublement, équipements ménagers, électroménager) a connu des hausses de prix plus fortes sur les dernières années que dans la zone euro. Pour certains types de biens de la division "Loisirs et culture", comme l'informatique domestique ou les équipements de Hi-fi/vidéo, le déclin des prix est nettement plus sensible au niveau de la zone euro qu'au Luxembourg.

Il serait également intéressant d'étudier le différentiel d'inflation, avec la même procédure, entre le Luxembourg et les pays frontaliers du Luxembourg (Allemagne, France et Belgique). On peut cependant considérer, étant donné le poids relativement important de ces pays dans le total de la zone euro (supérieur à 60% pour le cumul des trois), que les résultats fournis pour l'ensemble de la zone constituent déjà une approximation pour les nations frontalières.

Enfin, il faut garder à l'esprit que l'analyse effectuée ici ne porte que sur des variations relatives. Elle ne permet pas de comparer les prix des produits entre les différents pays, mais seulement l'évolution (la variation) de ceux-ci. Si un bien coûte 20 EUR au Luxembourg et passe à 10 EUR, il restera toujours plus cher que le même bien vendu 5 EUR dans un autre pays, malgré cette forte baisse de 50%.

Inflation et cycle économique: comparaison Luxembourg/zone euro

La comparaison de l'inflation entre le Luxembourg et la zone euro sur les 15 dernières années conduit à un double constat. D'une part, l'inflation moyenne sur l'ensemble de cette période est pratiquement similaire. D'autre part, sur les années les plus récentes (à partir de 2000), l'inflation a tendance à être plus forte au Luxembourg.

Peut-on établir un lien entre cette différence d'inflation, plutôt favorable au Luxembourg avant 2000 (et défavorable depuis 2000) et la conjoncture économique qui prévaut au Luxembourg et dans la zone euro? Plus précisément, peut-on relier cette différence dans l'évolution des prix à celle qui prévaut au niveau de la croissance économique?

Nous allons dans un premier temps passer en revue et analyser les données de croissance et d'inflation au Luxembourg et dans zone euro. Puis, nous évoquerons le lien entre croissance et inflation d'un point de vue théorique, ainsi que les résultats obtenus au niveau des études empiriques qui ont été menées sur ce sujet.

Enfin, nous mettrons en parallèle les différences constatées en terme de croissance avec les différences obtenues au niveau de l'évolution des prix à la consommation.

Zone euro: une croissance et une inflation faibles sur les années récentes

Les économies de la zone euro, dans leur ensemble, se caractérisent sur les années récentes par des taux de croissance relativement faibles. Dans la comparaison internationale, la zone euro est souvent montrée du doigt à cause de son manque de dynamisme économique par rapport aux autres zones économiques, en particulier vis-à-vis des Etats-Unis.

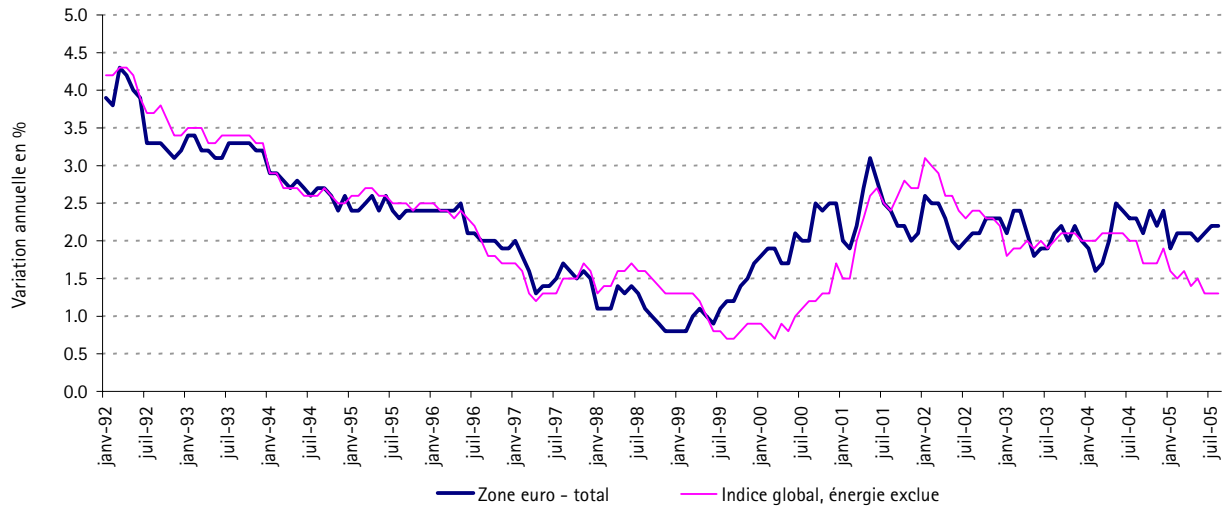
Parallèlement à cela, la zone euro se distingue par un niveau d'inflation également faible. Ancré à quelque 4% au début des années 90, le taux d'inflation s'est mis à décroître régulièrement, vers un niveau proche de 1% en 1999. Par la suite, l'inflation a regagné en vigueur, oscillant à un peu plus de 2%, un niveau qui correspond pour mémoire à l'objectif de stabilité des prix préconisé par les autorités monétaires européennes.

Évolution de l'inflation depuis 1999

La remontée de l'inflation à partir du début 1999 est essentiellement due à celle des prix du pétrole. En effet, l'indice des prix hors énergie marque un revirement à la hausse seulement à partir de la mi-2000. Celui-ci marquera un sommet dans sa progression au début 2002, lors du passage à l'euro. Il ne faut cependant pas mettre cette accélération uniquement sur le compte du changement de monnaie. D'autres facteurs, comme les effets de second tour de la hausse des prix de l'énergie, la dépréciation de l'euro jusqu'au début 2002, la hausse relativement forte de certains produits alimentaires ou de produits spécifiques comme le tabac, ont largement participé à ce phénomène. Depuis 2002, l'inflation globale reste au-dessus de 2%, là encore du fait de la hausse quasi-continue des prix pétroliers. Les données les plus récentes, avec un prix du baril supérieur à 60 USD, ne viennent pas contredire ce constat.

L'inflation hors énergie est par contre nettement orientée au ralentissement et le point bas ne semble pas encore avoir été atteint. Plusieurs phénomènes participent à ce mouvement, mais on peut distinguer quelques tendances majeures au sein des grandes catégories de postes de consommation. Les services représentent la catégorie qui subit le moins ce ralentissement, même s'il n'y a pas lieu de contester le mouvement de modération à ce niveau. Viennent ensuite les biens non durables, comme

Graphique A: Taux d'inflation dans la zone euro



Source: Eurostat

l'alimentation par exemple, qui restent encore proches d'une progression annuelle de 2%. Enfin, deux catégories, les biens semi-durables et les biens durables, font preuve d'une grande modération en terme de prix, avec une hausse inférieure à 1% sur la période récente.

Pour rappel, les biens non durables sont des biens qui sont détruits à la première utilisation (nourriture), les biens semi-durables sont les biens utilisés plusieurs fois mais dont la durée de vie est assez courte (vêtements, chaussures...) et les biens durables sont les biens utilisés plusieurs fois et durant une période assez longue (Electroménager, hi-fi, voiture...).

Autrement dit, en parallèle de prix des produits pétroliers élevés et d'une persistance de l'inflation sur les prix des services et de l'alimentaire, on assiste sur les trois dernières années, à une hausse très limitée (voir à des baisses de prix dans certains cas) des biens d'équipement du foyer et des produits manufacturés d'une manière générale. Ce schéma ne s'applique pas uniquement au Luxembourg, l'ensemble des pays de la zone euro (ainsi que les Etats-Unis et biens d'autres pays encore) connaissent en effet une évolution similaire.

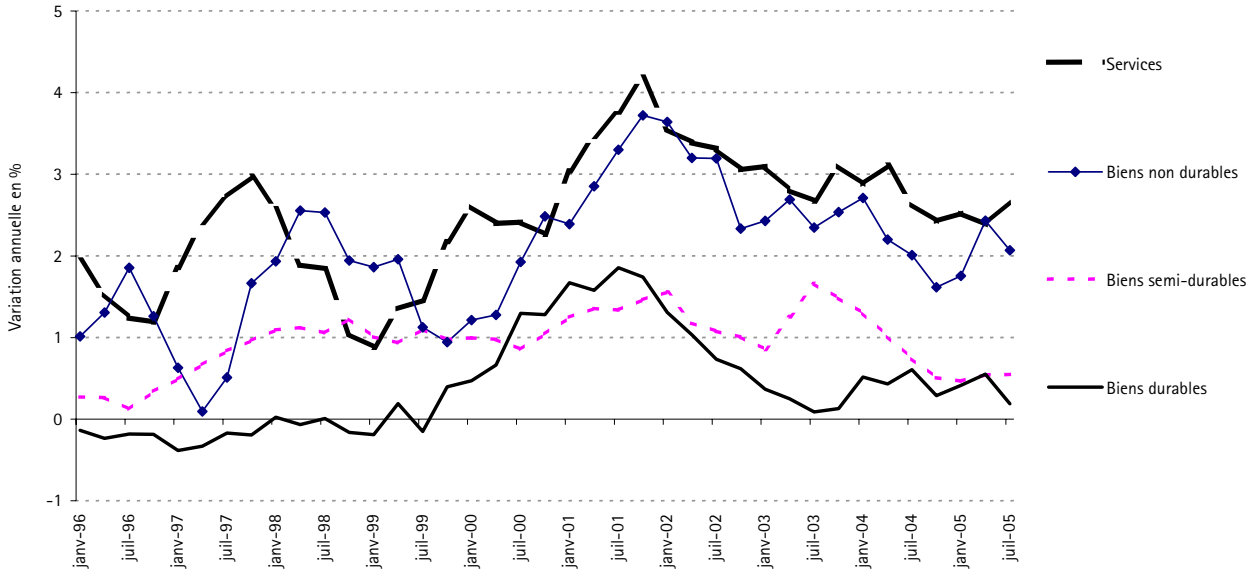
Inflation: distinguer le conjoncturel du structurel

A côté des explications conjoncturelles – la demande des ménages reste faible dans la zone euro donc les pressions sur les prix sont moindres – il convient de mentionner les effets structurels. On a pu observer sur les années récentes un recours croissant aux importations de produits manufacturés en provenance de pays à bas salaires et à des prix "défiant toute concurrence" selon l'expression consacrée, on peut penser en particulier aux biens estampillés "Made in China", de plus en plus nombreux sur les linéaires. De plus, le niveau actuellement élevé de l'euro renforce la compétitivité de ces produits importés. Le secteur de la grande distribution connaît également des mutations structurelles: le développement des enseignes dites de "hard discount" concurrence la distribution traditionnelle. Celle-ci contre-attaque en développant ses gammes de produits de type "1er prix". Enfin, le développement du commerce électronique renforce également la concurrence et la sphère virtuelle du commerce, de par ses coûts d'exploitations moins élevés, de par la possibilité de comparer instantanément les prix d'un même bien auprès de plusieurs distributeurs, exerce une pression à la baisse sur les prix de la sphère réelle. Rappelons d'ailleurs sur ce point que les instituts de statistiques nationaux chargés d'établir les indices de prix n'effectuent pas encore de relevés de prix de produits vendus sur Internet, ce qui engendre potentiellement une distorsion entre l'évolution réelle et l'évolution mesurée des prix des biens (et des services) effectivement consommés.

L'inflation luxembourgeoise dans la comparaison européenne

Dans les comparaisons internationales avec nos partenaires européens, il n'est pas rare de retrouver le Luxembourg en très mauvaise position sur le plan de l'inflation. Ce constat n'est pas vraiment surprenant: en effet, les études internationales se réfèrent souvent aux données de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) publiées par Eurostat, censé être l'outil

Graphique B: Inflation selon les grandes catégories de biens et de services (hors produits pétroliers et hors soldes) - Luxembourg



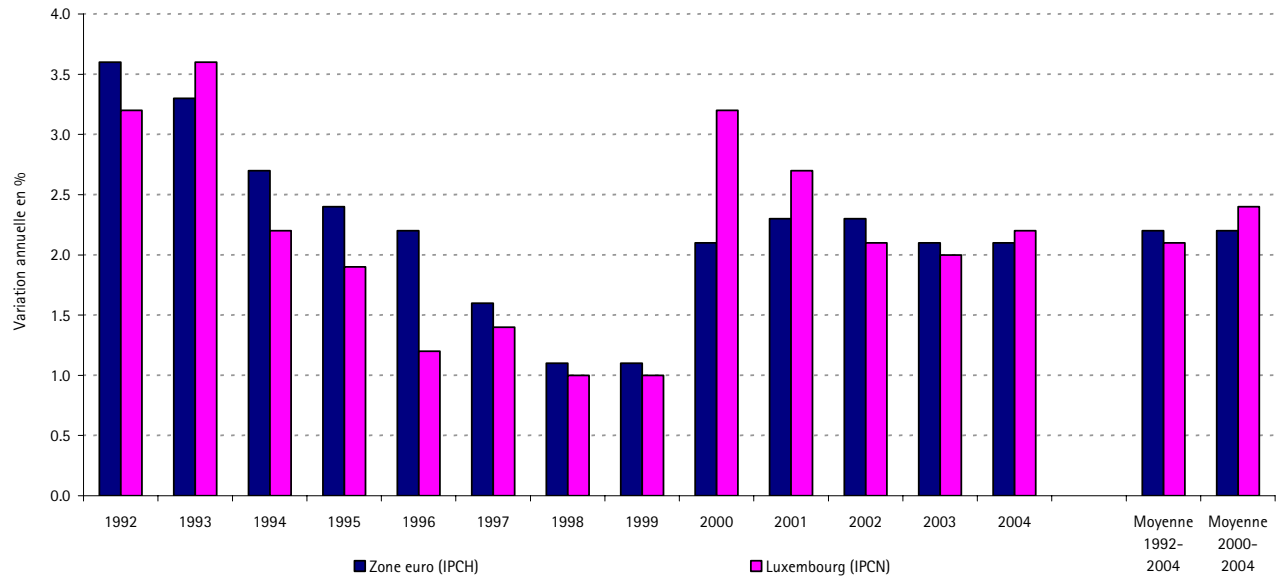
Source: STATEC

le mieux approprié pour la comparaison entre les Etats membres de l'Union européenne. Or, l'IPCH n'est pas du tout adapté à un pays comme le Luxembourg, petit et très ouvert. En effet, et à l'inverse de l'Indice des prix à la consommation national (IPCN) élaboré par le STATEC, il prend en compte la consommation effectuée sur le territoire luxembourgeois par les non-résidents. Cela se traduit dans les faits par une pondération très forte, et irréaliste, des produits de type accisables (carburants, tabac, etc.) dans le profil de consommation.

Si l'on considère l'inflation telle qu'elle ressort de l'IPCN et non de l'IPCH[1], il s'avère que le Luxembourg montre sur la période 1992-2004 un résultat quasi-identique à celui de la zone euro, c'est-à-dire une inflation légèrement supérieure à 2%.

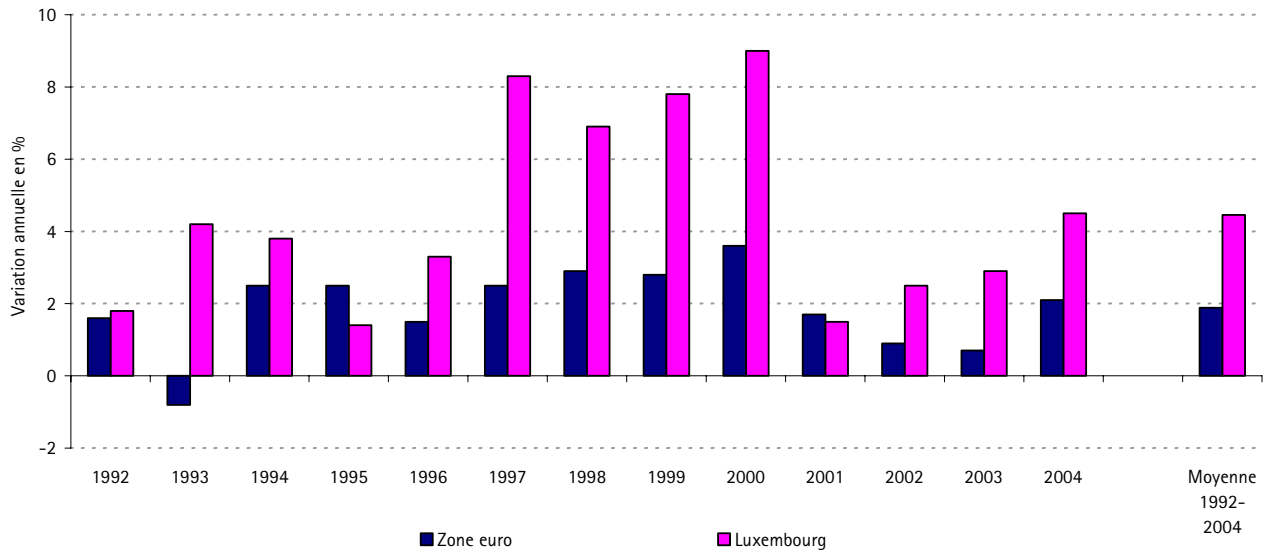
Le différentiel d'inflation apparaît cependant plus important sur la période 2000-2004: 2.2% pour la zone euro en moyenne sur cette période, contre 2.4% pour le Luxembourg.

Graphique C: Inflation –Luxembourg vs. zone euro



Sources: Eurostat, STATEC

Graphique D: croissance du PIB – Luxembourg vs. zone euro



Source: Eurostat

[1] Voir également l'encadré "Inflation: comparaison entre le Luxembourg et la zone euro", Note de conjoncture n°3-04, pp. 50-52, STATEC, disponible sur http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/conjoncture/noteConjoncture/2004/note_conjonct_03_04/PDF_Note_conj_3_2004.pdf

Si l'on observe en parallèle l'évolution de la croissance économique, on remarque que les années 1997 à 2000 se distinguent par une forte croissance, proche de 8% en moyenne.

Une croissance économique forte est potentiellement génératrice d'inflation. Elle implique en effet une demande forte auprès des entreprises, donc nécessite plus de main-d'œuvre, d'où une pression à la hausse sur les salaires. L'amélioration des conditions sur le marché du travail permet une progression de la consommation des ménages, ce qui génère des tensions au niveau des prix à la consommation.

La hausse de la demande adressée aux entreprises ne se répercute cependant pas immédiatement sur le niveau des salaires. Au début d'une phase de reprise, les demandeurs d'emplois sont encore relativement nombreux sur le marché du travail et en forte concurrence. Ce n'est qu'à partir du moment où ils se raréfient (cela peut arriver rapidement pour les qualifications les plus demandées) que les entreprises doivent augmenter les salaires sous peine de ne pouvoir recruter les profils recherchés.

Au Luxembourg, le marché de l'emploi est resté très dynamique jusqu'en 2001 (et même jusqu'au début de 2002), avec une progression annuelle de l'emploi salarié proche de 6%, et donc en décalage avec l'activité qui avait déjà fortement ralenti. Les années 2001 et 2002 sont d'ailleurs celles où le coût salarial unitaire a le plus progressé (7.3% et 4.2%) sur les dix dernières années, alors qu'en terme de croissance économique elles comptent parmi les années les plus faibles. D'une manière générale, on retrouve toujours ce décalage entre activité et emploi en économie.

Voyons maintenant les liens que l'on peut établir entre croissance et inflation, d'un point de vue théorique et d'un point de vue empirique.

Croissance et inflation dans la théorie économique.

La relation entre croissance et inflation reste un sujet controversé, la fois dans la théorie économique et dans les résultats obtenus par les études empiriques. Comme souvent en économie, on retrouve sur ce point l'opposition entre monétaristes et keynésiens, notamment en ce qui concerne leur conception de l'inflation.

Pour les premiers, les monétaristes, les causes de l'inflation résident dans une émission monétaire trop importante: autrement dit, il suffit de contrôler la masse monétaire pour éviter l'inflation.

Pour les keynésiens, l'accroissement de la masse monétaire agit aussi sur les quantités produites: la croissance des quantités de monnaie provoque une croissance économique qui entraîne des créations d'emplois. Ils ne jugent pas que les quantités de monnaie en circulation sont sans importance, mais qu'à leur augmentation correspond d'une part une hausse des quantités produites (et par conséquent de l'emploi) et d'autre part une hausse des prix. Finalement, ils estiment que le plein emploi vaut bien un peu d'inflation, alors qu'une limitation des quantités de monnaie en circulation se traduirait par une réduction des commandes et une hausse du chômage. Cette approche s'est toutefois heurtée dans les faits à l'épisode de stagflation (croissance très faible, ou même récession, combinée à une inflation forte) traversé par les économies industrialisées dans les années 70.

De leur côté, les monétaristes ne nient pas l'existence d'un effet quantité à court terme, mais ils estiment que simultanément, l'inflation se développe à plus ou moins longue échéance. Celle-ci entraîne un comportement d'adaptation (au niveau d'inflation) des agents économiques qui va déboucher sur une hausse de plus en plus forte des quantités de monnaie en circulation, ce qui va auto-entretenir l'inflation, jusqu'au moment où celle-ci deviendra intolérable.

Concernant la relation entre croissance et inflation, on retrouve cette opposition: pour les uns, l'inflation est essentielle à la croissance économique, pour les autres, elle est néfaste à la croissance économique.

Il y a deux aspects dans ce débat:

- la nature de la relation entre croissance et inflation (si elle existe)

- la direction de la causalité

Milton Friedman, représentant le plus célèbre du renouveau monétariste, ne croît pas que l'on puisse conclure à l'existence d'une relation claire entre croissance et inflation, ce qu'il résume simplement: "Historically, all possible combinations have occured: inflation with and without developpement, no inflation with and without development".

Cependant, s'il très rare d'observer des pays connaissant à la fois une forte inflation (disons supérieure à 20%) et une croissance économique soutenue, il est également rare de voir un pays avec une croissance économique très forte et un taux d'inflation limité à 2%.

Les résultats de quelques études empiriques récentes

Paul, Kearney et Chowdhury[1] (1997) ont étudié 70 pays (parmi lesquels 48 économies développées) sur la période 1960-1989. Pour 40% d'entre eux, ils n'ont trouvé aucune relation de causalité entre inflation et croissance

[1] S. Paul, C. Kearney and K. Chowdhury, 1997. "Inflation and economic growth: a multi-country empirical analysis, Applied economics, vol. 29, pp. 1387-1401.

économique. Ils ont conclu à une relation bidirectionnelle pour 20% des pays. Pour le reste (c.à.d. dans 40% des cas), la relation était unidirectionnelle (soit de l'inflation vers la croissance ou vice-versa). Plus intéressant, la relation était positive dans certains cas, mais négative dans d'autres.

D'autres études récentes se basant sur des comparaisons internationales, menées par Fisher[1](1993) et Barro[2] (1996), montrent un impact négatif de l'inflation sur la croissance, mais celui-ci est relativement faible.

Barro calcule qu'une augmentation de l'inflation de 10 points de % par an entraîne une réduction de la croissance du PIB/tête de 0.2-0.3 points de % par an et de la part de l'investissement dans le PIB de 0.4-0.6% points de % par an. Il en tire la conclusion suivante: "Since the statistical procedures use plausible instruments for inflation, there is some reason to believe that these relations reflect causal influences from inflation to growth and investment. However, statistically significant results emerge only when high-inflation experiences are included in the sample." Il ajoute cependant que l'effet à long terme d'un tel choc (4 à 7% de moins sur le PIB réel après 30 ans) suffit selon lui à justifier un intérêt fort à la stabilité des prix.

Fisher (1993) conclut quasiment de la même façon: "However weak the evidence, one strong conclusion can be drown: inflation is not good for long-term growth".

Bruno et Easterly[3] (1998) voient leur travail confirmer les conclusions d'études antérieures menées par Dornbusch, Reynoso, Levine ,Renelt et Zervos, à savoir que la relation inflation-croissance est largement influencée par les pays qui montrent des valeurs extrêmes (soit une très haute ou une très basse inflation). En examinant uniquement ces pays, ils arrivent à un résultat empirique robuste: la croissance baisse fortement pendant les crises de forte inflation et se reprend rapidement et solidement une fois que l'inflation baisse.

Kahn et Senhadji[4] se sont penchés plus avant sur la non-linéarité de la relation entre inflation et croissance. Si la relation est positive pour des taux d'inflation faibles et devient négative lorsqu'ils sont élevés, il devrait exister un seuil à partir duquel le signe de la relation change. Ils cherchent donc à déterminer ce seuil et arrivent à un niveau d'inflation compris de 1 à 3% (selon les méthodes d'estimations) pour les économies développées et de 11 à 12% pour les économies en développement. Ils précisent cependant dans leurs conclusions deux points majeurs:

- leurs estimations sur la relation inflation-croissance ne décrivent pas les canaux de transmission par lesquels l'inflation affecte la croissance;

- l'inflation n'est pas une variable exogène dans la relation croissance-inflation, ce qui peut constituer un biais dans l'estimation des coefficients. Le problème d'endogénéité sous-jacent est intimement lié à la direction de la causalité. Ils supposent cependant, à l'instar de Fischer notamment, que cette causalité est plus susceptible de s'exercer de l'inflation vers la croissance (ce qui ne poserait alors pas trop de difficultés), mais ne testent pas cette hypothèse.

Dans une publication récente[5], l'OCDE mentionne également plusieurs aspects de la relation entre croissance et inflation. Une comparaison simple entre les différents pays de l'OCDE montre que le lien entre le rythme d'inflation et la croissance de la production "n'est pas très étroit". En excluant l'Irlande et la Grèce de la comparaison, on observe une relation "plutôt négative". Les auteurs mentionnent également que "l'instabilité de la relation entre le niveau d'inflation et la croissance tient peut-être tout simplement au fait que l'inflation est actuellement faible dans beaucoup de pays de l'OCDE et ne provoque donc pas dans l'allocation des ressources des distorsions susceptibles de freiner la croissance". Enfin, ils sont d'avis que "la théorie économique incite à penser que le lien entre l'inflation et la croissance est probablement plus incertain quand l'inflation est faible".

La lutte contre l'inflation est souvent présentée comme une nécessité qui relève de l'évidence. L'inflation étant régulièrement apparentée au mal absolu, la gravité de l'affirmation remplace en général la démonstration. Le consensus qui influence les politiques économiques modernes – l'inflation à un effet négatif sur la croissance à moyen ou long-terme – se retrouve il est vrai dans les conclusions de plusieurs études empiriques. Ces conclusions s'appuient cependant souvent sur des hypothèses fortes concernant la nature du lien précis entre les deux variables (et notamment sur le sens de la causalité).

---

[1] S. Fischer, 1993. "The role of macroeconomic factors in economic growth", Journal of monetary Economics, vol. 32, pp. 485-512.

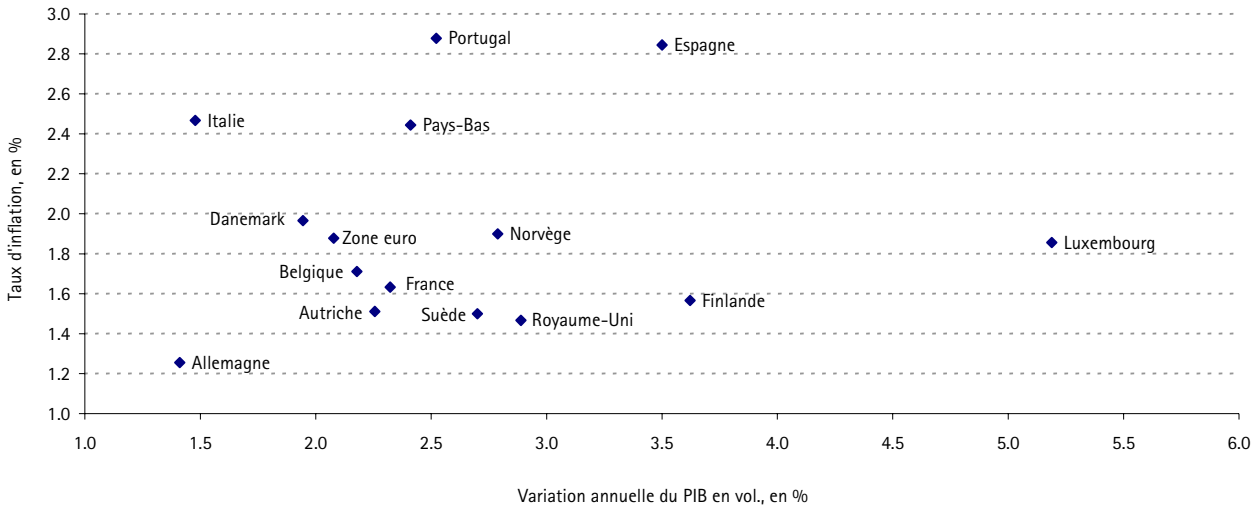
[2] R. Barro, 1996. "Inflation and growth", Federal Reserve Bank of St. Louis Review, vol. 78, pp. 153-169.

[3] M. Bruno and W. Easterly, 1998. "Inflation crises and long-run growth", Journal of monetary Economics, vol41, pp. 3-26.

[4] M. S. Khan and A. S. Senhadji, 2001. "Threshold effects in the relationship between Inflation and Growth", IMF Staff Papers, vol. 48, No. 1.

[5] "Comprendre la croissance économique", OCDE, 2004, pp. 37-40.

Graphique E: Inflation et croissance, moyennes de 1996 à 2004



Sources: Eurostat, STATEC

La position du Luxembourg

Comment se situe le Luxembourg en matière de croissance et d'inflation?

Sur la période 1996-2004, le Luxembourg se caractérise par une inflation similaire à celle de la zone euro, mais par un niveau de croissance largement plus élevé. L'Irlande n'est pas mentionnée sur le graphique car du fait de ses résultats sur cette période – une inflation moyenne de 3.1% et une croissance moyenne de 7.6% – elle écrase un peu les données des autres pays ce qui rend la lecture du graphique peu aisée.

Il s'agit cependant ici de moyennes. Si l'on compare l'inflation du Luxembourg et de la zone euro, on peut distinguer trois sous-périodes: l'inflation luxembourgeoise a été inférieure à celle de la zone euro de 1996 à 1999, supérieure en 2000 et 2001, et sensiblement identique de 2002 à 2004.

Mise en parallèle des différences de croissance et d'inflation

Les prix peuvent augmenter à cause de la hausse des prix des matières premières, comme c'est le cas actuellement avec la hausse du prix du pétrole. Les prix des matières premières sont cependant déterminés au niveau mondial, et tous les pays de la zone euro sont plus ou moins censés les subir de la même façon. En raisonnant en terme de différentiel d'inflation, on exclut en grande partie ce type de facteurs communs.

On sait que le différentiel d'inflation entre le Luxembourg et la zone euro est nul sur l'ensemble de la période, alors que celui de croissance est d'environ 3 points de %. L'évolution des ces différentiels est retracée dans le graphique F, avec un lissage très simple (moyenne mobile sur centrée sur 3 ans) pour mieux faire ressortir les tendances.

Les deux courbes ont sensiblement la même forme, mais on constate un certain décalage. Ce dernier n'est d'ailleurs pas régulier: si le point bas coïncide (en 1995), le point haut est atteint en 1998-99 pour le différentiel de croissance et en 2000-01 pour le différentiel d'inflation. Si l'on fait l'hypothèse d'un lien de causalité de la croissance vers l'inflation (plus exactement, du différentiel de croissance sur le différentiel d'inflation), il se peut cependant que celui-ci ne se réalise pas toujours de la même façon ni à la même vitesse.

L'évolution de la zone euro est souvent influencée par l'évolution des grands pays qui la composent. L'Allemagne par exemple compte pour presque un tiers dans le calcul de l'agrégat "zone euro", que ce soit pour le PIB ou les prix à la consommation. Or, il est possible que cette forte pondération de l'Allemagne, dont les variables économiques sont très influencées par le processus de réunification sur cette période, écrase en quelque sorte l'évolution des autres pays de la zone euro.

Si l'on refait le même graphique mais que l'on compare maintenant le Luxembourg avec la France (graph. G), on retrouve la même dynamique, avec un décalage de 1 à 2 ans entre le différentiel de croissance et le différentiel d'inflation.

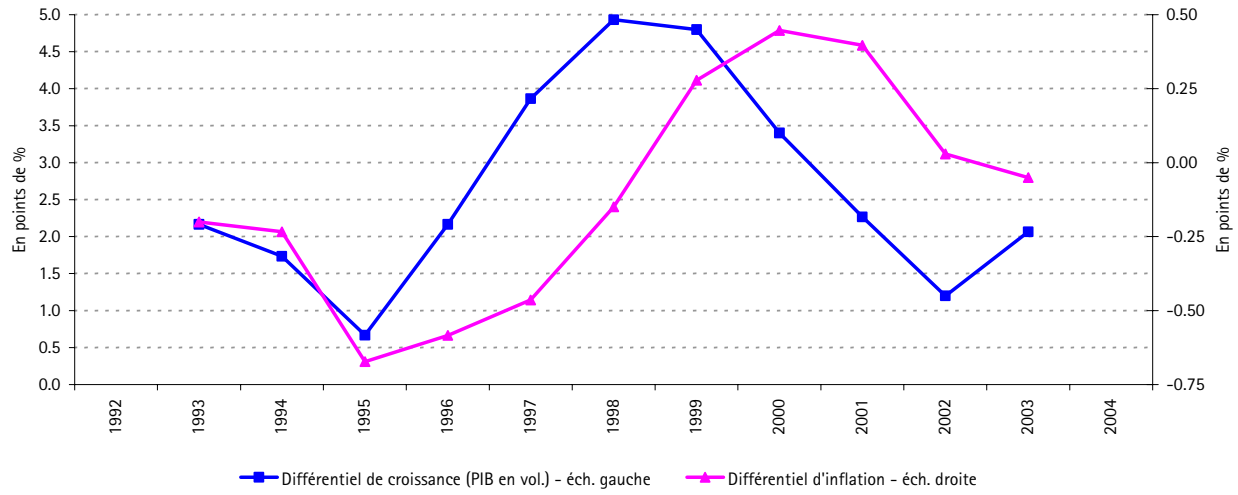
Ainsi, même si les différentes études et recherches menées peinent à établir un lien clair entre croissance et inflation (ou entre inflation et croissance, selon la direction de la causalité), les résultats obtenus ici suggèrent qu'il faille tenir compte de la différence de croissance économique lorsqu'on veut comparer les performances d'inflation entre le Luxembourg et la zone euro.

Il est important de préciser "entre le Luxembourg et la zone euro", car si l'on compare les différentiels entre la zone euro et les Etats-Unis par exemple, ou encore entre le Royaume-Uni et la zone euro, les résultats obtenus ne permettent pas de supposer une telle relation.

Il faudrait cependant pousser l'analyse plus loin, avec d'autres pays qui possèdent des taux de croissance ou d'inflation qui sortent un peu des normes de la zone euro (comme l'Irlande ou la Grèce).

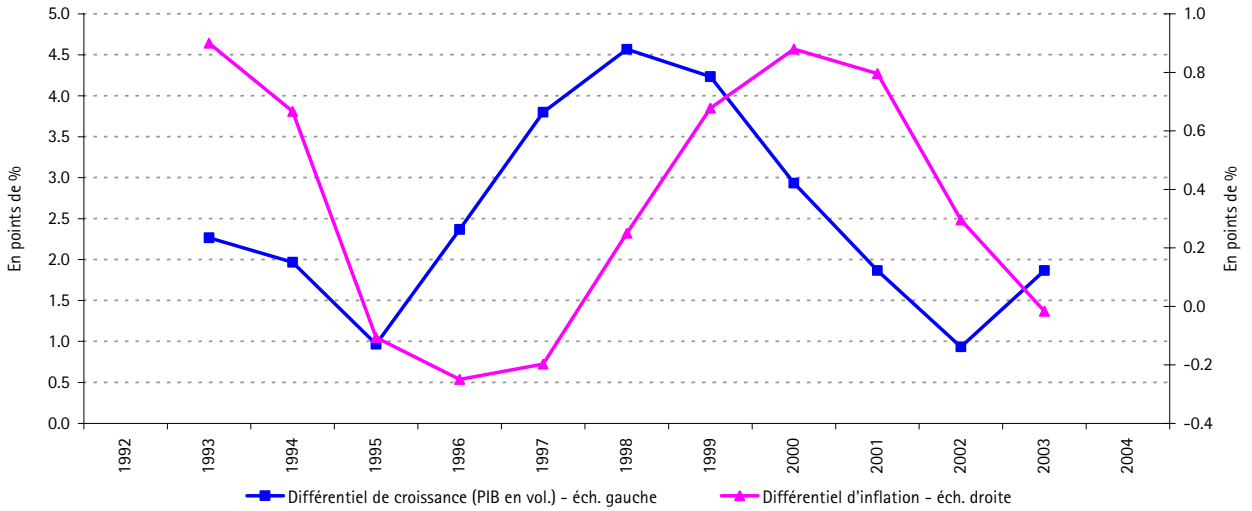
Enfin, aussi intéressant soit-il d'étudier les différences d'inflation entre le Luxembourg et la zone euro, il faut garder à l'esprit que le Luxembourg possède un avantage indéniable en matière de maîtrise de l'inflation. Pour bon nombre de biens et de services, les prix ne peuvent pas être largement supérieurs à ceux pratiqués dans les pays voisins, auxquels cas les consommateurs iraient s'approvisionner d'avantage dans les pays frontaliers, ce que la taille exiguë du pays permet très facilement. Cet effet est renforcé aujourd'hui par l'utilisation croissante d'Internet pour effectuer des achats, en permettant de traverser virtuellement les frontières sans bouger de chez soi. Pour lutter contre l'inflation au Luxembourg, il faut surtout éviter que les hausses de prix sur les biens et services que les habitants sont obligés de consommer sur place soient trop fortes. Les pouvoirs publics ont leur rôle à jouer à ce niveau, notamment au travers des prix dits "administrés", et par une politique qui favorise la concurrence (en luttant contre les ententes et abus de position dominante).

Graphique F: Différentiels de croissance et d'inflation entre le Luxembourg et la zone euro (moyennes mobiles centrées sur 3 ans)



Sources: Eurostat, STATEC

Graphique G: Différentiels de croissance et d'inflation entre le Luxembourg et la France (moyennes mobiles centrées sur 3 ans)



Sources: Eurostat, STATEC

3.2 Salaires

Depuis la mi-2002, le coût salarial moyen par mois et par personne, se basant sur les données de l'IGSS (Inspection générale de la sécurité sociale), progresse dans une fourchette allant de 2% à 4%. Sur le premier semestre 2005, le coût salarial moyen progresse de 3.6% en moyenne, contre 3.1% en 2004. Si l'on tient compte du coût salarial moyen par mois et par heure prestée (déclaré à la Sécurité Sociale), l'on constate une plus forte accélération: de +2.9% en 2004, le coût salarial moyen horaire est passé à +4.2% sur le premier semestre 2005 et se situe en juin 2005 à quelque 22.9 EUR l'heure.

Sur le début de 2005, la contribution de l'indexation à la progression des salaires est de 2.5 points de %. Etant donné que la dernière tranche indiciaire s'est étalée sur douze mois (octobre 2004 à septembre 2005), la contribution de l'indexation à la progression des salaires sera également de 2.5 points de % pour l'ensemble de l'année 2005. L'influence des facteurs non liés directement à l'indexation (comme par exemple les augmentations prévues par les conventions collectives, ou encore les primes et gratifications) est au début de 2005 au même niveau que lors des années antérieures (1.1 points de %). Notons toutefois que sur le deuxième trimestre 2005, la contribution de ces autres facteurs a été de 1.5 points % contre 0.6 au premier trimestre.

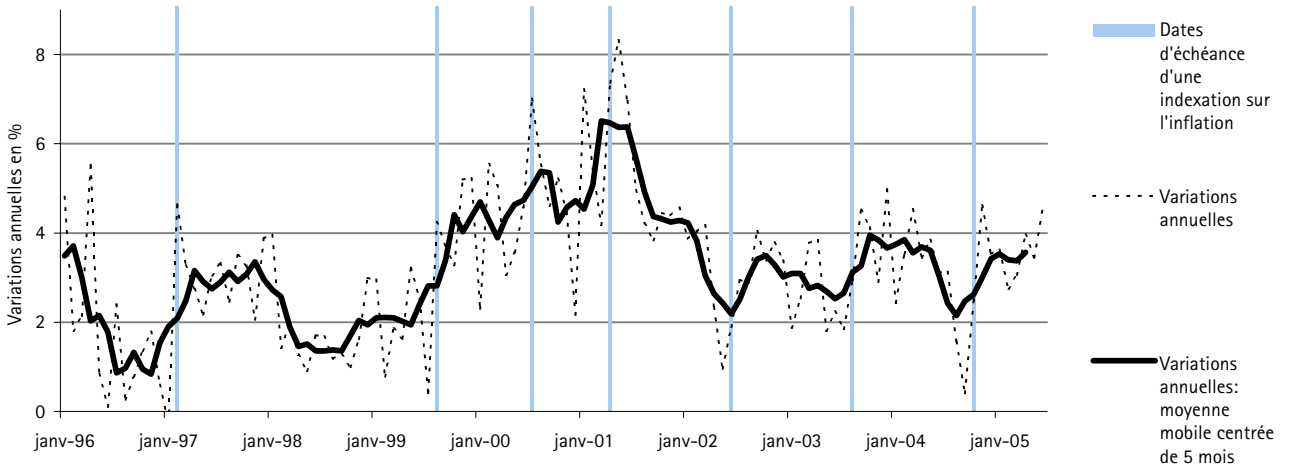
Un des secteurs ayant contribué beaucoup à cette accélération est certainement le secteur financier. Ce secteur, qui représente environ un quart de l'économie luxembourgeoise, et qui montre de bons résultats sur le début 2005 (cf. chapitre 2.7), connaît aussi une progression importante du coût salarial moyen sur cette période (+5.3% sur le premier semestre après +3.1% en 2004 d'après les données de l'IGSS).

Un autre secteur, très lié au secteur financier, l'Immobilier, location et services aux entreprises, note également une croissance plus importante sur le début de 2005 (+4.7% après +1.6% l'année passée). Le secteur public (Education, Santé et action sociale, Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau, Administration publique), la construction et le commerce notent une décélération sur cette période.

Un autre facteur ayant entraîné une accélération du coût salarial moyen au début de 2005 est la revalorisation de 2% du salaire social minimum à partir du 1er janvier 2005, en vertu du retard accumulé sur l'évolution générale des salaires de 2001 à 2003. Ainsi, d'après les calculs du STATEC, l'effet direct de cette hausse sur l'évolution du coût salarial moyen total est de 0.12 point de pourcent environ.

Notons encore que l'augmentation de l'indice de base des traitements des agents publics de 1% avec effet rétroactif au 1er janvier 2005 n'est pas encore prise en compte dans les données de l'IGSS. Cette hausse des salaires dans le secteur public devrait entraîner une hausse supplémentaire d'environ 0.17 point de % du coût salarial moyen total en 2005.

Graphique 26: Évolution du coût salarial nominal moyen (par mois et par salarié) au Luxembourg



Sources: IGSS, STATEC

Tableau 20: Emploi salarié et décomposition du coût salarial

	Emploi salarié	Coût salarial nominal moyen, par mois et par salarié		
	Total	Indexation	Autres	Total
	Variation annuelle en %	Contribution à la croissance annuelle en points de pourcentage		Variation annuelle en %
1996	2.7	0.8	1.0	1.8
1997	3.3	2.3	0.6	2.9
1998	4.8	0.2	1.6	1.8
1999	5.3	1.0	1.9	3.0
2000	6.0	2.7	1.6	4.3
2001	6.0	3.1	2.3	5.5
2002	3.3	2.1	1.1	3.1
2003	2.0	2.1	1.1	3.2
2004	2.6	2.1	1.0	3.1
2005 (6 mois)	3.1	2.5	1.1	3.6
2004 T1	2.0	2.5	1.0	3.5
2004 T2	2.6	2.5	1.0	3.5
2004 T3	2.8	0.8	0.9	1.7
2004 T4	2.9	2.5	1.1	3.6
2005 T1	3.2	2.5	0.6	3.1
2005 T2	3.0	2.5	1.5	4.0

Source: IGSS, STATEC

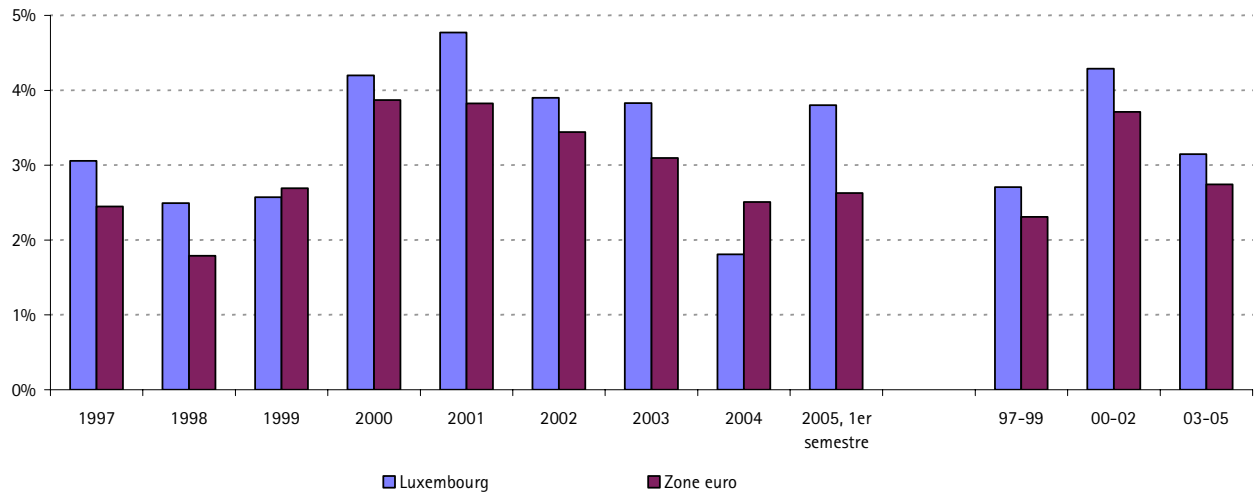
Comparaison internationale

Au niveau communautaire, c'est l'indice du coût horaire du travail qui sert d'indicateur harmonisé. Celui-ci est calculé trimestriellement pour l'économie entière hors agriculture, administration publique, éducation, santé, services collectives et personnels, services domestiques et activités extra-territoriales et indique le coût salarial par heure payée.

Sur les dernières années, le Luxembourg a connu une progression de l'indice du coût horaire du travail supérieure à celle de la zone euro (cf. graphique ci-joint). Au premier semestre 2005, le Luxembourg note une croissance de 3.8% contre +2.5% en zone euro, ce qui pourrait s'expliquer par un effet de base dû à une progression plus faible au Luxembourg en 2004 (1.8% contre 2.6% en zone euro).

Au deuxième trimestre 2005, le coût horaire total de la main-d'œuvre a augmenté de 2.3% sur un an dans la zone euro contre +3.0% au premier trimestre. Dans l'UE25, la hausse annuelle est passée de 3.4% à 2.6% sur la même période. Les hausses les plus fortes ont été enregistrées en Lettonie (14.2%), en Estonie (10.4%) et en Slovaquie (7.6%). L'Allemagne (+0.8%), Malte (+1.1%) et la Pologne (+1.8%) ont connu les hausses les plus faibles. Le Luxembourg se situe avec +3.8% au milieu du peloton.

Graphique 27: Indice du coût horaire du travail, comparaison européenne



Source: EUROSTAT

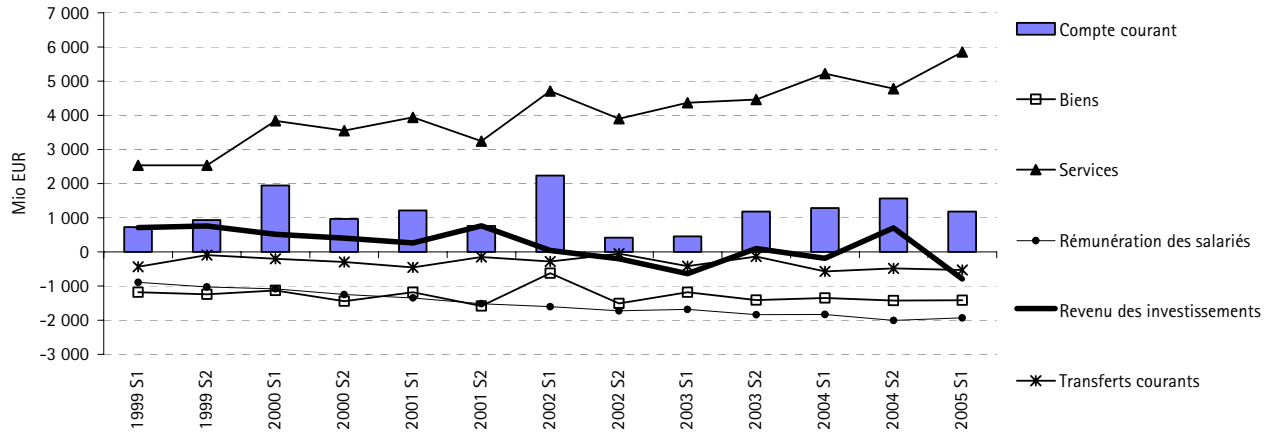
4. Relations économiques extérieures

Tableau 21: Balance des paiements courants

	Année							2004				2005	
	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005[1]	T1	T2	T3	T4	T1	T2
													En Mio EUR
Marchandises	-1 238	-2 569	-2 763	-2 137	-2 589	-2 772	-1 414	-505	-842	-678	-747	-536	-878
Exportations	6 264	9 387	10 087	10 129	9 779	10 990	5 629	2 707	2 723	2 618	2 943	2 799	2830
Importations	7 502	11 956	12 850	12 266	12 367	13 763	7 043	3 212	3 565	3 296	3 690	3 336	3707
Services	2 340	7 388	7 186	8 609	8 837	9 998	5 855	2 660	2 560	2 237	2 540	2 992	2862
Transports	51	539	502	717	869	899	528	186	223	233	256	224	304
Voyages	447	529	500	500	502	599	378	204	227	-65	233	162	216
Communication	213	583	645	632	230	-111	14	117	-80	-85	-63	101	-87
Services d'assurance	102	284	318	276	401	372	190	85	84	93	111	104	87
Services financiers	1 514	5 707	5 574	6 244	6 144	7 247	4 279	1 800	1 790	1 776	1 881	2 142	2138
Autres services	11	-254	-353	239	691	993	466	269	316	287	122	261	205
Revenus	1 156	-1 411	-1 838	-3 490	-4 061	-3 329	-2 730	-879	-1 145	-469	-836	-952	-1779
Rémunération des salariés	-1 086	-2 329	-2 863	-3 328	-3 523	-3 842	-1 935	-889	-945	-899	-1 109	-938	-997
Revenus des investissements	2 242	918	1 026	-162	-539	514	-795	10	-199	430	273	-14	-781
Transferts courants	-422	-500	-609	-332	-549	-1 051	-527	-286	-282	-294	-188	-347	-180
Transactions courantes	1 835	2 909	1 976	2 650	1 638	2 335	1 183	990	291	797	769	1 158	26

[1]2005= 6 mois
Source: STATEC, BCL

Graphique 28: Soldes partiels (semestriels) de la balance courante du Luxembourg 1999-2005



Source: STATEC, BCL

Recul de l'excédent courant

Au cours du 1er semestre 2005 la balance courante du Luxembourg s'est soldée par un excédent de 1.18 milliard d'EUR, en recul par rapport au solde de la période correspondante de l'année précédente (1.29 milliard d'EUR). Cette évolution est la résultante de variations contraires au niveau des différents types de transactions internationales.

Renchérissement des approvisionnements en pétrole

L'évolution des échanges de **marchandises** au niveau de la balance de paiements est en termes nets fort différente de celle dégagée au niveau de la statistique du commerce extérieur. Alors que cette dernière affiche une résorption du déficit, la balance courante retient une nouvelle détérioration. Cette évolution contraire s'explique par la croissance des achats nets d'or non monétaire (400 millions d'EUR) dont les échanges ne sont pas pris en considération dans la statistique du commerce extérieur.

L'amélioration du solde des autres échanges de biens s'explique essentiellement par le fait que le premier semestre 2004 avait été marqué par des acquisitions

d'aéronefs nettement plus importantes que celles enregistrées au 1er semestre 2005. En faisant abstraction de ces importations exceptionnelles, la valeur des autres importations a progressé de quelque 200 millions d'EUR (soit de 2.7%). Cette croissance est entièrement absorbée par le seul renchérissement des produits pétroliers qui ont engendré une croissance de quelque 35% de la valeur des approvisionnements à l'étranger de combustibles minéraux se chiffrant pour le 1er semestre à 790 millions d'EURs, contre 585 millions au cours de la même période de l'année précédente.

Fléchissement des ventes sidérurgiques

Du côté des exportations l'on a assisté à un net ralentissement au cours du second trimestre (+2.4%) après les progressions exceptionnelles au cours des trois derniers trimestres de 2004 (de près de 15% en moyenne trimestrielle) et encore de 8% au premier trimestre 2005.

Cette évolution s'explique essentiellement par le net freinage de l'expansion sidérurgique. L'explosion des prix entamée au printemps 2004 a commencé à s'essouffler dès le mois de février 2005 et depuis mars 2005 la valeur totale des expéditions a même reculé. Globalement les livraisons à l'étranger de produits métalliques ont chuté de 10% au second trimestre 2005.

Par ailleurs, l'on a assisté à une progression notable (+13% au 1er semestre) des exportations de produits chimiques (en partie sous l'effet du renchérissement des produits pétroliers) et à une reprise des activités d'importations et de réexportations.

Poussée des exportations extra UE

Par zone géographique, on note surtout le ralentissement des expéditions dans la zone euro (+2.4% seulement au second trimestre) sous l'effet essentiellement d'une chute des ventes en Belgique (-1.3%) et en France (-13.1%). Celle-ci est à mettre en relation avec la restructuration sidérurgique mettant fin à des livraisons intra-groupe à des usines françaises. En revanche, les exportations extra-UE (représentant 15% des exportations totales) ont progressé de 28%. L'évolution est de même intensité dans les trois principales zones: l'Amérique, l'Asie et les pays européens hors UE.

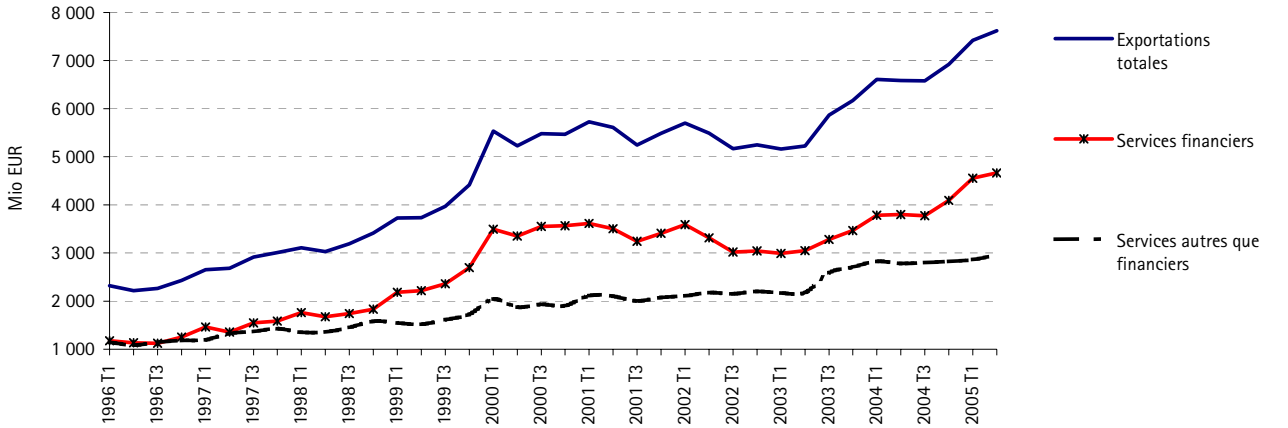
Les ventes en Asie se sont chiffrées à 215 millions d'EUR, contre 167 millions au 1er semestre 2004 et continuent à dépasser largement les ventes aux Etats-Unis (160 millions au 1er semestre 2005), en dépit de la forte progression (+31%) de ces dernières.

Flambée des exportations de services

La balance des services affiche un nouvel excédent record avec 5.85 milliards d'EUR pour les six premiers mois de 2005, contre 5.23 milliards en 2004 et 4.37 en 2003. Cette amélioration s'explique essentiellement par l'évolution très favorable dans le domaine de la gestion des organismes de placements collectifs (OPC) qui contribue largement au surplus des services financiers (4.28 milliards d'EUR au 1er semestre 2005, contre 3.59 milliards d'EURs en 2004). La nouvelle expansion des activités de gestion des OPC s'est ainsi traduite par une croissance des exportations de services financiers de quelque 22%.

Les services de transport ont également dégagé un excédent croissant (0.53 milliard, contre 0.40), grâce à l'évolution favorable du fret aérien. En revanche, les services aux entreprises se sont soldés par un déficit de 0.18 milliard, alors qu'ils étaient en léger excédent dans la période correspondante de l'année précédente.

Graphique 29: Exportations de services



Source: STATEC, BCL

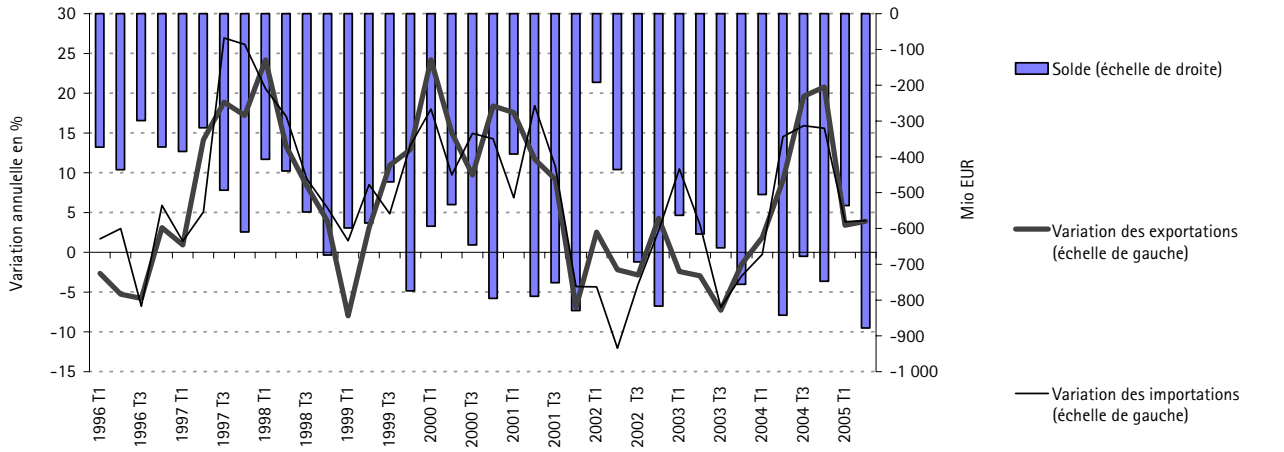
Nette détérioration du solde des revenus

Le solde des revenus a atteint un déficit semestriel record de 2.7 milliards d'EUR contre 2.0 à la même période de 2004. L'essentiel du déficit des revenus s'explique par le versement (2.4 milliards au premier semestre 2005) de salaires à des non résidents (frontaliers). Ce montant est partiellement compensé (480 millions d'EUR) par les salaires touchés par des fonctionnaires internationaux résidant au Luxembourg.

Le solde du 1er semestre 2005 s'est ainsi chiffré à 1.93 milliard d'EUR, contre 1.83 milliard en 2004.

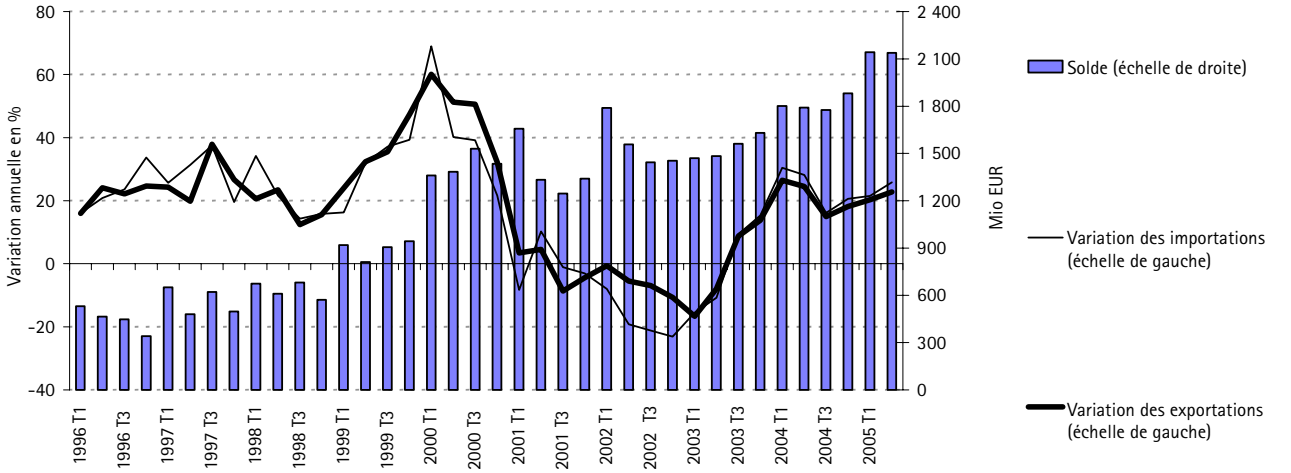
Par ailleurs, la balance du revenu des investissements s'est sensiblement détériorée passant d'un déficit de 190 à 795 millions d'EUR. Cette évolution s'est essentiellement produite au second trimestre. Ce trimestre est traditionnellement marqué par les paiements des dividendes décidés lors des assemblées générales des sociétés implantées au Luxembourg.

Graphique 30: Évolution des échanges de biens (en valeur)



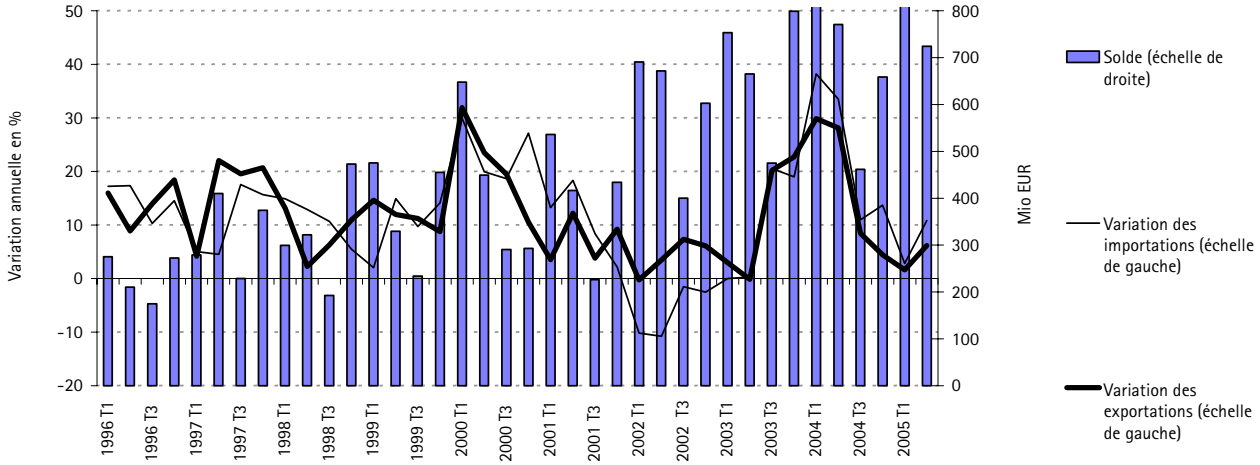
Source: STATEC

Graphique 31: Évolution des échanges des services financiers



Source: STATEC

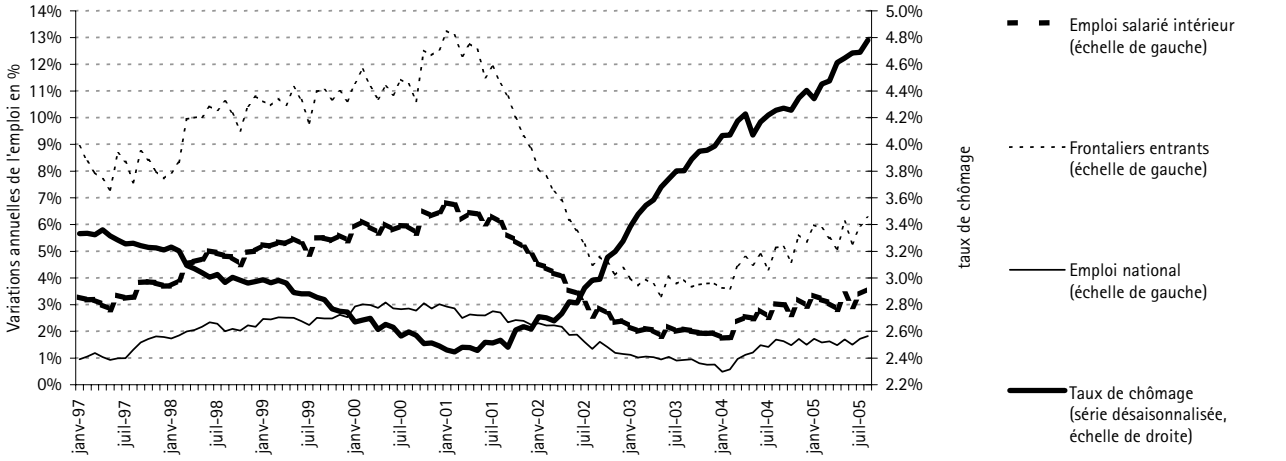
Graphique 32: Évolution des échanges des services autres que financiers



Source: STATEC

5. Emploi et chômage

Graphique 33: Emploi et chômage



Source: STATEC, ADEM, IGSS

La situation du marché de travail s'est améliorée par rapport à 2004...

Pour le marché du travail, l'année 2005 s'avère globalement meilleure que 2004. L'emploi a accéléré au début de 2005 (+3.1% de croissance annuelle sur le premier semestre contre 2.6% en 2004 et 2.0% en 2003) et le chômage connaît une croissance moindre qu'il y a un an (le nombre de chômeurs augmente de 12.6% sur les huit premiers mois de l'année 2005 contre +16.7% sur la même période de l'année précédente).

... mais semble se détériorer au cours de l'année 2005

Plusieurs constats font croire à une détérioration de la situation du marché de travail sur le premier semestre de 2005:

- La croissance annuelle de l'emploi salarié intérieur passe de +3.2% au premier à +3.0% au deuxième trimestre 2005.
- La décélération de l'emploi salarié intérieur au cours de l'année 2005 s'explique avant tout par l'évolution du travail intérimaire, qui voit sa croissance divisée par deux du 1er au 2ème trimestre (de +20.5% à +11.7%). Si l'on croit au caractère précurseur de cette forme flexible de travail, les perspectives pour le marché de travail s'annoncent moins bonnes.
- La baisse de la durée du travail, d'après les données de l'IGSS, est relativement plus importante sur le début de 2005 (-0.6%) que sur le passé (-0.2% sur la période allant de 1999-2003 et même +0.1% en 2004).
- Le nombre de chômeurs note une ré-accélération sur le 2ème trimestre 2005 (de 9.6% au premier, la croissance annuelle du nombre de chômeurs passe à 14.4% au 2ème trimestre 2005).
- Le recours au chômage partiel a également augmenté par rapport à l'année passée.
- Au deuxième trimestre 2005, le nombre de demandes de formulaires E301, qui sert aux travailleurs frontaliers à prouver leurs périodes d'emploi au Luxembourg, afin de pouvoir bénéficier des indemnités de chômage dans leur pays de résidence, augmente de 5.3% par rapport au même trimestre de l'année précédente, alors que cet indicateur avait encore baissé sur les quatre trimestres précédents.

L'ensemble de ces indicateurs ne témoigne toutefois pas d'une dégradation substantielle de la situation sur le marché du travail: l'expansion de l'emploi demeure très robuste et se moque de toute comparaison avec la zone euro. Il est probable que les signes détectés traduisent le ralentissement de l'activité qui est intervenu au courant de l'année 2004, voire au début de 2005.

5.1 Emploi

Accélération de l'emploi au premier semestre 2005

L'emploi salarié connaît sur les six premiers mois de 2005, une croissance de 3.1%, contre 2.6% en 2004 et 2.0% en 2003. Cette accélération vient surtout des travailleurs frontaliers, qui notent une croissance de 5.6% sur le premier semestre 2005, contre 4.7% en 2004. L'emploi des travailleurs résidants par contre passe d'une croissance de 1.3% en 2004 à +1.6% sur le début de 2005. Ainsi, des 287 773 salarié enregistrés en moyenne au premier semestre 2005 à l'IGSS, seulement 59.5% résident au Luxembourg, contre 60.2% en 2004.

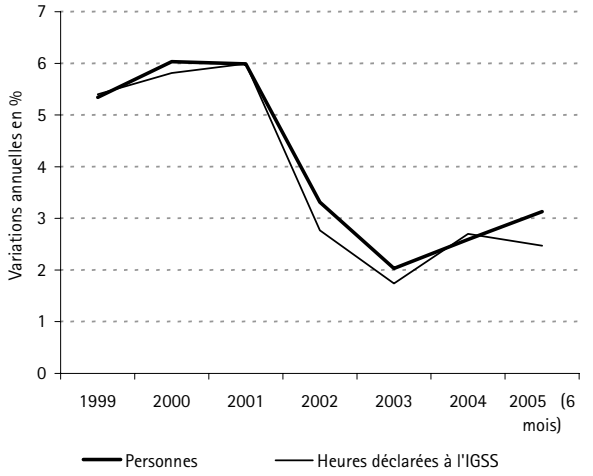
Décélération des heures travaillées

Si l'on considère les heures de travail déclarées à la Sécurité sociale, on note une décélération par rapport à l'année passée. D'une croissance annuelle de 2.7% en 2004, la hausse des heures travaillées passe à +2.5% au début de 2005.

L'encadré ci-après, montre que la progression du travail à temps partiel est de 8% sur le début de 2005, soit plus que sur les années antérieures (quelque 5%). Pourtant, la part du travail partiel dans l'emploi total n'étant que de 14%, cette accélération ne peut expliquer à elle-seule la croissance de l'emploi plus forte que celle des heures travaillées. Une autre explication pourrait se trouver dans la durée de travail moyenne dans les branches ayant connu les plus fortes variations à la hausse ou à la baisse. Ainsi, la durée de travail moyenne est moins importante dans les secteurs ayant fortement embauché au début de 2005 (152.1 heures par mois en moyenne par travailleur dans l'Immobilier, location et services aux entreprises, dont 139.6 heures dans le travail intérimaire et 138.1 heures dans la Santé, contre 154.7 heures pour l'économie entière) et très importante dans l'industrie (162.8 heures), qui note une baisse des effectifs.

La progression des heures travaillées vient à moitié de la Santé (cf. explications méthodologiques ci-après), de la branche "Immobilier, location et services aux entreprises" (pour ¼) et le reste de cette croissance vient du commerce et de l'administration publique (1/8 environ chacun). Les deux branches industrie et Horeca notent par contre une baisse des heures déclarées à la sécurité sociale. Etant donné quelques problèmes méthodologiques au niveau de la répartition par branche des données de l'IGSS, ces chiffres sont pourtant à regarder avec circonspection.

Graphique 34: Évolution de l'emploi salarié et des heures de travail déclarées à l'IGSS



Source: IGSS

Le travail à temps partiel

Au Luxembourg, comme dans d'autres pays, la part des salariés travaillant à temps partiel est en augmentation. Sont considérés comme travailleurs à temps partiel, les personnes travaillant moins de 130 heures par mois (¾*173 heures), soit 30 heures/semaine environ.

Selon les données de l'IGSS, 14.2% des salariés (40 765 personnes) se retrouvent dans cette situation au début de 2005 (6 mois), contre 13.3% en 2004 et 12.6% il y a trois ans. Il y a pourtant de fortes disparités par branches. Dans les Services domestiques presque 2/3 des salariés travaillent à temps partiel, contre même pas 5% dans l'industrie.

Sur la première moitié de 2005, le travail à temps partiel note une progression de 8% (contre 4.3% en 2004 et 5.8% en 2002), soit plus de 3 000 personnes en plus par rapport à la même période de 2004. La variation nette de travailleurs à temps partiel la plus importante est observée dans la Construction (+943 personnes sur le premier semestre) et la Santé et action sociale (+808 personnes), puis viennent le secteur "Immobilier, location et services aux entreprises", les Activités financières, l'Administration publique et l'Industrie, y compris l'énergie.

Tableau: Travailleurs à temps partiel* au Luxembourg

	2002	2003	2004	2005 (6 mois)
				Personnes, en moyenne par mois
Agriculture, viticulture et sylviculture, pêche et aquaculture	189	189	181	259
Industrie (y.c. Energie)	1450	1411	1403	1606
Construction	1863	2110	2051	3585
Commerce; réparations automobile et d'articles domestiques	4264	4386	4440	4573
Hôtels et restaurants	1701	1764	1870	1940
Transports et communications	1607	1714	1781	1840
Activités financières	2394	2585	2777	2979
Immobilier, location et services aux entreprises	6047	6561	6904	7136
Administration publique	5233	5414	5686	5856
Éducation	305	337	350	388
Santé et action sociale	4784	5059	5434	6076
Services collectifs, sociaux et personnels	1320	1413	1480	1394
Services domestiques	2580	2681	2814	2910
Economie entière	**33 861**	**35 814**	**37 359**	**40 765**
				En % de l'emploi salarié total
Agriculture, viticulture et sylviculture, pêche et aquaculture	15.1	14.9	14.2	20.2
Industrie (y.c. Energie)	4.0	4.0	4.0	4.5
Construction	6.4	7.1	6.7	11.4
Commerce; réparations automobile et d'articles domestiques	11.9	12.1	12.0	12.1
Hôtels et restaurants	14.9	14.9	15.1	15.9
Transports et communications	6.8	7.0	7.0	7.2
Activités financières	7.1	7.8	8.3	8.7
Immobilier, location et services aux entreprises	16.7	17.4	17.8	17.7
Administration publique	15.9	16.2	16.5	16.6
Éducation	23.6	23.3	23.2	24.1
Santé et action sociale	30.7	30.9	30.9	30.2
Services collectifs, sociaux et personnels	18.0	18.0	18.6	19.2
Services domestiques	74.4	74.2	74.6	74.8
Economie entière	**12.6**	**13.1**	**13.3**	**14.2**

Source: IGSS

* personnes travaillant moins de 130 heures par mois (=3/4*173 heures)

5.1.1 Évolution de l'emploi dans les différentes branches

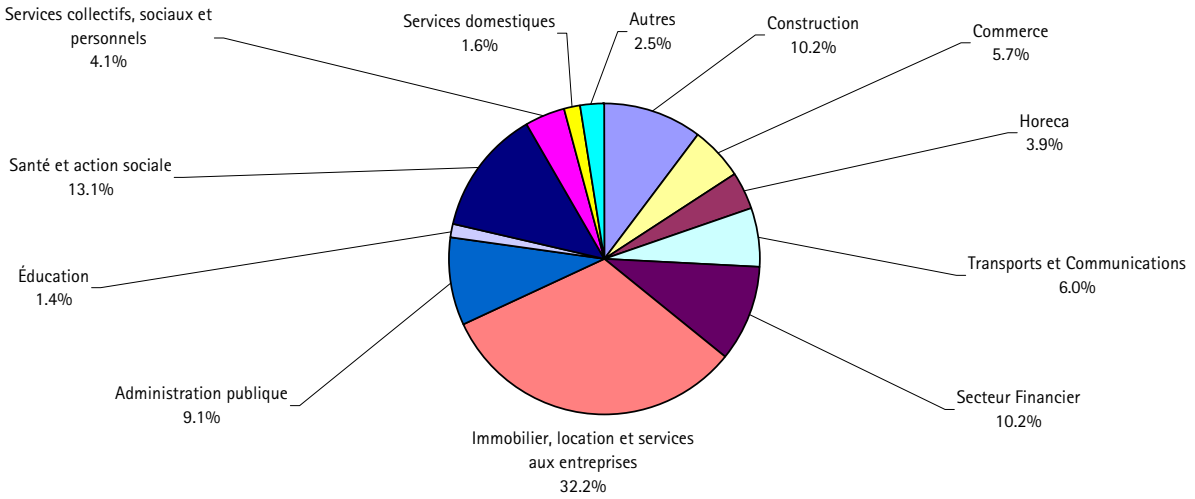
Selon les chiffres de l'IGSS (Inspection Générale de la Sécurité Sociale), 8 731 emplois ont été créés en net, en moyenne annuelle sur le premier semestre 2005 contre 7 106 en 2004.

D'après les chiffres bruts de l'IGSS, l'emploi dans la Santé s'est accru de 3 485 unités sur cette période (+20.9% sur un an). Cette forte croissance de l'emploi s'explique pourtant essentiellement par des éléments méthodologiques, respectivement un changement de législation. En octobre 2004, plusieurs entreprises ont été reclassées des Services collectifs, sociaux et personnels (NACE 91.330, Organisations associatives) vers la Santé (NACE 85.323, Autres activités sociales sans hébergement). De plus, l'application de la loi du 12 septembre 2003 relative au revenu des personnes handicapées, a entraîné une hausse de l'emploi à raison de quelque 400 personnes. En effet, depuis le 1er juin 2004, bon nombre de personnes handicapées, occupées dans des ateliers protégés, sont désormais reprises dans l'emploi salarié. Si l'on corrige les données, la croissance de l'emploi dans la Santé est de 8.6% en moyenne sur la première moitié de 2005, contre 6.6% en 2004. Ainsi, 1 129 postes (13% des créations nettes d'emploi) ont été nouvellement créés dans la Santé, dont environ la moitié dans les maisons de retraite.

La branche "Immobilier, location et services aux entreprises", note au 1er semestre 2005, 1 774 employés de plus qu'au 1er semestre 2004. Si l'on corrige encore ces chiffres pour d'autres problèmes méthodologiques, la création d'emplois nouveaux dans cette branche s'élève même à 2 767 personnes sur le premier semestre 2005, ce qui correspond à une croissance de 7.3% contre 2.6% en 2004. La majorité de ces emplois provient, sur les six premiers mois de l'année, des services aux entreprises (2 152 personnes, dont 834 dans le travail intérimaire, 379 dans l'administration d'entreprises, 266 dans les activités de nettoyage, 200 dans les activités comptables,...), des activités informatiques (376 personnes) et des activités immobilières (138 personnes).

Après la branche "Immobilier, location et services aux entreprises" et la Santé, viennent la Construction, avec 880 postes crées au premier semestre 2005 (dont, construction de bâtiments 379 personnes, installation d'équipement thermiques et de climatisation 172 personnes, travaux de finition 194 personnes), le secteur financier (+874 personnes après une baisse de 681 personnes en 2003) et l'Administration publique (+785 personnes). L'Industrie continuant à enregistrer une baisse de l'effectif (-187 personnes).

Graphique 35: Répartition par branches des emplois créés au 1er semestre 2005



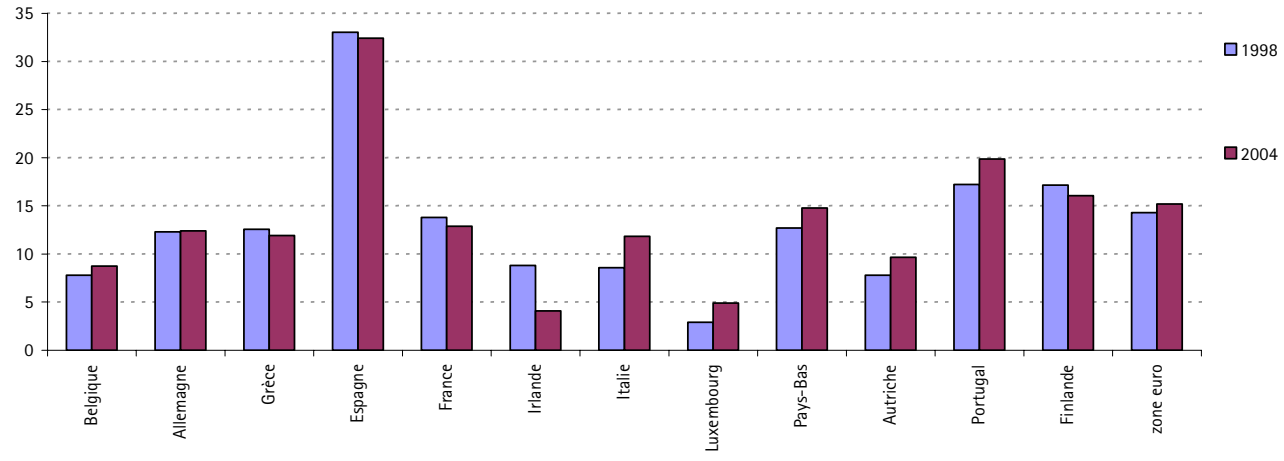
Source: IGSS, données corrigées

Travail intérimaire, comparaison européenne

Le travail intérimaire occupe une place de plus en plus importante dans un monde du travail en constantes mutations. Il y apporte une capacité d'adaptation et de flexibilité, facteurs prépondérants sur le marché actuel. Le travail intérimaire est donc en augmentation depuis la fin des années 90 dans la plupart des Etats membres de la zone euro.

L'Espagne est de loin le pays de la zone euro qui a le plus recours à ce type de travail, suivi du Portugal, de la Finlande et des Pays-Bas. Le Luxembourg est, ensemble avec l'Irlande, le pays dont la part du travail intérimaire dans l'emploi salarié total est la plus petite.

Graphique: Travail intérimaire en % de l'emploi salarié total



Source: Eurostat

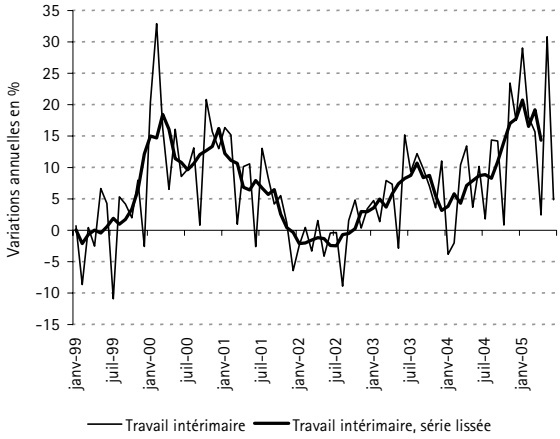
5.1.2. Travail intérimaire

L'évolution de l'emploi salarié hors travailleurs intérimaires (cf. graphique 37) permet de mieux cerner l'évolution sur le marché de travail luxembourgeois à court terme. En effet, depuis la mi-2002, le travail intérimaire connaît une forte accélération: la croissance du travail intérimaire s'élève à 15.7% sur le début de 2005 (6 mois) contre 8.6% en 2004. Si l'on considère les heures de travail déclarées à la Sécurité sociale, la progression annuelle passe même de 8.9% en 2004 à 19.8% sur le premier semestre 2005. Du premier au deuxième trimestre 2005, le travail intérimaire note pourtant une décélération. Celle-ci est relativement forte au niveau du nombre de travailleurs (la croissance est presque divisée par deux), mais elle n'est pas aussi importante au niveau des heures travaillées (la croissance des heures déclarées à la Sécurité sociale passe de 21% au 1er à 18.7% au second trimestre 2005).

Cette forte croissance des travailleurs intérimaires influe également sur l'évolution de l'emploi salarié total. La croissance de celui-ci ne serait que de 2.9% sur le début de 2005, au lieu de 3.1%, si l'on le considérait hors travailleurs intérimaires (cf. graphique 37).

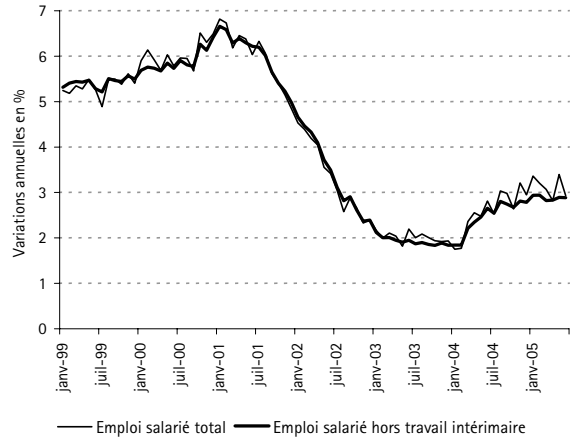
Notons encore que les données quant au travail intérimaire proviennent de l'IGSS. Il s'agit de l'emploi enregistré à la fin du mois sous le code NACE 74.502 - Agences d'intérimaires et fourniture de personnel temporaire, couvrant les salariés intérimaires et le personnel administratif des agences d'intérimaires.

Graphique 36: Évolution du travail intérimaire



Source: IGSS

Graphique 37: Évolution de l'emploi salarié avec et hors travail intérimaire



Source: IGSS

Tableau 22: Travail intérimaire

	Année				2004				2005	
	1995	2000	2004	2005[1]	T1	T2	T3	T4	T1	T2
									Moyennes mensuelles	
Nombre d'intérimaires	2 483	4 473	5 489	6 138	4 856	5 753	6 026	5 320	5 851	6 424
Heures travaillées (milliers)	1 367	2 471	3 017	5 155	653	782	818	765	790	928
Nombre de contrats	3 065	11 202	16 605	16 068	13 339	16 642	18 110	18 328	...	...
Entreprises utilisatrices	560	1 131	1 356	1 303	1 195	1 342	1 442	1 446	...	...
	1995-1999	2000-2004							Variations annuelles en %	
Nombre d'intérimaires	11.7	4.5	8.6	15.7	1.6	9.2	10.3	13.0	20.5	11.7
Heures travaillées	11.3	4.4	8.9	19.8	6.0	6.6	8.6	14.3	21.0	18.7
Nombre de contrats	40.1	9.6	14.7	29.8	11.1	13.5	14.0	19.3	...	...
Entreprises utilisatrices	19.5	4.0	11.7	13.1	9.3	11.2	11.7	14.3	...	...

Source: IGSS, Ministère du Travail

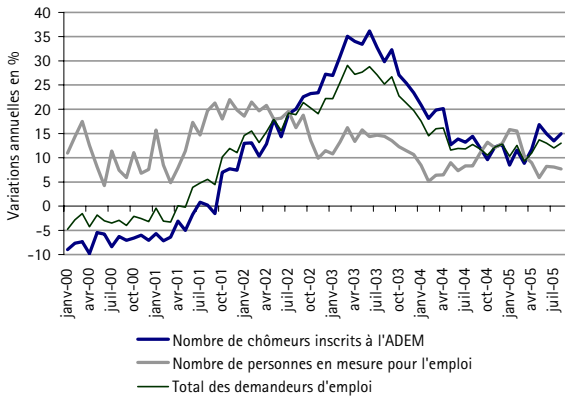
[1] Nombre d'intérimaires et Heures travaillées = 6 mois, Nombre de contrats et Entreprises utilisatrices = 2 mois

5.2 Chômage

Le nombre de chômeurs se remet à accélérer

Sur les huit premiers mois de l'année 2005, 9 573 personnes ont été inscrites au chômage en moyenne par mois, contre 8 509 sur la même période de l'année précédente, soit 12.6% de plus. Alors que la croissance du nombre de chômeurs avait ralenti en début d'année (+8.5% en janvier après plus de 30% de croissance en 2003), on note une ré-accélération sur les derniers mois (+15% en août). Le taux de chômage continue donc à augmenter. Corrigé des variations saisonnières il s'élève à 4.8% en août, contre 4.3% en janvier (cf. graphique 33).

Graphique 38: Progression annuelle du nombre de chômeurs



Source: ADEM

5.2.1. Structure du chômage inscrit (ADEM)

Cette partie se base sur les demandes d'emplois non-satisfaites enregistrées par l'ADEM, c'est-à-dire les chômeurs au sens strict, hors personnes engagées dans les mesures pour l'emploi. Sur les quatre premiers mois de l'année, la croissance du nombre de chômeurs était de 10.1%, sur les quatre mois suivants, elle est passée à 15.1%.

Augmentation de la part des chômeurs âgés

En nombre de personnes, c'est toujours la catégorie des chômeurs âgés entre 40 et 60 ans qui note l'augmentation la plus importante au début de 2005 (+670 personnes en moyenne sur les huit premiers mois par rapport à la même période un an auparavant).

Pourtant, la catégorie des jeunes chômeurs (moins de 30 ans) a accéléré le plus sur les derniers mois: de +3.9% sur les quatre premiers mois de l'année, la croissance annuelle est passée à 11.2% sur les quatre mois suivants. A l'inverse, le nombre des chômeurs les plus âgés (plus de 60 ans) décélère, la progression passe de 19.8% à 18.1% sur la même période.

Néanmoins, la part des chômeurs âgés de plus de 50 ans passe de 15.4% en 2004 à 17.1% sur les huit premiers mois de 2005, celle des chômeurs âgés de moins de 30 ans passe de 32.7% à 30.9% sur la même période.

Le nombre de chômeurs disposant d'une formation supérieure continue de baisser

Depuis mai 2004, le nombre de chômeurs disposant d'une formation de niveau supérieur (enseignement post-secondaire) est en baisse (-6.1% sur les huit premiers mois de 2005). A l'inverse, le nombre de chômeurs disposant d'une formation de niveau inférieur (neuf années d'études de la scolarité obligatoire), qui représentent plus de 50% des chômeurs inscrits, continue de progresser à un rythme élevé (+21% sur les derniers mois).

Tableau 23: Répartition des chômeurs par âge

Âge	-26	26-30	31-40	41-50	51-60	>60	Total
						Nombre de chômeurs par classe d'âge	
août-00	859	544	1 379	1 219	614	25	4 640
août-01	854	551	1 313	1 235	665	33	4 651
août-02	1 102	762	1 640	1 327	713	40	5 584
août-03	1 376	1 033	2 058	1 745	987	49	7 248
août-04	1 594	1 070	2 211	2 091	1 265	61	8 292
août-05	1 740	1 177	2 462	2 452	1 621	80	9 532
						Part en % dans le total	
août-00	18.5	11.7	29.7	26.3	13.2	0.5	100.0
août-01	18.4	11.8	28.2	26.6	14.3	0.7	100.0
août-02	19.7	13.6	29.4	23.8	12.8	0.7	100.0
août-03	19.0	14.3	28.4	24.1	13.6	0.7	100.0
août-04	19.2	12.9	26.7	25.2	15.3	0.7	100.0
août-05	18.3	12.3	25.8	25.7	17.0	0.8	100.0

Source: Administration de l'Emploi (ADEM)

Tableau 24: Répartition des chômeurs par niveau de formation

Niveau	Inférieur	Moyen	Supérieur	Non précisé	Total
				Nombre de chômeurs par niveau de formation	
août-00	2 467	1 646	511	16	4 640
août-01	2 317	1 686	632	16	4 651
août-02	2 509	2 126	934	15	5 584
août-03	3 289	2 628	1 313	18	7 248
août-04	3 885	3 109	1 246	52	8 292
août-05	4 730	3 454	1 259	89	9 532
					Part en % dans le total
août-00	53.2	35.5	11.0	0.3	100.0
août-01	49.8	36.3	13.6	0.3	100.0
août-02	44.9	38.1	16.7	0.3	100.0
août-03	45.4	36.3	18.1	0.2	100.0
août-04	46.9	37.5	15.0	0.6	100.0
août-05	49.6	36.2	13.2	0.9	100.0

Source: Administration de l'Emploi (ADEM)

Tableau 25: Répartition des chômeurs par durée d'inscription

Mois	-1	1-3	3-6	6-9	9-12	>12	Total
					Nombre de chômeurs par durée d'inscription		
août-00	844	833	788	537	416	1 222	4 640
août-01	878	940	754	484	361	1 234	4 651
août-02	961	1 104	985	702	517	1 315	5 584
août-03	1 078	1 414	1 345	963	755	1 693	7 248
août-04	1 167	1 476	1 376	1 146	924	2 203	8 292
août-05	1 226	1 543	1 546	1 240	1 063	2 914	9 532
						Part en % dans le total	
août-00	18.2	18.0	17.0	11.6	9.0	26.3	100.0
août-01	18.9	20.2	16.2	10.4	7.8	26.5	100.0
août-02	17.2	19.8	17.6	12.6	9.3	23.5	100.0
août-03	14.9	19.5	18.6	13.3	10.4	23.4	100.0
août-04	14.1	17.8	16.6	13.8	11.1	26.6	100.0
août-05	12.9	16.2	16.2	13.0	11.2	30.6	100.0

Source: Administration de l'Emploi (ADEM)

Progression plus forte chez les chômeurs masculins

Sur les huit premiers mois de 2005, le nombre d'hommes inscrits au chômage s'est accru de 14.6% contre 14.9% l'année précédente, la croissance chez les femmes au chômage passant de 14.9% à 9.9% sur la même période. Sur le début de 2005, la part des femmes enregistrées dans les fichiers de l'ADEM s'élève à 44.2% contre 47.0% il y a cinq ans.

L'allongement de la durée d'inscription continue

La part des chômeurs inscrits depuis moins de six mois baisse de 48.5% en août 2004, à 45.3% un an plus tard; celle des chômeurs inscrits depuis plus longtemps s'est donc accrue de 51.5% à 54.7% sur la même période. Presque un tiers des demandeurs d'emploi non satisfaits inscrits à l'ADEM l'est depuis plus de douze mois (30.6% en août 2005 contre 26.6% il y a un an).

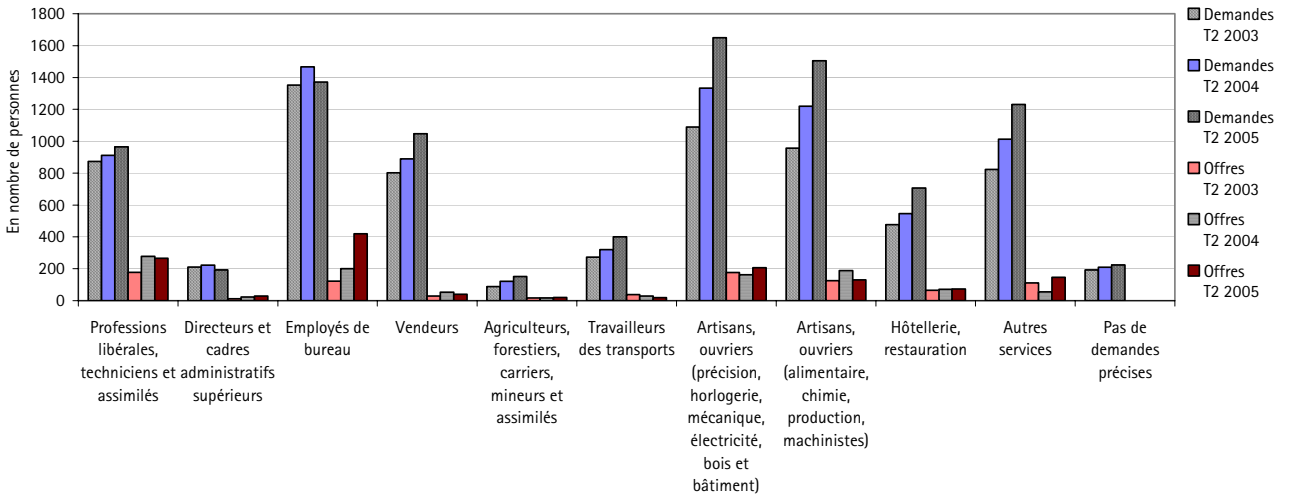
Le rapport "demandes/offres" continue de s'améliorer

A l'aide du graphique 39, on peut se rendre compte que le nombre d'offres d'emplois non-satisfaites est nettement insuffisant pour pourvoir toutes les demandes. Sur les huit premiers mois de l'année, 1 205 offres d'emplois ont en moyenne été enregistrées à l'ADEM contre 9 573 demandes d'emplois. Le rapport "demandes/offres", indicateur d'(in)adéquation, s'est pourtant amélioré sur les deux dernières années: de 9 demandeurs par offre en 2003 il est passé à 8.6 en 2004 et à 7.9 au début de 2005.

Catégorie de travail recherché

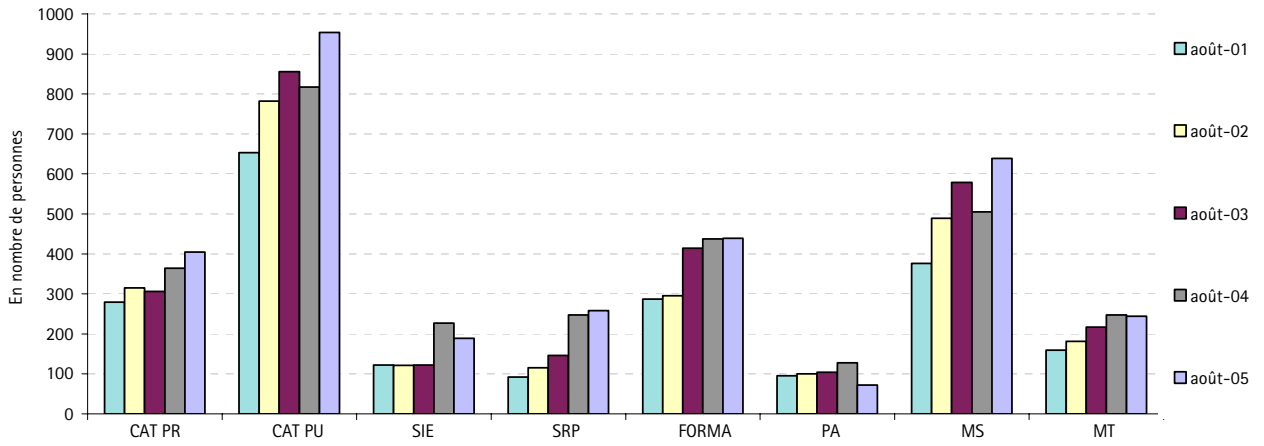
Parmis les demandeurs d'emploi, la majorité est à la recherche d'un emploi "Artisan, ouvrier" (plus de 30%). 14.5% des demandeurs d'emploi sont à la recherche d'un emploi de bureau, 12.7% cherchent dans les services, 11.1% en tant que vendeur, 10.2% dans une profession libérale ou comme technicien et 7.7% dans l'Horeca. Sur les huit premiers mois de l'année, il y a eu moins de demandeurs "Directeurs et cadres administratifs supérieurs" et d'employés de bureau qu'en 2004, ce qui se reflète également au niveau de la formation des chômeurs enregistrés.

Graphique 39: Offres et demandes d'emploi non-satisfaites



Source: ADEM

Graphique 40: Évolution du nombre de personnes dans les différentes mesures pour l'emploi



Source: ADEM

CAT PU	Contrat d'auxiliaire temporaire du secteur public	SRP	Stage de réinsertion professionnelle	MS	Mesures Spéciales
CAT PR	Contrat d'auxiliaire temporaire du secteur privé	FORMA	Mesures de formation	MT	Mises au Travail
SIE	Stage d'insertion en entreprise	PA	Pool des Assistants		

5.2.2. Différents concepts de chômage

Taux de chômage au sens large à 6.2% en août

A côté du taux de chômage au sens strict, le STATEC élabore également un taux de chômage au sens large, qui tient, à côté des demandeurs d'emploi non satisfaits inscrits à l'ADEM, également compte des personnes engagées dans une mesure pour l'emploi. Ainsi, le nombre de demandeurs total s'élève en moyenne mensuelle sur le début de 2005 à 13 000 personnes, dont 9 573 demandeurs d'emploi non satisfaits et 3 426 personnes engagées dans une mesure pour l'emploi.

Le taux de chômage au sens large continue à augmenter, il passe de 6.0% en janvier à 6.2% en août (taux corrigé des variations saisonnières). Notons encore que les personnes en mesure pour l'emploi connaissent depuis la mi-2002 une croissance moindre que les demandeurs d'emploi non satisfaits (cf. graphique 38). Ainsi, des 1 468 demandeurs d'emploi qui se sont enregistrés à l'ADEM entre août 2004 et août 2005, seulement 228 personnes (soit 1/6) ont pu être placés dans des mesures. Depuis 2002, le chômage au sens strict progresse plus vite que le chômage au sens large, ce qui pourrait faire signe d'une certaine saturation des mesures pour l'emploi.

Forte progression des personnes sous CAT et dans les mesures spéciales

La majorité des personnes engagées dans une mesure pour l'emploi se trouve sous contrat d'auxiliaire temporaire, communément appelé "CAT" (40.6%, dont 28.7% dans le secteur public et 11.9% dans le secteur privé). Il s'agit d'une "mesure pour demandeurs d'emplois âgés de moins de 30 ans recevant, dans le secteur public ou dans une entreprise privée, une initiation pratique rémunérée, facilitant la transition entre l'enseignement reçu et la vie active". Les mesures de formation et les mesures spéciales (pour demandeurs d'emploi non-indemnisés par l'ADEM, pris en charge par des associations sans but lucratif) occupent plus de 17% des personnes en mesure chacune. Les autres personnes se retrouvent dans des stages de réinsertion professionnelle (7.7%), des mises au travail (7.6%), des stages d'insertion en entreprise (6.4%) ou dans le pool des assistants (pool de personnes rémunérées, chargées d'assister les directeurs des établissements post-primaires dans la surveillance et dans les domaines préscolaire et administratif, 2.8%).

Sur les huit premiers mois de 2005, le pool des assistants note une baisse des personnes y affectées (-25.6%). La progression la plus importante est observée pour les stages de réinsertion professionnelle (+26.2%), puis viennent les stages d'insertion en entreprise (+23.8%) et les CAT dans le secteur public (+19.2%). En chiffres absolus, ce sont les CAT dans le secteur public (+137 personnes entre août 2004 et août 2005) et les mesures spéciales (+134 personnes sur la même période) qui absorbent presque tous les demandeurs d'emploi en mesure (cf. graphique 40).

Chômage au sens du BIT et chômage au sens large se rapprochent de plus en plus

Comme le chômage au sens strict est le chômage le plus proche du chômage BIT -Bureau international du travail- (cf. graphique 41), qui est la référence au niveau international, celui-ci a été retenu comme chômage officiel.

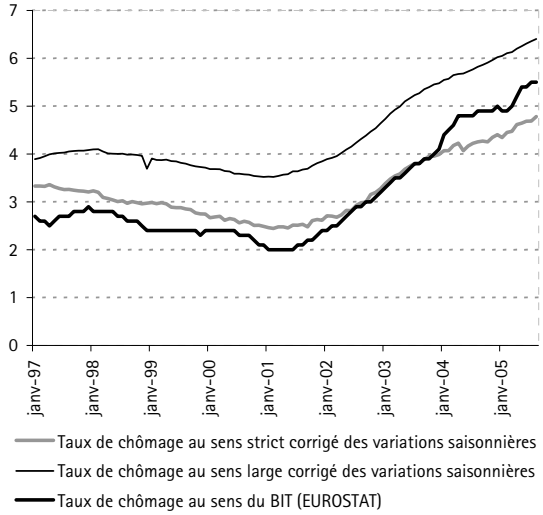
Au sens du BIT, est considéré comme chômeur, toute personne qui:

- est sans emploi durant la semaine de référence,
- recherche activement un emploi et
- est disponible pour occuper un nouvel emploi dans un délai de quinze jours.

Pourtant, ces données ne sont disponibles que sur une base annuelle (elles reposent sur l'enquête trimestrielle auprès des forces de travail - EFT). Le taux de chômage Eurostat représente un hybride entre chômage au sens du BIT (dont le niveau annuel est retenu) et le chômage au sens strict de l'ADEM (qui sert à cerner l'évolution au cours de l'année).

Le graphique ci-joint représente les trois taux de chômage: au sens strict (ADEM), au sens large (ADEM) et au sens du BIT (chômage EFT, recalculé par Eurostat). On note que le chômage au sens du BIT a dépassé le taux de chômage au sens strict depuis 2004 et qu'il se rapproche de plus en plus du chômage au sens large.

Graphique 41: Différents concepts de taux de chômage



Sources: ADEM, IGSS, EUROSTAT, STATEC

* Le taux de chômage au sens strict se base sur les demandes d'emploi non-satisfaites (DENS) inscrites à l'ADEM.
Le taux de chômage au sens large, tient à côté des DENS également compte des personnes engagées dans une mesure pour l'emploi.
Le taux de chômage BIT se base sur les résultats des enquêtes sur les forces de travail.

Tableau 26: Chômage partiel

							Année				2005
Branche	Nace	2000	2001	2002	2003	2004	2005[3]	T1	T2	T3	oct-05
Entreprises concernées							**Moyenne mensuelle du nombre d'entreprises en chômage partiel**				
Ayant introduit une demande		1	5	4	4	4	5	6	4	5	6
Ayant effectivement tiré[1]		1	4	2	2	4	...	6	3	1	...
Travailleurs concernés							**Moyenne mensuelle du nombre de travailleurs en chômage partiel**				
Sur base des demandes introduites		124	232	245	169	94	140	179	74	131	250
Sur base des demandes tirées[1]		76	116	81	88	63	67	153	39	...	...
Hommes-mois en chômage complet[2]		17	51	38	42	48	33	75	35	...	...
		Travailleurs concernés sur base des demandes introduites, répartition par secteur d'activité									
Industries manufacturières	15-37	121	189	231	123	74	108	147	42	106	198
Industries alimentaires	15	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Industrie textile	17	-	-	-	-	-	1	-	3	-	-
Travail du bois	20	-	-	7	0	21	-	-	-	-	-
Industrie chimique	24	2	5	-	-	8	1	3	-	-	-
Industrie du caoutchouc et des plastiques	25	-	-	-	-	8	-	-	-	-	-
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	26	107	105	99	8	0	25	40	-	18	79
Métallurgie	27	-	105	99	8	-	20	40	-	27	-
Travail des métaux	28	-	12	79	26	5	17	8	3	28	50
Fabrication de machines et équipements	29	12	0	25	0	0	8	-	5	16	15
Fabrication de machines et appareils électriques	31	-	5	5	16	3	18	-	11	17	54
Fabrication d'instruments médicaux, de précision,d'optique et horlogerie	33	-	-	-	-	-	6	-	20	-	-
Industrie automobile	34	-	-	5	16	3	9	31	-	-	-
Récupération	37	-	-	-	-	-	10	9	25	-	-
Construction	45	3	34	10	5	9	3	-	7	3	-
Commerce, réparation	50-52	-	0	-	13	3	16	19	-	20	44
Transports et communications	60-64	-	34	10	0	0	-	-	-	-	-
Immobilier, location et services aux entreprises	70-74	-	1	3	0	0	2	2	-	1	8
Education	80	-	-	-	3	2	-	-	-	-	-
Services collectifs, sociaux et personnels	90-93	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-
Economie entière	**01-99**	124	232	245	165	94	140	179	74	131	250

[1] Le fait d'introduire une demande ne signifie pas que l'entreprise utilise effectivement le chômage partiel. Les entreprises disposent d'un certain délai pour remettre leur décompte, de sorte que les chiffres sur les demandes tirées en 2002 et 2003 ne sont pas définitifs.
[2] Calcul sur base des heures de travail perdues pour les demandes effectivement tirées.
[3] Ayant introduit une demande = 10 mois, ayant effectivement tiré= 6 mois
Sources: Comité de Conjoncture, Ministère du Travail, STATEC

5.2.3. Chômage partiel

Sur les dix premiers mois de l'année, 52 entreprises ont introduit une demande de chômage partiel, contre 36 sur la même période de l'année précédente. Parmi ces 52 entreprises, 28 l'ont fait pour des raisons conjoncturelles, 14 pour des motifs structurels et 10 à cause d'un lien de dépendance économique. Le nombre de travailleurs concernés s'est également accru au cours de l'année 2005: de 85 personnes en moyenne sur les dix premiers mois de 2004 il est passé à 140 personnes sur la même période en 2005 (soit +66%).

Les années 2003 et 2004 avaient été marquées par une forte diminution du chômage partiel dans l'industrie manufacturière, traditionnellement la branche la plus concernée (de 231 personnes en moyenne par mois en 2002 le nombre des personnes concernées était passé à 74 en 2004). En 2005, on note pourtant une hausse des personnes concernées dans l'industrie manufacturière (+68%). C'est surtout dans la métallurgie et dans le travail des métaux, c'est-à-dire là où le nombre de concernés avait fortement reculé au cours des deux dernières années, qu'on note une hausse en 2005. Sont également touchés la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques, la récupération, la fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie et l'industrie automobile.

Le Commerce note en 2005 un nombre élevé de personnes touchées par un horaire de travail réduit par rapport aux années précédentes (16 personnes en moyenne par mois). La Construction, les Transports et communications, l'Immobilier, de location et services aux entreprises ainsi que l'Education, qui avaient noté une hausse en 2003 ne font presque plus appel au chômage partiel en 2005.

5.2.4. Demandes d'indemnisation de frontaliers ayant perdu leur emploi au Luxembourg (E301)

Afin de cerner le nombre de frontaliers perdant leur emploi, le STATEC utilise le nombre de demandes du formulaire E301, qui sert aux travailleurs frontaliers à prouver leurs périodes d'emploi au Luxembourg, afin de pouvoir bénéficier des indemnités de chômage dans leur pays de résidence. Cette source d'information comporte un biais puisqu'elle ne tient ni compte des frontaliers perdant leur emploi mais ne sollicitant pas ce formulaire, ni des chômeurs demandant ce formulaire mais ayant retrouvé rapidement un emploi. Précisons encore que ces chiffres sont "majorés" par les travailleurs intérimaires, représentant environ la moitié des frontaliers sollicitant ce formulaire. Étant donné la durée de mission souvent très courte dans ce secteur, il est possible qu'un travailleur introduise plusieurs demandes par trimestre, voire par mois.

Le rapport entre les demandes de formulaires E301 et le nombre de frontaliers ayant un emploi au Luxembourg donne un taux de perte d'emplois des frontaliers. Il ne s'agit donc pas d'un "taux de chômage frontalier" dans la mesure où seules les nouvelles demandes de formulaires sont prises en compte et non le stock de frontaliers réellement en situation de chômage.

Après avoir baissé sur les quatre derniers trimestres, le nombre de demandes de formulaires E301 augmente de 5.3% au deuxième trimestre 2005 par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le ratio "demandes de formulaires E301 par rapport au nombre de frontaliers" est de 0.8% au 2ème trimestre 2005, soit au même niveau qu'il y a un an. Le dernier chiffre disponible, celui d'août 2005 (0.53%), est le plus faible depuis décembre 2000 (0.45%). Sur les huit premiers mois de l'année 2005, le nombre d'attestations E301 a reculé de 0.3% et le ratio de 0.05 points de % (de 0.83% sur les huit premiers mois de 2004 à 0.78% sur la même période de 2005).

Tableau 27: Demandes d'indemnisation de frontaliers ayant perdu leur emploi au Luxembourg

	2000	2001	2002	2003	2004	2005 8 mois	2004				2005	
							T1	T2	T3	T4	T1	T2
											Moyenne mensuelle	
Attestations E 301[1]	559	847	846	1 005	907	916	1 009	887	837	895	953	933
Frontaliers	87 363	97 342	102 952	106 856	111 920	117 175	108 976	111 312	113 235	114 158	115273	117545
Ratio: E 301/frontaliers	0.64	0.87	0.82	0.94	0.81	0.78	0.93	0.80	0.74	0.78	0.83	0.79
											Variation annuelle (%)	
Attestations E 301	-24.6	51.6	5.2	18.8	-8.0	-0.3	22.7	-22.4	-9.5	-20.9	-5.6	5.3
Frontaliers	11.5	11.4	5.8	3.8	5.5	5.8	3.9	4.6	6.4	5.4	5.8	5.6
Ratio: E 301/frontaliers[2]	-0.31	0.23	-0.05	0.12	-0.13	-0.05	0.14	-0.28	-0.12	-0.26	-0.10	0.00

Source: IGSS, Ministère du Travail

[1] Le formulaire E301 sert aux travailleurs frontaliers à prouver leurs périodes d'emploi au Luxembourg afin de pouvoir bénéficier des indemnités de chômage dans leur pays de résidence.

[2] Variation en points de %

5.2.5. Chômage en Europe

Baisse du chômage en Europe

Selon les estimations d'Eurostat, 12.6 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage en août 2005 dans la zone euro, contre 12.8 millions un an auparavant. Pour l'UE25, leur nombre passe de 19.3 à 18.8 millions sur la même période. Le chômage en Europe est donc en baisse. En août 2005, la zone euro note un taux de chômage, corrigé des variations saisonnières, de 8.6%, contre 8.9% un an auparavant, le taux de chômage en UE25 passe sur la même période de 9.0% à 8.7%.

Le Luxembourg note en août 2005 avec 5.5% un taux de chômage relativement bas par rapport aux autres pays de l'UE25. Pourtant, il ne se situe plus en tête du peloton. C'est l'Irlande, qui note avec 4.3% le taux le plus bas, suivi du Royaume-Uni (4.6% en juin), des Pays-Bas (4.7%), du Danemark (4.8%), de l'Autriche (5.2%) et de Chypre (5.5%). Les taux les plus élevés sont enregistrés en Pologne (17.5%), en Slovaquie (15.2%), en Grèce (9.9% en mars), en France et en Allemagne (9.6% chacun).

Convergence des taux de chômage vers la moyenne

C'est toujours le Luxembourg, qui, sur un an, note la hausse relative la plus importante (de 4.9% à 5.5%), suivi de la Hongrie, de Chypre et de l'Autriche. Les baisses les plus fortes ont été enregistrées en Lituanie, en Estonie, en Slovaquie, en Espagne et au Danemark.

On observe une certaine convergence des taux de chômage en Europe (cf. graphique 42). Tous les pays ayant un taux de chômage supérieur à la moyenne européenne notent une baisse du chômage, alors que les pays ayant un taux relativement faible notent une augmentation du chômage (à l'exception de l'Irlande et du Danemark).

Luxembourg: faible chômage chez les hommes, plus élevé chez les femmes

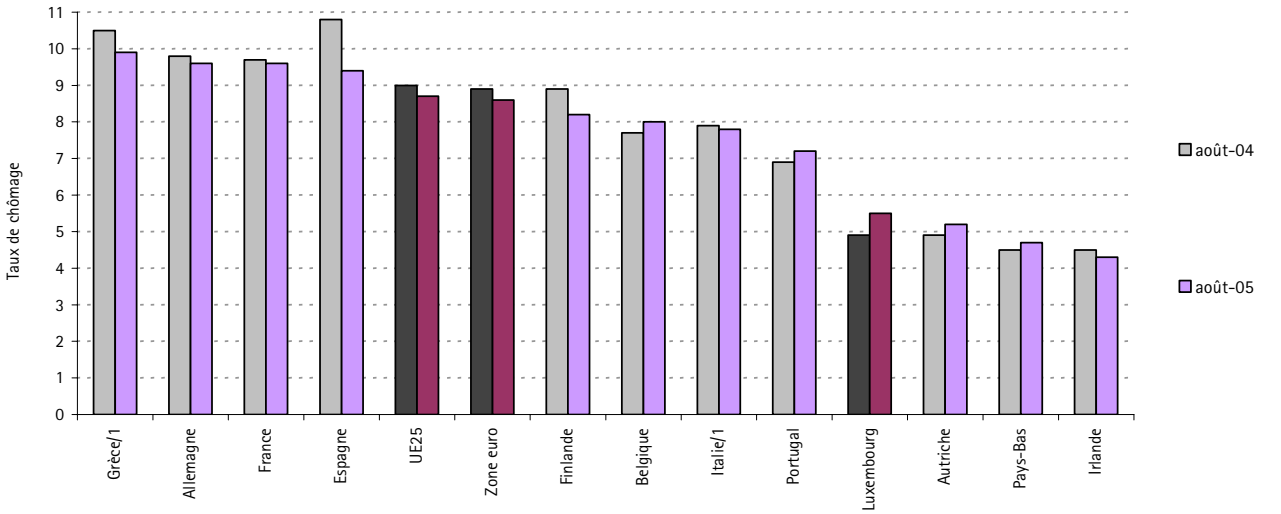
Le Luxembourg tient en août 2005 toujours le taux de chômage le plus faible chez les hommes, mais là aussi, le Grand-Duché note la détérioration la plus importante (de 3.4% en août 2004 il passe à 3.9% un an plus tard). En UE25, le taux de chômage des hommes note sur la même période une baisse, de 8.0% à 7.9%.

Pour les femmes par contre, le Luxembourg connaît un chômage relativement élevé en comparaison européenne (7.7% contre 9.6% en UE25) et se retrouve seulement au milieu du peloton. L'Irlande note avec seulement 3.7% le taux de chômage des femmes le plus faible, suivi du Royaume-Uni (4.1% en juin), des Pays-Bas (5.3%), du Danemark (5.7%) et de l'Autriche (5.8%).

Chômage des jeunes: le Luxembourg en 16ème position

En ce qui concerne les jeunes chômeurs (moins de 25 ans), le Luxembourg enregistre en août 2005 un des taux les plus élevés de l'UE25 (19.7% contre 17.7% en UE25), il est dépassé seulement par la Pologne (35%), la Grèce (25% en mars), la Slovaquie (24.8%), l'Italie (23.1% en mars), la France (22.2%), l'Espagne (20.7%) et la Finlande (20.1%). Les taux les plus faibles chez les jeunes sont enregistrés en Irlande et aux Pays-Bas (7.9% chacun) et au Danemark (8.0% en juin).

Graphique 42: Taux de chômage harmonisés en Europe, août 2004/août 2005



Source: Eurostat

[1] Taux de chômage de mars pour 2005

C. Annexe statistique

Mise à jour: 7 octobre 2005

Sommaire

page

Tableau 1a: PIB optique dépenses (prix courants) 68
Tableau 1a – suite: PIB optique dépenses (prix constants) 69
Tableau 1b: Formation brute de capital fixe (prix courants) 70
Tableau 1b – suite: Formation brute de capital fixe (prix constants) 71
Tableau 1c: Exportations et Importations (prix courants) 72
Tableau 1c – suite: Exportations et Importations (prix constants) 73
Tableau 2a: Indice des prix à la consommation, désagrégation de l'indice luxembourgeois (IPCN) 74
Tableau 2b: Indice des prix à la consommation harmonisé, comparaison internationale 75
Tableau 2c: Prix à la production, industrie et construction 76
Tableau 2c – suite: Prix à la production, industrie et construction 77
Tableau 2d: Taux de change et termes de l'échange (liés aux exportations de biens) 78
Tableau 2e: Coût salarial, Luxembourg 79
Tableau 2f: Coût salarial, comparaison par pays 80
Tableau 2f – suite: Coût salarial moyen, comparaison par pays, industrie 81
Tableau 3a – 1: Enquête d'activité dans l'industrie – Production du mois en volume 82
Tableau 3a – 2: Enquête d'activité dans l'industrie – Production par jour ouvrable en volume 83
Tableau 3a – 3: Enquête d'activité dans l'industrie – Commandes nouvelles totales en valeur 84
Tableau 3a – 4: Enquête d'activité dans l'industrie – Nombre de salariés 85
Tableau 3a – 5: Enquête d'activité dans l'industrie – Heures travaillées 86
Tableau 3a – 6: Enquête d'activité dans l'industrie – Coût salarial unitaire 87
Tableau 3b: Activité dans la construction 88
Tableau 3c: Activité dans le commerce 89
Tableau 3d: Activité dans les services financiers 90
Tableau 4a: Enquête de conjoncture, Industrie 91
Tableau 4b: Enquête de conjoncture, Construction 91
Tableau 5a: Marché du travail 92
Tableau 5b: Travail intérimaire, autres indicateurs du marché du travail 93
Tableau 5c-1: Taux de chômage harmonisé, total et jeunes, comparaison internationale 94
Tableau 5c-2: Taux de chômage harmonisé, par sexe, comparaison internationale 95
Tableau 6a: Statistiques du commerce extérieur 96
Tableau 6b: Balance des paiements: compte des transactions courantes 97
Tableau 6c: Balance des paiements: compte des opérations financières 98

De brèves notes explicatives font suite à certains tableaux. Des explications plus détaillées (commentaires méthodologiques et historiques) peuvent être trouvées aux pages correspondantes de l'annuaire statistique du STATEC ou sur le site Internet www.statec.public.lu.

A noter que la mention "taux de variation" fait référence à des taux de variation interannuels, c'est-à-dire par rapport à la période correspondante.

Notes méthodologiques:

-	Résultat rigoureusement nul.
.	Il ne saurait être question d'inscrire un nombre en raison de la nature des choses.
...	Le renseignement n'est pas disponible ou bien ne peut être communiqué pour cause de secret statistique.
blanc	Résultat non publié

La reproduction totale ou partielle de la présente annexe est autorisée à condition d'en citer la source.

Renseignements:

STATEC
Centre Administratif Pierre Werner
13, rue Erasme
L-1468 Luxembourg-Kirchberg
Tél: 478 – 4234/4339
Fax: 241812
E-mail: statec.post@statec.etat.lu
http://www.statec.public.lu

Pour en savoir plus:

Pascale Armstrong
Tél: 478 - 4234
E-mail: Pascale.Armstrong-Pax@statec.etat.lu

Bastien Larue
Tél: 478 – 4339
E-mail: Bastien.Larue@statec.etat.lu

Tableau 1a: PIB optique dépenses (prix courants)

	Produit Intérieur Brut (PIB)	Consommation finale nationale des ménages (yc les ménages collectifs)	Consommation publique	Formation brute de capital[1]	Exportations	Importations
						Prix courants, Mio EUR
1995	13 215	6 330	2 435	2 831	14 414	12 796
1996	13 928	6 698	2 632	3 013	15 482	13 897
1997	15 491	7 058	2 776	3 570	18 481	16 393
1998	17 007	7 601	2 851	4 031	21 653	19 128
1999	18 739	7 914	3 145	4 597	25 509	22 426
2000	21 279	8 490	3 343	4 999	32 320	27 874
2001	22 020	9 212	3 729	5 245	33 708	29 873
2002	22 805	9 706	4 018	4 827	32 758	28 505
1T 2003	5 611	2 400	1 009	1 047	8 007	6 852
2T 2003	5 944	2 516	1 020	1 296	8 114	7 002
3T 2003	5 918	2 520	1 041	1 267	8 091	7 001
4T 2003	6 483	2 612	1 291	1 449	8 713	7 582
2003	23 956	10 048	4 361	5 059	32 924	28 437
1T 2004	6 115	2 559	1 129	1 133	8 985	7 691
2T 2004	6 371	2 570	1 121	1 451	9 339	8 109
3T 2004	6 302	2 576	1 105	1 187	9 182	7 748
4T 2004	6 875	2 699	1 353	1 229	10 017	8 422
2004	25 664	10 404	4 708	4 999	37 522	31 970
						Taux de variation en % (glissement annuel)
1996	5.4	5.8	8.1	6.4	7.4	8.6
1997	11.2	5.4	5.5	18.5	19.4	18.0
1998	9.8	7.7	2.7	12.9	17.2	16.7
1999	10.2	4.1	10.3	14.0	17.8	17.2
2000	13.6	7.3	6.3	8.7	26.7	24.3
2001	3.5	8.5	11.5	4.9	4.3	7.2
2002	3.6	5.4	7.8	-8.0	-2.8	-4.6
1T 2003	2.3	2.2	9.8	41.3	-7.7	-4.8
2T 2003	1.4	3.0	8.5	15.5	-2.9	0.1
3T 2003	7.1	5.1	7.0	-4.2	5.5	2.4
4T 2003	9.3	3.7	8.8	-11.7	8.1	1.4
2003	5.0	3.5	8.5	4.8	0.5	-0.2
1T 2004	9.0	6.6	11.9	8.2	12.2	12.2
2T 2004	7.2	2.1	9.9	11.9	15.1	15.8
3T 2004	6.5	2.2	6.2	-6.3	13.5	10.7
4T 2004	6.1	3.3	4.8	-15.2	15.0	11.1
2004	7.1	3.5	8.0	-1.2	14.0	12.4

[1] Formation brute de capital fixe, y compris variation de stocks et acquisitions moins cessations de valeurs.
Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

L'ensemble de la documentation (méthodologie, tableaux) relative aux comptes nationaux selon le système européen harmonisé de comptes nationaux (SEC 95) est disponible sur le site Internet www.statistiques.public.lu/fr/economie/index.html. Y sont fournis notamment des explications quant au passage du SEC 79 au SEC 95, ainsi que tous les détails statistiques (principaux agrégats selon les optiques production, dépenses et revenus à prix courants et à prix constants ainsi que les tableaux détaillés par branches d'activité à prix courants et à prix constants).

Tableau 1a – suite: PIB optique dépenses (prix constants)

	Produit Intérieur Brut (PIB) [1]	Consommation finale nationale des ménages (yc les ménages collectifs)	Consommation publique	Formation brute de capital[2]	Exportations	Importations
					Prix constants, année de référence 1995, Mio EUR	
1995	13 215	6 330	2 435	2 831	14 414	12 796
1996	13 656	6 604	2 572	3 000	15 247	13 768
1997	14 790	6 859	2 651	3 468	17 496	15 677
1998	15 809	7 309	2 686	3 929	19 967	18 079
1999	17 044	7 496	2 882	4 426	22 918	20 718
2000	18 582	7 840	3 021	4 687	26 888	23 918
2001	18 870	8 239	3 217	4 761	27 383	24 792
2002	19 335	8 502	3 319	4 333	27 221	24 154
1T 2003	4 760	2 073	853	935	6 812	5 952
2T 2003	4 981	2 177	862	1 166	6 894	6 143
3T 2003	4 913	2 170	858	1 122	6 767	6 029
4T 2003	5 246	2 220	913	1 263	7 247	6 424
2003	19 900	8 640	3 486	4 483	27 720	24 548
1T 2004	5 037	2 181	924	1 012	7 377	6 503
2T 2004	5 225	2 174	918	1 283	7 497	6 680
3T 2004	5 098	2 173	901	1 035	7 287	6 337
4T 2004	5 444	2 237	951	1 074	7 832	6 693
2004	20 803	8 766	3 693	4 406	29 994	26 213
					Taux de variation en % (glissement annuel)	
1996	3.3	4.3	5.6	6.0	5.8	7.6
1997	8.3	3.9	3.0	15.6	14.7	13.9
1998	6.9	6.6	1.3	13.3	14.1	15.3
1999	7.8	2.6	7.3	12.6	14.8	14.6
2000	9.0	4.6	4.8	5.9	17.3	15.4
2001	1.5	5.1	6.5	1.6	1.8	3.7
2002	2.5	3.2	3.2	-9.0	-0.6	-2.6
1T 2003	2.6	-0.5	5.9	36.5	-2.9	-1.1
2T 2003	-0.6	1.8	4.9	16.2	0.1	4.5
3T 2003	3.4	3.5	4.1	-4.6	3.9	2.6
4T 2003	6.3	1.6	5.3	-14.0	6.5	0.6
2003	2.9	1.6	5.0	3.5	1.8	1.6
1T 2004	5.8	5.2	8.3	8.3	8.3	9.3
2T 2004	4.9	-0.1	6.4	10.0	8.8	8.7
3T 2004	3.8	0.1	5.0	-7.7	7.7	5.1
4T 2004	3.8	0.8	4.2	-14.9	8.1	4.2
2004	4.5	1.5	6.0	-1.7	8.2	6.8

[1] En raison du calcul des agrégats à prix constants "par rapport à l'année de référence 1995" figurant ci-dessus par chaînage sur base de données calculées "aux prix de l'année précédente", il existe une erreur statistique que nous n'avons pas relevé dans ce tableau.
[2] Formation brute de capital fixe, y compris variation de stocks et acquisitions moins cessations de valeurs.

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1b: Formation brute de capital fixe (prix courants)

			Construction			
	Produits métalliques et machines	Matériel de transport	Logement	Autres constructions	Autres	Total
						Prix courants, Mio EUR
1985	370	-37	201	390	17	942
1986	539	93	228	427	29	1 314
1987	575	161	269	504	67	1 576
1988	571	254	336	544	59	1 763
1989	650	269	425	543	79	1 968
1990	708	194	479	675	94	2 154
1991	735	472	562	707	93	2 566
1992	648	168	593	761	123	2 295
1993	649	555	584	904	118	2 811
1994	702	335	513	1 032	265	2 852
1995	588	486	496	1 179	98	2 851
1996	687	450	465	1 236	140	2 976
1997	765	697	496	1 248	237	3 448
1998	814	697	536	1 524	275	3 849
1999	820	1 193	527	1 652	263	4 458
2000	970	760	531	1 881	287	4 434
2001	990	925	647	2 199	252	5 015
2002	920	923	615	2 335	202	4 998
2003	968	377	633	2 503	254	4 738
2004	1 036	426	660	2 446	389	4 959
						Taux de variation en %
1986	45.4	-349.9	13.2	9.5	71.0	39.5
1987	6.7	73.4	18.0	18.0	129.1	20.0
1988	-0.7	57.9	24.7	7.9	-12.8	11.9
1989	13.9	6.2	26.6	-0.1	34.6	11.6
1990	8.9	-28.0	12.9	24.3	18.8	9.4
1991	3.7	143.1	17.2	4.7	-0.8	19.1
1992	-11.8	-64.4	5.5	7.6	31.4	-10.6
1993	0.1	230.0	-1.4	18.8	-3.7	22.5
1994	8.3	-39.6	-12.2	14.1	124.8	1.5
1995	-16.3	45.1	-3.2	14.3	-63.1	0.0
1996	16.8	-7.5	-6.4	4.8	42.5	4.4
1997	11.3	55.1	6.7	1.0	69.9	15.9
1998	6.4	-0.1	8.1	22.1	15.9	11.6
1999	0.7	71.2	-1.7	8.4	-4.2	15.8
2000	18.3	-36.2	0.7	13.9	9.1	-0.5
2001	2.1	21.7	21.9	16.9	-12.2	13.1
2002	-7.1	-0.2	-5.0	6.2	-19.9	-0.3
2003	5.2	-59.2	3.0	7.2	25.9	-5.2
2004	7.0	12.9	4.2	-2.3	53.0	4.7

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1b – suite: Formation brute de capital fixe (prix constants)

	Produits métalliques et machines	Matériel de transport	Construction		Autres	Total
			Logement	Autres constructions		
						Prix constants, année de référence 1995, Mio EUR
1985	404	-44	295	573	27	1 227
1986	586	106	326	611	45	1 683
1987	621	181	375	703	98	1 982
1988	633	279	461	747	83	2 209
1989	705	294	546	699	105	2 361
1990	760	208	561	791	118	2 441
1991	783	500	627	789	114	2 826
1992	679	174	615	790	142	2 400
1993	656	575	601	931	128	2 894
1994	706	339	522	1 050	274	2 895
1995	588	486	496	1 179	98	2 851
1996	704	433	461	1 226	137	2 960
1997	779	619	487	1 225	219	3 336
1998	878	612	519	1 474	248	3 729
1999	924	1 013	501	1 569	233	4 274
2000	1 090	595	492	1 742	245	4 124
2001	1 122	708	576	1 957	202	4 535
2002	1 064	720	534	2 028	158	4 485
2003	1 130	298	539	2 132	194	4 204
2004	1 195	332	556	2 059	204	4 349
						Taux de variation en %
1986	45.2	-339.5	10.4	6.7	64.3	37.1
1987	6.0	70.4	15.1	15.0	119.0	17.7
1988	1.8	54.2	22.8	6.3	-15.3	11.5
1989	11.4	5.4	18.5	-6.5	26.5	6.9
1990	7.8	-29.3	2.8	13.2	12.5	3.4
1991	3.0	140.2	11.7	-0.2	-2.8	15.8
1992	-13.3	-65.1	-1.8	0.1	23.6	-15.1
1993	-3.4	230.0	-2.3	17.8	-9.7	20.6
1994	7.7	-40.9	-13.2	12.8	114.3	0.0
1995	-16.7	43.2	-5.0	12.3	-64.2	-1.5
1996	19.6	-10.8	-7.1	3.9	40.4	3.8
1997	10.7	42.7	5.6	-0.1	59.2	12.7
1998	12.7	-1.2	6.6	20.3	13.2	11.8
1999	5.2	65.6	-3.5	6.5	-6.1	14.6
2000	18.0	-41.2	-1.8	11.0	5.1	-3.5
2001	2.9	18.9	17.2	12.4	-17.6	10.0
2002	-5.2	1.8	-7.3	3.6	-21.8	-1.1
2003	6.2	-58.6	1.0	5.1	22.8	-6.3
2004	5.8	11.6	3.0	-3.4	5.2	3.5

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1c: Exportations et Importations (prix courants)

	Exportations			Importations		
	Biens	Services	Consommation des non-résidents sur le territoire	Biens	Services	Consommation des luxembourgeois à l'étranger
						Prix courants, Mio EUR
1995	6 390	6 832	1 192	7 700	4 728	368
1996	6 224	7 988	1 270	7 747	5 761	389
1997	7 056	9 944	1 480	8 878	7 094	420
1998	7 826	12 185	1 641	9 870	8 786	472
1999	8 073	15 460	1 976	10 631	11 304	491
2000	9 561	20 429	2 330	12 027	15 339	508
2001	10 399	21 069	2 240	13 158	16 162	554
2002	10 384	19 813	2 561	12 785	15 164	556
1T 2003	2 688	4 687	632	3 219	3 527	106
2T 2003	2 505	4 963	646	3 162	3 705	135
3T 2003	2 287	5 168	635	2 926	3 879	196
4T 2003	2 465	5 599	650	3 168	4 281	133
2003	9 945	20 416	2 563	12 474	15 392	571
1T 2004	2 670	5 694	621	3 240	4 316	134
2T 2004	2 726	5 828	784	3 568	4 388	153
3T 2004	2 606	5 783	792	3 239	4 309	200
4T 2004	2 887	6 264	866	3 539	4 743	140
2004	10 889	23 570	3 063	13 611	17 756	627
						Taux de variation en % (glissement annuel)
1996	-2.6	16.9	6.5	0.6	21.8	5.8
1997	13.4	24.5	16.6	14.6	23.2	8.1
1998	10.9	22.5	10.9	11.2	23.8	12.2
1999	3.2	26.9	20.4	7.7	28.7	4.1
2000	18.4	32.1	17.9	13.1	35.7	3.5
2001	8.8	3.1	-3.9	9.4	5.4	9.0
2002	-0.1	-6.0	14.3	-2.8	-6.2	0.4
1T 2003	-5.1	-10.5	4.9	4.7	-12.1	-4.4
2T 2003	-4.7	-1.1	-8.6	2.3	-1.8	0.3
3T 2003	-4.9	11.2	3.1	-6.2	9.9	7.1
4T 2003	-2.0	14.0	2.2	-9.4	11.1	4.9
2003	-4.2	3.0	0.1	-2.4	1.5	2.6
1T 2004	-0.7	21.5	-1.8	0.7	22.4	26.6
2T 2004	8.8	17.4	21.4	12.9	18.4	13.0
3T 2004	13.9	11.9	24.7	10.7	11.1	1.9
4T 2004	17.1	11.9	33.3	11.7	10.8	5.3
2004	9.5	15.4	19.5	9.1	15.4	9.9

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1c – suite: Exportations et Importations (prix constants)

	Exportations			Importations		
	Biens	Services	Consommation des non-résidents sur le territoire	Biens	Services	Consommation des luxembourgeois à l'étranger
						Prix constants, année de référence 1995, Mio EUR
1995	6 390	6 832	1 192	7 700	4 728	368
1996	6 356	7 655	1 236	7 845	5 761	384
1997	7 149	8 919	1 419	8 788	7 094	408
1998	7 966	10 407	1 557	9 848	8 786	453
1999	8 504	12 460	1 812	10 748	11 304	465
2000	9 621	15 012	1 988	11 476	15 339	463
2001	10 562	14 855	1 881	12 469	16 162	496
2002	10 527	14 548	2 106	12 148	15 164	487
1T 2003	2 685	4 132	504	3 006	3 006	91
2T 2003	2 539	4 313	516	3 064	3 064	116
3T 2003	2 332	4 352	504	2 828	2 828	168
4T 2003	2 524	4 640	514	3 038	3 038	113
2003	10 079	15 374	2 039	11 936	15 392	488
1T 2004	2 680	4 643	478	3 043	3 043	113
2T 2004	2 627	4 790	584	3 183	3 183	127
3T 2004	2 439	4 742	581	2 827	2 827	166
4T 2004	2 667	5 062	628	3 010	3 010	116
2004	10 413	16 941	2 270	12 063	17 732	522
						Taux de variation en %
1996	-0.5	12.0	3.6	1.9	21.8	4.3
1997	12.5	16.5	14.8	12.0	23.2	6.4
1998	11.4	16.7	9.8	12.1	23.8	11.1
1999	6.7	19.7	16.3	9.1	28.7	2.6
2000	13.1	20.5	9.7	6.8	35.7	-0.4
2001	9.8	-1.0	-5.4	8.7	5.4	7.0
2002	-0.3	-2.1	12.0	-2.6	-6.2	-1.8
1T 2003	-6.5	-1.2	-0.6	2.6	2.6	-6.6
2T 2003	-5.3	2.6	-11.3	4.9	4.9	-1.7
3T 2003	-4.4	7.6	0.2	-4.4	-4.4	4.7
4T 2003	-0.5	9.7	0.0	-8.9	-8.9	2.4
2003	-4.3	5.7	-3.2	-1.8	1.5	0.3
1T 2004	-0.2	12.3	-5.3	1.2	1.2	23.9
2T 2004	3.5	11.1	13.1	3.9	3.9	9.9
3T 2004	4.6	9.0	15.2	0.0	0.0	-1.0
4T 2004	5.7	9.1	22.2	-0.9	-0.9	2.2
2004	3.3	10.2	11.4	1.1	15.2	7.0

Aux erreurs d'arrondi près
Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 2a: Indice des prix à la consommation, désagrégation de l'indice luxembourgeois (IPCN)

					Décomposition de l'indice général par catégories de produits											
	Indice général	Indice général hors produits pétroliers	Indice des produits pétroliers	Inflation "sous-jacente"	Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	Boissons alcoolisées, tabacs	Habillement et chaussures	Logement, eau, électricité et combustibles	Ameublement, équipement de ménage, entretien	Santé	Transports	Communications	Loisirs, spectacles, culture	Enseignement	Hôtels, cafés, restaurants	Biens et services divers
																1996=100
1995	98.8	99.1	93.4	99.1	99.2	97.8	100.0	96.5	99.0	99.1	98.6	97.9	100.1	97.9	99.0	98.9
1996	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1997	101.4	101.2	104.8	101.2	101.1	100.3	100.9	102.9	100.8	101.0	101.1	102.9	101.1	100.8	102.1	101.5
1998	102.3	102.6	97.3	102.5	103.8	104.4	102.1	102.7	102.0	101.8	100.0	101.4	102.4	105.9	104.1	102.3
1999	103.4	103.5	101.6	103.5	105.0	107.5	102.3	104.2	103.4	102.7	101.6	91.2	102.7	110.3	105.1	103.3
2000	106.6	105.5	132.6	105.4	107.2	110.3	103.2	112.2	105.9	114.7	106.7	85.8	104.0	111.9	107.8	103.8
2001	109.5	108.5	130.5	108.4	112.3	113.4	105.4	114.1	108.1	116.7	109.9	75.8	106.5	114.1	111.4	107.9
2002	111.8	111.2	121.9	111.1	116.6	117.6	107.2	114.3	110.0	110.6	111.4	72.6	109.6	123.9	116.3	110.7
2003	114.0	113.5	124.2	113.4	118.9	122.0	108.7	117.5	111.6	107.9	113.8	70.9	112.0	133.2	120.0	113.1
2004	116.6	115.6	140.0	115.4	121.1	127.2	109.2	121.2	113.6	110.2	117.9	69.2	112.6	134.4	123.8	115.4
4T 2004	117.8	116.3	153.3	116.2	121.1	129.3	111.0	125.0	114.5	110.4	119.2	68.3	112.8	134.6	125.2	116.7
1T 2005	118.0	116.7	148.5	116.5	122.1	130.6	108.3	125.9	114.0	109.3	119.7	67.3	112.9	134.7	126.3	116.8
2T 2005	119.3	117.6	159.9	117.5	123.0	132.7	111.2	128.1	115.9	109.3	121.0	66.1	113.8	134.8	127.3	117.5
3T 2005	119.8	117.6	175.2	117.5	123.5	133.0	108.4	130.9	115.1	110.8	122.8	65.7	113.4	137.0	128.8	117.5
juil-05	118.6	116.5	170.9	116.4	123.3	132.9	102.1	130.0	112.7	110.2	122.1	65.6	112.2	134.8	128.5	116.6
août-05	120.2	118.1	173.6	117.9	123.6	133.2	111.6	130.3	116.2	111.1	122.8	65.8	114.0	134.8	128.9	117.7
sept-05	120.6	118.2	181.2	118.0	123.5	132.9	111.6	132.2	116.2	111.0	123.5	65.7	114.0	141.4	128.9	118.1
																Taux de variation annuels en %
1996	1.2	0.9	7.0	0.9	0.8	2.3	0.0	3.7	1.0	0.9	1.4	2.2	-0.1	2.1	1.0	1.1
1997	1.4	1.2	4.8	1.2	1.1	0.3	0.9	2.9	0.8	1.0	1.1	2.9	1.1	0.8	2.1	1.5
1998	1.0	1.5	-7.2	1.3	2.7	4.0	1.2	-0.2	1.2	0.7	-1.1	-1.4	1.3	5.1	2.0	0.7
1999	1.0	0.9	4.4	0.9	1.2	3.0	0.2	1.4	1.4	0.9	1.6	-10.1	0.3	4.1	0.9	1.1
2000	3.2	1.9	30.5	1.9	2.0	2.7	0.9	7.7	2.4	11.7	5.0	-5.9	1.3	1.4	2.6	0.4
2001	2.7	2.8	-1.6	2.8	4.8	2.7	2.1	1.7	2.1	1.8	2.9	-11.7	2.4	2.0	3.3	4.0
2002	2.1	2.5	-6.6	2.5	3.9	3.7	1.7	0.2	1.7	-5.2	1.4	-4.3	3.0	8.6	4.4	2.5
2003	2.0	2.1	1.9	2.1	1.9	3.8	1.5	2.8	1.5	-2.5	2.1	-2.4	2.1	7.5	3.1	2.2
2004	2.2	1.8	12.7	1.8	1.8	4.2	0.5	3.1	1.7	2.1	3.6	-2.3	0.6	0.9	3.2	2.1
4T 2004	2.3	1.5	26.1	1.5	0.9	4.9	0.5	6.1	1.3	1.3	3.8	-3.3	-0.1	0.4	3.7	2.1
1T 2005	2.2	1.7	16.5	1.7	1.1	5.0	0.5	6.4	1.5	-0.6	2.9	-4.0	0.2	0.2	3.2	1.9
2T 2005	2.3	1.7	16.8	1.7	1.6	4.9	0.6	6.8	1.6	-1.1	2.8	-4.7	0.8	0.3	3.1	2.0
3T 2005	2.7	1.8	22.9	1.8	1.7	3.5	0.8	7.7	1.6	0.9	3.7	-5.0	1.0	1.9	3.7	1.8
juil-05	2.6	1.7	21.8	1.7	1.4	3.5	0.7	7.9	1.5	0.5	3.2	-5.2	0.7	0.3	3.8	1.8
août-05	2.7	1.9	20.5	1.9	1.9	4.0	0.8	6.9	1.7	1.0	3.7	-4.8	1.5	0.3	3.6	1.8
sept-05	2.9	1.8	26.4	1.8	1.8	3.0	0.8	8.4	1.6	1.1	4.1	-4.9	0.8	5.2	3.6	1.8

Source: STATEC

L'indice des prix à la consommation est établi mensuellement par le STATEC. Du point de vue technique, la méthode de pondération est du type "Laspeyres" jusqu'en décembre 1998. A partir de 1.1.1999 un "indice chaîne" a été mis en place.

Jusqu'en 1999, le Luxembourg établissait uniquement un indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) conforme aux réglementations en vigueur au niveau communautaire. A partir du 1.1.2000, le Luxembourg établit également un indice national (IPCN), différent de l'indice harmonisé européen. Tandis que la pondération de l'IPCH se base sur la consommation privée *sur le territoire*, celle de l'IPCN prend comme référence la structure de la consommation des habitants (résidants). L'IPCN est utilisé pour l'indexation automatique des salaires au Luxembourg.

Pondérations dans l'IPCN en %

	2001	2002	2003	2004	2005		2001	2002	2003	2004	2005
Produits pétroliers	5..5	4.2	3.7	3.4	4.7	Santé	1.8	2.6	2.3	2.0	1.9
Inflation "sous-jacente"	93.3	94.6	95.2	95.4	94.2	Transports	15.1	16.7	18.0	19.1	20.2
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	14.4	15.4	15.0	14.5	13.7	Communications	1.5	2.1	2.2	2.4	2.3
Boissons alcoolisées, tabacs	4.1	4.3	4.3	4.1	4.0	Loisirs, spectacles, culture	13.3	10.3	10.8	11.1	10.7
Habillement et chaussures	8.4	7.0	6.9	6.4	5.9	Enseignement	0.1	0.5	0.6	0.5	0.6
Logement, eau, électricité et combustibles	13.8	12.4	11.8	11.5	11.9	Hôtels, cafés, restaurants	7.1	7.1	7.2	7.1	6.7
Ameublement, équipement de ménage, entretien	12.7	11.4	10.8	11.4	11.8	Biens et services divers	7.7	10.1	9.9	10.0	10.3

Tableau 2b: Indice des prix à la consommation harmonisé, comparaison internationale

	Luxembourg	Allemagne	France	Belgique	Pays-Bas	Moyenne pondérée des quatre pays	Zone euro	UE25
								1996=100
1995	98.8	98.8	98.0	98.3	98.6	98.5	97.9	97.0
1996	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1997	101.4	101.5	101.3	101.5	101.9	101.5	101.6	102.6
1998	102.4	102.1	102.0	102.4	103.7	102.2	102.7	104.7
1999	103.4	102.8	102.5	103.6	105.8	103.0	103.8	106.4
2000	107.3	104.2	104.4	106.4	108.2	104.8	106.0	109.0
2001	109.9	106.2	106.3	109.0	113.8	107.0	108.5	111.7
2002	112.1	107.6	108.3	110.7	118.2	109.0	110.9	114.1
2003	115.0	108.8	110.7	112.3	120.8	110.7	113.2	116.3
2004	118.7	110.7	113.3	114.4	122.5	112.9	115.7	118.8
3T 2004	119.0	111.1	113.5	114.6	122.5	113.2	115.9	119.0
4T 2004	120.4	111.2	114.1	115.5	122.7	113.5	116.6	119.8
1T 2005	120.6	111.7	114.3	115.6	123.5	113.9	116.7	120.0
2T 2005	122.8	112.4	115.4	117.4	124.5	114.8	118.1	121.3
juin-05	122.9	112.7	115.5	117.7	124.2	115.0	118.3	121.5
juil-05	122.8	113.2	115.3	116.5	123.8	115.1	118.2	121.4
août-05	124.5	113.4	115.8	118.6	124.2	115.5	118.5	121.7
								Taux de variation annuels en %
1996	1.2	1.2	2.1	1.8	1.4	1.5	1.5	3.1
1997	1.4	1.5	1.3	1.5	1.9	1.5	1.5	2.6
1998	1.0	0.6	0.7	0.9	1.8	0.7	0.7	2.1
1999	1.0	0.6	0.6	1.1	2.0	0.8	0.8	1.6
2000	3.8	1.4	1.8	2.7	2.3	1.7	1.7	2.5
2001	2.4	1.9	1.8	2.4	5.1	2.2	2.2	2.5
2002	2.1	1.3	1.9	1.6	3.9	1.8	1.8	2.1
2003	2.5	1.0	2.2	1.5	2.2	1.6	1.6	2.0
2004	3.2	1.8	2.3	1.9	1.4	1.9	1.9	2.2
3T 2004	3.5	2.0	2.4	2.0	1.2	2.1	2.2	2.3
4T 2004	3.9	2.1	2.3	2.3	1.4	2.1	2.3	2.3
1T 2005	3.2	1.7	1.9	2.4	1.4	1.8	2.0	2.0
2T 2005	3.5	1.6	1.8	2.5	1.3	1.7	2.0	2.0
juin-05	3.2	1.8	1.8	2.7	1.5	1.8	2.1	2.0
juil-05	4.0	1.9	1.8	2.7	1.5	1.8	2.2	2.1
août-05	4.3	1.9	2.0	2.9	1.6	2.0	2.2	2.3

Source: STATEC, EUROSTAT

Les indices de prix relatifs aux quatre pays voisins du Luxembourg sont établis sur base de la méthodologie communautaire harmonisée. La moyenne pondérée est calculée à l'aide des pondérations suivantes (pour l'année 2004): Allemagne 50%, France 35.3%, Pays-Bas 9%, et Belgique 5.7%. Celle-ci se base sur les pondérations des différents pays dans l'indice des prix à la consommation harmonisé dans l'Union monétaire (IPCUM).

Tableau 2c: Prix à la production, industrie et construction

	Prix industriels			Prix industriels, par catégories de biens			Prix industriels, par destination		
	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Produits sidérurgiques et ferro-alliages, tubes	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation	Marché intérieur	UE15	Hors UE15
									2000=100
1995	101.1	98.5	108.2	104.5	92.2	92.9	n.d.	95.1	103.6
1996	96.9	97.1	96.5	97.5	94.1	93.3	n.d.	91.0	99.2
1997	98.5	97.7	100.7	99.6	95.2	94.0	n.d.	93.7	100.2
1998	100.2	99.0	103.5	102.1	96.8	93.4	n.d.	96.2	101.7
1999	95.4	96.8	91.4	94.8	96.8	96.9	n.d.	94.1	95.8
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	99.8	101.6	94.9	98.2	100.7	102.1	109.1	104.1	98.4
2002	99.0	99.9	96.7	97.3	102.7	103.3	101.8	103.0	97.7
2003	100.2	100.5	99.6	98.0	103.4	105.0	106.5	106.7	98.2
2004	109.3	102.4	128.6	110.6	109.1	105.0	105.3	116.4	106.9
3T 2004	112.4	104.0	135.9	114.7	109.6	105.5	108.1	119.0	109.6
4T 2004	115.8	104.5	147.3	119.5	112.9	105.4	105.3	119.9	113.6
1T 2005	116.9	106.0	147.4	120.8	111.7	105.4	110.4	118.4	115.1
2T 2005	115.8	107.6	138.7	119.1	108.8	106.7	113.3	117.7	114.0
juin-05	116.4	109.6	135.5	119.7	109.5	106.8	115.0	117.7	114.2
juil-05	115.0	109.9	129.4	116.6	110.9	106.7	124.1	119.1	112.2
août-05	116.5	110.6	133.2	118.2	113.1	106.7	123.8	119.2	114.6
									Taux de variation annuels en %
1996	-4.1	-1.5	-10.9	-6.6	2.1	0.4	n.d.	-4.3	-4.3
1997	1.6	0.7	4.4	2.1	1.1	0.7	n.d.	2.9	1.1
1998	1.7	1.3	2.8	2.5	1.7	-0.7	n.d.	2.7	1.5
1999	-4.8	-2.3	-11.6	-7.2	0.1	3.8	n.d.	-2.1	-5.8
2000	4.8	3.3	9.4	5.5	3.3	3.2	n.d.	6.2	4.3
2001	-0.2	1.6	-5.1	-1.8	0.7	2.1	9.1	4.1	-1.6
2002	-0.8	-1.7	1.9	-0.9	2.0	1.2	-6.7	-1.1	-0.8
2003	1.2	0.6	3.0	0.8	0.7	1.7	4.5	3.6	0.5
2004	9.0	1.9	29.1	12.8	5.6	0.0	-1.1	9.0	8.8
3T 2004	12.1	3.3	37.1	17.4	6.6	0.0	-1.4	10.2	11.9
4T 2004	15.7	4.7	46.2	22.0	8.2	0.7	1.3	12.4	15.9
1T 2005	16.0	6.4	42.1	22.0	5.5	1.4	7.5	8.8	16.5
2T 2005	7.0	6.1	8.9	9.0	0.6	1.4	7.9	-0.1	8.2
juin-05	5.4	7.0	1.9	6.9	-1.2	1.2	8.0	-1.5	6.2
juil-05	4.2	6.7	-1.2	4.0	4.1	1.1	14.7	0.9	4.5
août-05	4.1	7.0	-2.0	3.3	6.1	1.1	13.8	0.1	5.0

Source: STATEC

L'indice des prix à la production dans l'industrie (Nace 14 à 37) est basé sur une enquête mensuelle auprès des entreprises, qui sont questionnées sur les prix de vente de leurs produits à la première commercialisation.

La moyenne des prix à la production de l'industrie est calculée à l'aide des pondérations suivantes: (pour les principaux groupes de production) biens intermédiaires 67.15%, biens d'équipement 11.57%, biens de consommation 21.27%, prix sur le marché intérieur 19.73%, (par destination) prix sur le marché UE15 64.71%, prix à l'exportation (hors UE15) 15.56%.

Tableau 2c – suite: Prix à la production, industrie et construction

		Prix à la construction	
	Prix à la construction (indice agrégé)	Gros œuvre, bâtiment	Installations techniques, parachèvement
	1970=100		1990=100
1995	481.5	114.8	119.9
1996	486.6	115.9	121.3
1997	493.2	117.8	122.4
1998	502.1	120.6	123.8
1999	512.3	123.4	125.8
2000	527.5	127.6	128.8
2001	550.2	134.1	133.0
2002	564.6	137.6	136.8
2003	576.6	140.2	140.5
2004	592.3	144.1	143.9
3T 2004	594.9	144.8	144.4
4T 2004	600.9	146.0	145.7
1T 2005	604.5	147.1	146.7
2T2005	608.1	148.3	147.7
			Taux de variation annuels en %
1996	1.1	1.0	1.1
1997	1.4	1.6	0.9
1998	1.8	2.4	1.1
1999	2.0	2.3	1.6
2000	3.0	3.4	2.4
2001	4.3	5.1	3.3
2002	2.6	2.6	2.8
2003	2.1	1.9	2.7
2004	2.7	2.8	2.4
3T 2004	2.9	3.1	2.5
4T 2004	3.6	3.9	3.2
1T 2005	3.4	3.6	3.2
2T2005	3.3	3.3	3.2

Source: STATEC

Les prix de la construction (NACE 450) sont relevés de façon semestrielle. Les valeurs trimestrielles sont obtenues par interpolation quadratique.

Pondérations: Gros œuvre, bâtiment 59%; installations techniques, parachèvement 41%.

Tableau 2d: Taux de change et termes de l'échange (liés aux exportations de biens)

	Taux de change [1]		Indices des valeurs unitaires		
	Taux de change effectif, exportations de biens	idem, importations	Indices des valeurs unitaires à l'exportation de biens	idem, importation	Termes de l'échange
					2000=100
1995	93.3	95.3	108.5	97.0	111.8
1996	95.0	96.1	103.6	98.9	104.7
1997	97.8	97.9	103.5	98.6	105.0
1998	98.0	98.1	102.3	97.7	104.7
1999	98.5	98.6	98.4	97.2	101.3
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	100.0	100.1	101.2	100.4	100.8
2002	99.6	99.7	102.8	102.0	100.8
					Taux de variation annuels en %
1996	1.9	0.9	-4.5	1.9	-6.3
1997	2.9	1.9	-0.1	-0.3	0.2
1998	0.3	0.2	-1.2	-0.9	-0.3
1999	0.5	0.6	-3.8	-0.5	-3.3
2000	1.5	1.4	1.6	2.9	-1.2
2001	0.0	0.1	1.2	0.4	0.8
2002	-0.4	-0.4	1.6	1.5	0.1

[1] Une augmentation du taux de change effectif correspond à une dépréciation de la devise luxembourgeoise (LUF, respectivement EUR depuis janvier 1999).

Source: STATEC

Les taux de change effectifs et les indices des valeurs unitaires sont établis grâce aux statistiques du commerce extérieur de biens (Intrastat et Extrastat). Les taux de change effectifs sont obtenus en pondérant les taux de change nominaux par la part respective du pays concerné dans le commerce extérieur (exportations ou importations) du Luxembourg. Une diminution du taux de change correspond à une appréciation de la monnaie nationale.

Les indices des valeurs unitaires, qui sont en fait une sorte de prix, sont obtenues en divisant les valeurs (à prix courants) des exportations et importations par des indices de quantités y relatifs. En raison des problèmes liés au contrôle de la qualité d'une marchandise donnée, beaucoup de prudence doit être appliquée lors de l'interprétation de ces chiffres, particulièrement à l'égard des valeurs unitaires à l'importation. Les termes de l'échange sont censés donner une image de la position compétitive d'un pays par la comparaison des "prix" à l'exportation et à l'importation.

Tableau 2e: Coût salarial, Luxembourg

	Coût salarial moyen par mois et par personne, emploi salarié total	Coût salarial par personne dans l'industrie		
	Economie totale	Industrie totale	Sidérurgie	Industrie hors sidérurgie
	EUR par mois			2000=100
1995	...	92.0	88.7	91.1
1996	...	92.3	90.2	91.5
1997	...	94.1	93.2	93.5
1998	2 847	95.8	92.5	96.0
1999	2 932	96.3	93.9	96.5
2000	3 059	100.0	100.0	100.0
2001	3 227	103.9	105.2	104.1
2002	3 328	106.2	107.9	106.4
2003	3 433	109.0	110.9	109.4
2004	3 538	111.7	114.2	112.3
3T 2004	3 331	106.0	109.4	106.5
4T 2004	3 918	121.8	110.1	125.2
1T 2005	3 519	106.5	111.9	106.9
2T 2005	3 633	115.1	130.2	113.9
avr-05	3 562	109.3	108.5	110.7
mai-05	3 597	121.5	168.9	114.9
juin-05	3 740	114.5	113.1	116.2
				Taux de variation annuels en %
1996	...	0.4	1.7	0.5
1997	...	1.9	3.4	2.1
1998	...	1.8	-0.8	2.7
1999	3.0	0.5	1.6	0.6
2000	4.3	3.9	6.5	3.6
2001	5.5	3.9	5.2	4.1
2002	3.1	2.2	2.6	2.2
2003	3.2	2.7	2.7	2.8
2004	3.1	2.4	3.0	2.6
3T 2004	1.7	1.8	3.4	1.8
4T 2004	3.6	1.4	2.5	1.5
1T 2005	3.1	1.4	4.3	1.3
2T 2005	4.0	1.2	0.0	1.9
avr-05	4.0	0.5	0.3	0.8
mai-05	3.4	1.6	-0.8	3.1
juin-05	4.6	1.5	0.9	1.8

Source: IGSS, STATEC

Le coût salarial dans l'industrie est issu des enquêtes d'activité dans l'industrie (voir aussi le tableau 3a-6). Les fichiers de la Sécurité Sociale, provenant de l'IGSS (Inspection Générale de la Sécurité Sociale) permettent de suivre l'évolution des salaires (coût salarial) à brève échéance pour l'ensemble de l'économie. Le *niveau* du coût salarial figurant ci-dessus (salaire brut + gratifications + cotisations) doit être interprété en sachant qu'il existe des minima et des maxima de cotisation.

Tableau 2f: Coût salarial, comparaison par pays

	Belgique	Allemagne	France	Luxembourg	Zone Euro	UE25
						Indice 2000=100
1995	99.1	...	97.8	86.9	...	...
1996	90.0	91.7	88.0	88.5	89.9	...
1997	92.6	93.0	89.7	91.2	92.1	90.2
1998	95.2	94.4	91.9	93.5	93.8	93.0
1999	98.0	96.8	94.6	95.9	96.4	96.1
2000	100.0	100.0	100.0	99.9	100.0	100.1
2001	105.0	102.4	104.8	104.7	103.8	104.7
2002	110.1	104.8	108.8	108.8	107.4	108.6
2003	...	107.4	111.4	112.9	110.7	112.3
2004	...	108.7	114.8	115.0	113.6	116.1
3T 2004	...	108.7	114.9	107.3	113.9	116.6
4T 2004	...	108.8	116.0	126.2	114.6	117.5
1T 2005		109.6	117.6	116.7	115.4	118.3
2T 2005		109.7	117.4	118.4	116.0	118.9
						Taux de variation annuels en %
1996	-9.2	...	-10.0	1.9	...	...
1997	2.9	1.4	1.9	3.1	2.4	...
1998	2.8	1.6	2.4	2.5	1.8	3.0
1999	3.0	2.5	3.0	2.6	2.8	3.4
2000	2.0	3.3	5.7	4.2	3.8	4.1
2001	5.1	2.4	4.8	4.8	3.8	4.6
2002	4.9	2.3	3.9	3.9	3.5	3.7
2003	...	2.5	2.4	3.8	3.1	3.4
2004	...	1.2	3.0	1.8	2.6	3.4
3T 2004	...	0.9	2.9	1.1	2.4	3.5
4T 2004	...	0.7	3.0	2.0	2.5	3.3
1T 2005	...	1.1	3.2	3.8	2.6	3.1
2T 2005	...	0.9	2.7	3.8	2.5	2.8

Source: EUROSTAT, STATEC (pour le Luxembourg)

Les indices du coût total horaire de la main-d'œuvre sont établis par Eurostat pour l'Union européenne (UE15), l'Union monétaire et les différents pays membres. Ils couvrent l'ensemble de l'économie (à l'exception de l'agriculture, de la pêche, de l'exploitation forestière, de l'éducation, des activités diverses, de l'information et des services personnels). Le coût de la main-d'œuvre comprend les salaires et traitements bruts (y compris toutes les primes), les cotisations auprès de la sécurité sociale et les taxes de l'employeur, déduction faite des subventions liées à l'emploi.

Tableau 2f – suite: Coût salarial moyen, comparaison par pays, industrie

	Belgique	Allemagne	France	Luxembourg	Zone Euro	UE25
						Indice 2000=100
1995	99.1	...	97.8	91.3	...	...
1996	90.0	91.7	88.0	91.9	89.9	...
1997	92.6	93.0	89.7	94.4	92.1	90.2
1998	95.2	94.4	91.9	95.3	93.8	93.0
1999	98.0	95.5	95.4	97.1	96.4	96.0
2000	100.0	100.0	100.0	99.9	100.0	100.1
2001	105.0	103.0	104.5	102.9	103.8	104.4
2002	110.1	105.2	108.1	106.8	107.2	108.2
2003	...	107.9	111.2	110.9	110.6	111.9
2004	...	109.5	115.2	112.9	113.8	116.0
3T 2004	...	109.2	115.4	106.4	114.1	116.4
4T 2004	...	109.9	116.7	124.8	114.9	117.4
1T 2005	...	110.8	118.1	111.2	115.6	118.1
2T 2005	...	110.5	118.6	117.3	116.3	118.8
						Taux de variation annuels en %
1996	-9.2	...	-10.0	0.7	...	...
1997	2.9	1.4	1.9	2.7	2.4	...
1998	2.8	1.6	2.4	0.9	1.8	3.0
1999	3.0	1.2	3.8	2.0	2.8	3.3
2000	2.0	4.7	4.8	2.9	3.8	4.2
2001	5.1	3.0	4.5	3.0	3.8	4.3
2002	4.9	2.2	3.5	3.8	3.3	3.7
2003	...	2.5	2.8	3.8	3.2	3.4
2004	...	1.5	3.7	1.8	2.8	3.6
3T 2004	...	0.7	3.6	1.8	2.7	3.5
4T 2004	...	1.4	3.6	1.7	2.8	3.6
1T 2005	...	1.5	3.6	3.9	2.7	3.1
2T 2005	...	0.9	3.3	3.3	2.6	2.8

Source: EUROSTAT, STATEC (pour le Luxembourg)

Tableau 3a – 1: Enquête d'activité dans l'industrie – Production du mois en volume

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Energie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							2000=100
1995	81.7	80.4	90.6	93.3	76.8	83.1	93.4
1996	82.3	82.2	82.9	92.8	77.9	92.5	87.4
1997	86.8	86.5	88.7	91.6	84.7	88.8	90.8
1998	93.9	94.5	89.7	95.2	91.2	101.8	97.8
1999	95.3	95.2	95.9	93.0	93.9	102.6	96.7
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	103.5	103.7	102.0	108.8	101.9	93.8	111.0
2002	105.6	106.9	97.4	115.6	103.2	93.2	114.7
2003	110.7	113.7	91.9	130.4	107.9	91.7	119.6
2004	119.1	123.1	94.0	149.7	115.4	102.6	122.8
3T 2004	111.3	115.1	86.9	111.1	111.1	96.8	120.9
4T 2004	121.8	127.9	83.1	179.1	112.2	111.3	123.2
1T 2005	128.9	137.6	74.5	234.9	111.9	112.5	127.7
2T 2005	125.2	132.6	78.8	183.8	113.0	118.3	131.2
avr-05	126.8	134.6	77.7	205.0	113.6	113.3	128.5
mai-05	126.3	133.6	80.5	181.0	111.9	132.8	132.2
juin-05	122.7	129.8	78.2	165.3	113.7	108.8	132.8
							Taux de variation annuels en %
1996	0.7	2.2	-8.4	-0.5	1.4	11.3	-6.5
1997	5.5	5.2	6.9	-1.3	8.8	-4.0	3.9
1998	8.2	9.3	1.2	3.9	7.7	14.7	7.7
1999	1.5	0.8	6.9	-2.3	2.9	0.8	-1.1
2000	4.9	5.0	4.3	7.5	6.5	-2.6	3.4
2001	3.5	3.7	2.0	8.8	1.9	-6.2	11.0
2002	2.1	3.1	-4.5	6.3	1.3	-0.6	3.3
2003	4.8	6.4	-5.7	12.8	4.6	-1.6	4.3
2004	7.5	8.2	2.3	14.8	6.9	12.0	2.6
3T 2004	7.6	8.6	-0.1	29.8	7.0	6.9	0.4
4T 2004	5.7	6.8	-3.7	9.7	3.3	14.7	4.2
1T 2005	4.3	8.5	-27.8	28.4	-4.6	15.1	3.0
2T 2005	4.6	8.3	-23.4	46.5	-6.4	12.9	6.7
avr-05	4.6	9.2	-28.2	48.0	-5.9	10.3	3.5
mai-05	12.6	16.0	-14.1	46.2	-1.1	39.9	16.1
juin-05	-2.6	0.6	-26.6	44.8	-11.6	-6.7	1.5

Source: STATEC

L'activité dans l'industrie est suivie grâce aux enquêtes mensuelles, qui relèvent un ensemble de variables, dont la production, l'emploi salarié, le coût salarial et les nouvelles commandes. Il s'agit d'enquêtes harmonisées au niveau communautaire. Au niveau des agrégations, les biens de consommation durables et non-durables sont regroupés en une seule branche d'activité.

Pondérations dans l'industrie en %

	Production	Commandes nouvelles	Nombre de salariés	Heures travaillées
				unité: en %
Industrie totale	100.0	100.0	100.0	100.0
Industrie hors Sidérurgie	86.3	66.2	86.4	85.9
Sidérurgie	13.7	33.8	13.6	14.1
Energie	11.2	n.d.	2.5	1.4
Biens intermédiaires	56.2	70.3	56.2	57.7
Biens d'équipement	12.6	18.6	18.8	19.0
Biens de consommation	20.1	11.1	22.5	21.9

Tableau 3a – 2: Enquête d'activité dans l'industrie – Production par jour ouvrable en volume

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Energie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							2000=100
1995	81.8	80.5	90.7	93.5	77.0	83.0	93.5
1996	81.9	81.9	82.6	92.8	77.6	91.6	87.0
1997	86.7	86.4	88.8	91.9	84.8	88.0	90.7
1998	93.8	94.3	89.8	95.4	91.2	101.0	97.6
1999	95.2	95.1	95.9	93.3	93.8	101.9	96.5
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	103.2	103.2	102.0	107.6	101.7	92.8	111.5
2002	105.4	106.2	98.0	114.8	103.1	91.6	115.0
2003	110.8	113.0	93.3	130.2	108.2	90.6	119.7
2004	118.1	121.8	93.8	149.2	114.6	101.5	123.0
3T 2004	108.2	112.2	85.6	110.7	108.1	93.3	119.2
4T 2004	121.0	126.4	83.2	178.6	111.8	109.3	123.7
1T 2005	129.0	136.5	75.9	235.1	111.6	110.6	127.0
2T 2005	129.8	135.0	81.6	181.6	117.8	122.2	133.4
avr-05	126.5	133.5	75.8	199.3	114.6	109.7	128.2
mai-05	138.2	140.5	88.9	180.7	122.2	143.5	138.4
juin-05	124.7	131.0	80.1	164.7	116.5	113.5	133.6
							Taux de variation annuels en %
1996	0.2	1.7	-8.8	-0.8	0.9	10.4	-7.0
1997	5.8	5.6	7.4	-1.0	9.2	-4.0	4.3
1998	8.1	9.2	1.1	3.9	7.6	14.7	7.6
1999	1.5	0.8	6.9	-2.2	2.9	0.9	-1.1
2000	5.1	5.2	4.2	7.2	6.6	-1.8	3.7
2001	3.2	3.2	2.0	7.6	1.7	-7.2	11.5
2002	2.2	2.9	-3.9	6.6	1.3	-1.3	3.1
2003	5.2	6.4	-4.8	13.4	5.0	-1.1	4.1
2004	6.6	7.8	0.5	14.6	6.0	12.0	2.7
3T 2004	7.2	8.6	-2.0	28.5	7.1	6.5	0.8
4T 2004	6.0	6.4	-5.3	8.4	4.2	11.2	4.7
1T 2005	6.1	8.4	-25.2	28.6	-3.6	10.6	2.3
2T 2005	6.5	9.9	-22.2	45.3	-4.1	18.5	6.7
avr-05	3.9	9.8	-29.5	44.3	-6.3	13.6	3.7
mai-05	14.1	14.9	-12.2	45.9	0.5	36.3	13.7
juin-05	1.7	5.1	-24.2	46.0	-6.5	5.4	3.0

Source: STATEC

Tableau 3a – 3: Enquête d'activité dans l'industrie – Commandes nouvelles totales en valeur

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
						2000=100
1995	77.7	73.4	90.6	79.0	69.9	77.2
1996	77.0	76.5	78.6	79.4	65.5	72.1
1997	87.0	86.8	87.5	88.2	80.9	84.7
1998	91.1	91.7	89.4	91.7	91.7	84.6
1999	91.5	92.7	88.1	92.2	86.9	92.2
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	95.1	94.5	96.4	92.2	95.5	113.2
2002	94.3	94.3	94.2	90.9	90.3	122.8
2003	94.2	100.1	82.6	88.7	91.9	133.0
2004	107.7	108.0	107.1	107.2	95.3	131.2
3T 2004	103.0	100.6	107.7	105.4	81.2	124.4
4T 2004	109.4	110.2	107.8	107.6	105.8	126.4
1T 2005	102.1	106.2	94.1	93.9	108.3	144.0
2T 2005	96.5	101.9	85.9	87.7	103.3	140.4
avr-05	97.0	101.4	88.4	85.9	111.6	142.7
mai-05	91.9	96.6	82.6	86.1	86.6	137.3
juin-05	100.6	107.7	86.7	91.2	111.6	141.1
						Taux de variation annuels en %
1996	-0.9	4.2	-13.3	0.5	-6.3	-6.6
1997	12.9	13.5	11.4	11.1	23.5	17.5
1998	4.8	5.7	2.1	4.0	13.4	-0.2
1999	0.4	1.0	-1.4	0.5	-5.2	9.0
2000	9.2	7.9	13.5	8.5	15.0	8.5
2001	-4.9	-5.5	-3.6	-7.8	-4.5	13.2
2002	-0.9	-0.2	-2.3	-1.4	-5.5	8.5
2003	-0.1	6.1	-12.4	-2.4	1.8	8.3
2004	14.3	7.8	29.7	20.9	3.7	-1.3
3T 2004	21.0	5.3	53.7	34.8	-9.0	1.8
4T 2004	16.3	11.9	43.3	23.2	3.4	3.3
1T 2005	-6.7	8.4	-5.8	-11.8	8.3	0.0
2T 2005	-11.4	6.3	-23.9	-19.9	9.8	7.8
avr-05	-7.5	3.5	-25.3	-16.3	9.1	15.8
mai-05	-16.8	-13.3	-23.9	-23.9	-0.3	3.1
juin-05	-9.8	-3.4	-22.4	-19.1	19.8	5.2

Source: STATEC

Tableau 3a – 4: Enquête d'activité dans l'industrie – Nombre de salariés

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Énergie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							2000=100
1995	96.4	90.1	135.4	115.2	101.4	81.2	95.3
1996	96.2	91.6	124.3	111.7	101.0	83.4	93.5
1997	95.9	93.0	114.0	107.5	99.5	85.5	94.7
1998	97.1	95.1	109.4	101.5	99.3	92.0	95.2
1999	98.6	97.8	103.7	101.0	100.0	96.2	96.7
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	101.5	102.5	94.7	101.3	99.8	100.1	107.0
2002	100.7	102.0	91.9	103.7	97.7	96.8	110.8
2003	99.7	101.6	87.8	105.6	96.2	96.9	110.2
2004	99.1	101.6	83.2	106.0	93.7	97.9	112.8
3T 2004	99.2	101.9	82.0	106.4	93.2	98.8	113.7
4T 2004	99.0	102.0	80.1	105.3	92.4	99.4	114.6
1T 2005	98.6	101.7	79.1	105.4	91.6	99.9	114.4
2T 2005	99.0	102.1	79.4	105.1	91.4	100.5	115.9
avr-05	98.9	102.0	79.6	105.5	91.5	100.3	115.6
mai-05	98.8	101.9	79.4	105.0	91.3	100.3	115.5
juin-05	99.2	102.3	79.2	104.9	91.4	100.8	116.7
							Taux de variation annuels en %
1996	-0.3	1.7	-8.2	-3.1	-0.4	2.7	-1.9
1997	-0.3	1.5	-8.3	-3.7	-1.5	2.5	1.3
1998	1.2	2.3	-4.0	-5.6	-0.1	7.5	0.6
1999	1.5	2.8	-5.2	-0.5	0.6	4.6	1.5
2000	1.4	2.3	-3.5	-1.0	0.0	3.9	3.4
2001	1.5	2.5	-5.3	1.3	-0.2	0.1	7.0
2002	-0.8	-0.5	-3.0	2.3	-2.0	-3.3	3.6
2003	-0.9	-0.4	-4.4	1.8	-1.6	0.1	-0.6
2004	-0.6	0.0	-5.3	0.4	-2.6	1.0	2.3
3T 2004	-0.7	0.0	-5.8	0.9	-3.4	2.2	2.8
4T 2004	-0.8	0.2	-7.6	-0.8	-3.5	2.4	2.8
1T 2005	-0.5	0.6	-8.6	-0.4	-3.6	3.6	3.1
2T 2005	0.0	0.7	-5.5	-1.1	-3.1	3.8	3.7
avr-05	-0.1	0.8	-6.7	-0.3	-3.4	3.8	4.2
mai-05	-0.1	0.5	-5.2	-1.6	-3.0	3.9	3.1
juin-05	0.1	0.7	-4.5	-1.5	-2.8	3.6	3.7

Source: STATEC

Tableau 3a – 5: Enquête d'activité dans l'industrie – Heures travaillées

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Énergie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							2000=100
1995	102.3	96.2	139.2	143.7	104.5	86.8	108.7
1996	100.0	95.7	125.8	137.0	103.1	84.9	103.1
1997	100.3	97.6	116.8	127.7	103.1	87.2	102.8
1998	99.8	98.5	107.6	113.6	100.4	93.6	103.0
1999	100.6	99.8	105.9	111.6	101.5	96.5	101.5
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	100.0	101.1	93.3	95.8	99.6	95.3	105.4
2002	98.2	99.6	89.5	86.4	97.1	89.8	109.3
2003	98.0	99.8	86.7	66.9	96.5	90.2	110.6
2004	98.3	100.8	82.7	39.8	95.5	91.0	115.6
3T 2004	93.7	96.4	77.6	104.4	90.7	85.8	112.2
4T 2004	98.6	101.8	78.9	170.1	93.5	93.0	120.9
1T 2005	96.1	99.2	77.2	222.7	91.0	94.2	114.9
2T 2005	99.4	103.0	77.4	174.8	93.2	96.4	122.0
avr-05	101.1	104.8	78.8	41.0	94.6	100.1	123.1
mai-05	96.5	99.7	77.1	37.0	91.3	91.6	118.3
juin-05	100.6	104.5	76.4	40.5	93.8	97.5	124.7
							Taux de variation annuels en %
1996	-2.3	-0.5	-9.6	-4.7	-1.3	-2.1	-5.2
1997	0.3	1.9	-7.2	-6.8	0.0	2.7	-0.2
1998	-0.5	0.9	-7.9	-11.0	-2.6	7.4	0.2
1999	0.9	1.3	-1.6	-1.8	1.1	3.1	-1.5
2000	-0.6	0.2	-5.5	-10.4	-1.5	3.6	-1.4
2001	0.0	1.1	-6.7	-4.2	-0.4	-4.7	5.4
2002	-1.8	-1.5	-4.0	-9.9	-2.6	-5.8	3.7
2003	-0.2	0.2	-3.1	-22.6	-0.6	0.5	1.2
2004	0.3	1.0	-4.6	-40.4	-1.0	0.9	4.5
3T 2004	0.4	1.3	-6.1	28.6	-1.3	2.2	3.9
4T 2004	-0.9	-0.1	-7.1	10.6	-4.1	0.5	5.4
1T 2005	-5.5	-4.2	-14.4	28.9	-9.3	0.7	-0.9
2T 2005	0.2	1.3	-7.9	48.0	-4.5	5.2	7.6
avr-05	-0.5	0.8	-10.4	-4.3	-5.8	7.1	6.1
mai-05	2.8	3.1	0.1	-3.5	-2.0	8.7	9.8
juin-05	-1.3	0.2	-12.3	2.2	-5.6	0.4	7.2

Source: STATEC

Tableau 3a – 6: Enquête d'activité dans l'industrie – Coût salarial unitaire

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Énergie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							2000=100
1995	108.8	102.5	130.9	93.4	121.8	89.9	93.5
1996	108.4	102.6	136.7	95.2	120.2	83.6	98.2
1997	104.2	100.8	119.0	97.9	110.9	91.0	96.8
1998	99.8	97.3	114.3	93.8	105.6	86.4	93.0
1999	99.5	99.0	102.4	96.2	102.1	91.9	96.8
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	102.5	103.5	97.7	97.2	102.7	110.3	101.5
2002	101.6	102.0	101.5	94.5	100.5	111.0	105.9
2003	98.6	98.1	107.9	93.2	97.4	115.8	102.1
2004	93.0	92.6	104.7	81.3	90.4	107.9	104.7
3T 2004	95.3	94.7	113.7	90.8	89.2	115.7	102.6
4T 2004	98.9	99.5	110.4	87.0	97.2	113.8	116.7
1T 2005	81.1	78.8	117.4	44.8	86.4	94.8	98.0
2T 2005	90.5	87.4	128.0	63.3	94.9	93.7	100.2
avr-05	84.8	83.6	108.7	51.5	88.0	95.2	99.8
mai-05	94.6	87.2	163.4	76.0	104.4	81.8	98.5
juin-05	92.1	91.2	112.1	62.5	92.5	104.1	102.2
							Taux de variation annuels en %
1996	-0.4	0.1	4.4	2.0	-1.3	-7.0	5.0
1997	-3.8	-1.7	-12.9	2.8	-7.7	8.8	-1.5
1998	-4.2	-3.4	-4.0	-4.2	-4.8	-5.1	-3.9
1999	-0.3	1.8	-10.4	2.5	-3.3	6.4	4.1
2000	0.5	1.0	-2.3	4.0	-2.0	8.8	3.3
2001	2.5	3.5	-2.3	-2.8	2.7	10.3	1.5
2002	-0.9	-1.5	3.9	-2.8	-2.1	0.7	4.3
2003	-3.0	-3.8	6.2	-1.4	-3.1	4.4	-3.6
2004	-5.6	-5.5	-2.9	-12.7	-7.2	-6.9	2.5
3T 2004	-6.5	-6.8	2.2	-20.7	-8.7	2.7	2.2
4T 2004	-5.6	-5.6	-2.5	-5.6	-6.7	-14.0	1.8
1T 2005	-3.6	-6.3	32.3	-21.2	2.1	-7.9	1.7
2T 2005	-3.6	-5.4	20.7	-30.1	5.0	-5.5	-2.8
avr-05	-4.1	-6.9	30.0	-29.6	5.8	-5.3	-4.2
mai-05	-9.7	-10.7	9.6	-31.3	-0.5	-22.1	-8.3
juin-05	4.2	1.9	31.1	-29.1	11.3	13.3	4.9

Source: STATEC

Tableau 3b: Activité dans la construction

	Production par jour ouvrable (en volume)			Indice du chiffre d'affaires (en valeur)			Nombre d'heures payées
	Total	Bâtiment	Génie civil	Total	Bâtiment	Génie civil	Construction au total
			2000=100			2000=100	1 000 heures
1995	96.6	104.4	88.8	72.0	86.0	61.0	3 757
1996	89.7	99.1	80.3	79.0	93.7	67.6	3 758
1997	91.7	97.4	86.2	73.7	81.6	67.4	3 840
1998	92.3	97.6	87.1	79.5	90.3	71.1	3 979
1999	95.8	95.0	96.6	86.1	90.1	82.9	4 177
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	4 364
2001	104.3	106.4	97.2	103.7	111.2	84.6	4 594
2002	106.3	107.6	102.0	111.7	120.4	89.2	4 755
2003	107.5	108.2	104.8	119.0	129.2	93.0	4 851
2004	106.2	111.3	89.8	117.2	130.3	83.4	5 058
3T 2004	98.8	103.4	83.7	114.2	124.6	87.5	5 221
4T 2004	106.4	113.0	84.6	128.2	142.1	92.4	5 211
1T 2005	95.3	104.2	66.6	101.9	115.3	67.6	4 530
2T 2005	117.8	124.0	98.3	121.0	134.7	85.9	5 333
avr-05	117.4	122.8	100.0	108.9	123.9	70.3	5 173
mai-05	118.0	125.0	97.2	117.5	129.6	86.4	5 389
juin-05	117.9	124.1	97.8	136.6	150.5	101.1	5 437
							Taux de variation annuels en %
1996	-7.2	-5.1	-9.6	9.8	9.0	10.7	0.0
1997	2.3	-1.8	7.3	-6.8	-12.9	-0.2	2.2
1998	0.6	0.2	1.1	8.0	10.6	5.5	3.6
1999	3.8	-2.7	10.9	8.2	-0.2	16.6	5.0
2000	4.4	5.2	3.6	16.2	10.9	20.6	4.5
2001	4.3	6.4	-2.8	3.7	11.2	-15.4	5.3
2002	2.0	1.1	5.0	7.6	8.3	5.4	3.5
2003	1.1	0.6	2.7	6.6	7.3	4.2	2.0
2004	-1.2	2.9	-14.3	-1.6	0.9	-10.4	4.3
3T 2004	-0.4	3.8	-15.1	-1.0	0.0	-4.5	3.9
4T 2004	-4.9	0.1	-22.0	-9.1	-7.9	-13.7	3.4
1T 2005	-6.2	-2.5	-22.6	-5.2	-4.8	-7.2	-2.5
2T 2005	-0.2	1.6	-6.3	1.9	0.8	6.5	3.5
avr-05	-1.9	-0.2	-6.8	-4.7	-4.1	-7.5	0.7
mai-05	2.9	5.2	-4.6	-2.0	-3.6	4.5	7.2
juin-05	-1.5	0.0	-7.4	12.0	9.9	21.2	2.6

Source: STATEC, IGSS

L'activité dans la construction peut être suivie grâce à différentes sources statistiques. La production par jour ouvrable (1) est tirée des enquêtes d'activité mensuelles du STATEC. Les pondérations utilisées sont: bâtiment75.8% et génie civil 24.2%. Les séries statistiques y relatives sont publiées sur l'Indicateur Rapide B2.

Le chiffre d'affaires nominal (2) est tiré des fichiers de déclaration de la TVA auprès de l'Administration de l'Enregistrement et couvre quasiment l'ensemble de la construction.

Enfin, les fichiers de la sécurité sociale, qui sont habituellement utilisés pour suivre l'emploi et les salaires, contiennent aussi le nombre d'heures payées, qui constitue un indicateur de l'évolution de l'activité dans la construction.

Tableau 3c: Activité dans le commerce

	Indice du chiffre d'affaires (en valeur)				Indice du chiffre d'affaires (en volume)			
	Total	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros	Commerce de détail	Total	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros	Commerce de détail
								1995=100
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	103.1	105.4	103.3	100.0	102.1	104.0	102.4	98.9
1997	121.7	121.8	124.9	107.4	120.9	118.3	124.9	105.8
1998	126.6	129.0	128.9	114.0	126.3	127.1	129.6	110.6
1999	130.2	138.2	131.3	117.0	129.1	132.3	132.2	111.9
2000	149.3	156.3	153.5	123.2	139.7	137.9	145.5	115.5
2001	160.4	166.5	165.9	129.2	153.6	145.3	163.4	117.9
2002	165.6	178.7	168.9	137.7	157.6	154.9	165.9	122.6
2003	188.2	212.2	192.5	144.8	176.3	180.9	186.2	127.0
2004	197.8	231.4	200.9	149.6	174.4	185.0	182.1	128.9
3T 2004	194.1	228.8	198.4	139.8	169.5	181.1	177.8	120.1
4T 2004	207.1	223.3	211.7	169.7	178.1	174.7	186.0	145.6
1T 2005	201.6	242.6	205.3	143.9	173.5	190.1	181.1	122.9
2T 2005	212.3	264.5	214.0	152.0	180.0	201.6	186.6	128.4
avr-05	213.9	272.3	214.1	154.1	181.9	208.4	187.3	130.6
mai-05	206.6	259.0	207.6	149.3	174.6	196.0	180.6	126.1
juin-05	216.3	262.1	220.2	152.5	183.4	200.3	191.8	128.5
								Taux de variation annuels en %
1996	3.1	5.4	3.3	0.0	2.1	4.0	2.4	-1.1
1997	18.0	15.5	20.9	7.3	18.4	13.8	21.9	7.0
1998	4.1	6.0	3.2	6.2	4.5	7.4	3.8	4.5
1999	2.8	7.1	1.8	2.7	2.2	4.1	2.0	1.2
2000	14.7	13.1	17.0	5.3	8.2	4.3	10.0	3.2
2001	7.4	6.5	8.1	4.9	10.0	5.3	12.3	2.1
2002	3.3	7.3	1.8	6.6	2.6	6.6	1.5	4.0
2003	13.6	18.8	13.9	5.1	11.9	16.7	12.2	3.6
2004	5.1	9.0	4.4	3.3	-1.1	2.3	-2.2	1.4
3T 2004	6.0	11.8	5.2	2.2	-1.4	3.8	-2.7	0.3
4T 2004	3.6	9.8	2.5	2.0	-4.7	1.0	-6.6	0.5
1T 2005	6.1	9.9	5.9	1.9	0.0	4.6	-1.1	0.4
2T 2005	6.1	4.5	7.1	2.9	2.0	-0.4	2.8	0.9
avr-05	5.0	-1.0	7.7	0.0	0.5	-6.3	2.7	-1.9
mai-05	7.8	7.3	8.6	3.9	3.1	1.7	3.6	2.0
juin-05	5.7	8.2	5.2	5.0	2.6	4.5	2.2	2.9

Source: Administration de l'Enregistrement, STATEC

L'activité dans le commerce est suivie grâce aux fichiers de TVA. Des indices "volume" sont calculés par le STATEC en déflatant les indices "valeurs" par des indicateurs de prix y correspondants.

Pondérations 2002: Commerce et réparation automobile 16.3%, commerce de gros 67.3%, commerce de détail 16.4%

Tableau 3d: Activité dans les services financiers

	Banques		Comptes de pertes et profits des banques			OPC	
	Nombre de banques	Somme de bilans	Marge d'intérêt	Résultat brut	Résultat avant provisions	Nombre d'OPC	Actifs nets
	Unités	En Mio EUR			En Mio EUR	Unités	En Mio EUR
1995	221	446 884	3 075	4 692	2 531	1 308	246 626
1996	222	466 747	3 119	5 037	2 717	1 360	289 478
1997	218	503 701	3 249	5 703	3 275	1 408	357 750
1998	215	550 008	3 085	6 855	4 203	1 476	455 541
1999	210	567 408	3 274	6 472	3 510	1 569	597 500
2000	209	630 065	3 548	7 679	4 265	1 702	859 915
2001	197	685 944	4 350	8 021	4 320	1 858	892 275
2002	183	687 026	4 093	8 113	4 567	1 941	899 369
2003	175	660 734	4 081	7 608	4 184	1 919	886 332
2004	167	680 249	2 372	4 614	2 443	1 923	1 046 464
3T 2004	167	679 554	2 754	5 436	2 847	1 935	1 050 375
4T 2004	164	693 188	3 907	7 356	3 865	1 962	1 089 708
1T 2005	161	713 922	942	2 011	1 096	1 981	1 173 267
2T 2005	160	735 136	1 990	3 971	2 173	2 019	1 291 586
						Taux de variation annuels en %	
1996		4.4	1.4	7.4	7.3	4.0	17.4
1997		7.9	4.2	13.2	20.5	3.5	23.6
1998		9.2	-5.0	20.2	28.3	4.9	27.3
1999		3.2	6.1	-5.6	-16.5	6.3	31.2
2000		11.0	8.4	18.6	21.5	8.5	43.9
2001		8.9	22.6	4.5	1.3	9.2	3.8
2002		0.2	-5.9	1.1	5.7	4.5	0.8
2003		-3.8	-0.3	-6.2	-8.4	-1.2	-1.4
2004		3.0	-41.9	-39.4	-41.6	0.2	18.1
3T 2004		3.2	-7.1	-3.1	-6.3	0.8	15.2
4T 2004		4.7	-4.3	-3.3	-7.6	3.8	15.3
1T 2005		7.8	-2.0	4.9	6.3	5.0	16.3
2T 2005		7.2	6.6	6.0	7.1	5.8	24.6

Source: Banque centrale du Luxembourg

Tableau 4a: Enquête de conjoncture, Industrie

	Appréciation du carnet des commandes		Estimation de la tendance de la production au cours des prochains mois		Durée d'activité assurée et capacité de production	
	Solde des réponses positives et négatives	Situation qualifiée de stable	Solde des réponses positives et négatives	Situation qualifiée de stable	Durée de production assurée	Degré d'utilisation de la capacité de production
				En % du total des réponses	Nombre de mois	En % du total
1995	7.8	61.4	7.1	69.8	2.6	81.8
1996	-33.2	52.5	-6.7	73.5	2.6	79.3
1997	11.6	63.7	9.9	77.4	2.9	85.3
1998	-2.5	60.8	11.8	43.5	3.1	87.0
1999	-10.0	60.8	4.1	75.8	3.0	86.0
2000	9.2	58.6	7.8	78.3	3.0	88.3
2001	-22.1	56.9	-17.1	65.6	2.9	89.0
2002	-36.5	52.8	-8.9	67.4	3.0	89.0
2003	-35.4	61.6	-10.6	67.3	2.8	85.0
2004	-7.7	62.3	12.5	66.0	3.2	85.8
4 T 2004	-7.0	59.7	-5.0	59.0	3.2	86.0
1 T 2005	-18.7	58.0	16.3	63.0	3.3	84.0
2 T 2005	-28.0	56.7	-2.7	61.3	3.5	83.0
3 T 2005	-27.3	56.0	-8.0	68.7	3.1	80.0
juil-05	-30.0	50.0	-7.0	69.0		
août-05	-36.0	46.0	-12.0	76.0		
sept-05	-16.0	72.0	-5.0	61.0		

Source: STATEC

Tableau 4b: Enquête de conjoncture, Construction

	Appréciation du carnet des commandes		Durée d'activité assurée
	Solde des réponses positives et négatives	Situation qualifiée de stable	
		En % du total des réponses	Mois
1995	-53.5	42.3	3.9
1996	-61.9	36.3	3.7
1997	-41.3	52.8	4.1
1998	-12.5	71.5	4.4
1999	-4.2	73.2	4.7
2000	5.3	62.6	4.9
2001	-5.2	61.0	4.7
2002	-29.0	57.0	4.3
2003	-51.0	44.2	3.6
2004	-35.0	55.0	4.2
4T 2004	-17.3	60.7	4.6
1 T 2005	-39.7	43.0	4.6
2 T 2005	-25.7	53.7	4.4
3 T 2005	-26.7	52.0	4.5
juil-05	-36.0	52.0	4.3
août-05	-15.0	57.0	4.6
sept-05	-29.0	47.0	4.7

Source: STATEC

Les enquêtes de conjoncture sont des enquêtes mensuelles *qualitatives*, harmonisées au niveau communautaire. En principe, les entreprises sondées ne doivent répondre aux questions que par une des trois réponses suivantes: stabilité, augmentation ou diminution. Les réponses agrégées sont exprimées à l'aide des pourcentages respectifs de personnes ayant répondu par l'une de ces trois options.

Les enquêtes sont censées donner une représentation rapide de la situation conjoncturelle. Le périmètre de l'enquête est équivalent à celui des enquêtes d'activités *quantitatives* (tableaux 3a et 3b).

Tableau 5a: Marché du travail

	Demandes d'emploi non satisfaites (1)*	Emploi salarié intérieur (2)	Emploi indépendant intérieur (3)	Emploi intérieur (4)=(2+3)	Frontaliers étrangers travaillant au Luxembourg (5)	Frontaliers luxembourgeois travaillant à l'étranger (6)	Fonctionnaires internationaux (7)	Frontaliers nets (8)= (5-6-7)	Emploi national (9)=(4-8)	Population active (10)=(9+1)	Taux de chômage (11)=(1/10)
										1000 personnes	En % de la population
1995	5.13	197.5	18.0	215.5	55.5	0.7	7.8	47.0	168.5	173.7	3.0
1996	5.68	203.1	18.3	221.4	59.6	0.7	7.8	51.1	170.3	176.0	3.2
1997	6.36	210.0	18.6	228.6	64.4	0.7	7.8	56.0	172.7	178.5	3.6
1998	5.53	219.7	18.9	238.6	70.8	0.7	7.8	62.3	176.3	181.8	3.0
1999	5.35	231.5	19.1	250.6	78.4	0.7	7.7	70.0	180.6	186.0	2.9
2000	4.96	245.4	19.4	264.8	87.4	0.7	7.8	78.9	185.9	190.9	2.6
2001	4.93	260.1	19.6	279.7	97.3	0.7	7.6	89.0	190.7	195.6	2.5
2002	5.82	268.8	19.8	288.6	103.0	0.7	7.7	94.6	194.0	199.8	2.9
2003	7.59	274.2	19.9	294.1	106.9	0.7	7.9	98.2	195.9	203.4	3.7
2004	8.72	281.3	20.3	301.6	111.9	0.7	7.9	103.2	198.4	207.1	4.2
3T 2004	8.44	282.5	20.4	302.9	113.1	0.7	7.9	104.4	198.5	206.9	4.1
4T 2004	9.25	284.5	20.6	305.1	114.0	0.7	7.9	105.3	199.8	209.0	4.4
1T 2005	9.79	285.7	20.7	306.4	115.3	0.7	7.9	106.6	199.7	209.5	4.7
2T 2005	9.45	289.8	20.8	310.7	117.5	0.7	7.9	108.9	201.8	211.2	4.5
juin-05	*9.23*	*291.1*	*20.9*	*312.0*	*118.4*	*0.7*	*7.9*	*109.8*	*202.2*	*211.5*	*4.4*
juil-05	*9.35*	*290.6*	*20.9*	*311.5*	*118.9*	*0.7*	*7.9*	*110.3*	*201.2*	*210.6*	*4.4*
août-05	*9.53*	*291.8*	*20.9*	*312.8*	*120.0*	*0.7*	*7.9*	*111.4*	*201.4*	*210.9*	*4.5*
									Taux de variation annuels en %		
1996	10.7	2.8	1.7	2.7	7.4	0.0	-0.2	8.7	1.1	1.4	
1997	11.9	3.4	1.8	3.3	8.1	0.0	-0.2	9.5	1.4	1.4	
1998	-12.9	4.6	1.3	4.4	9.9	0.0	0.0	11.4	2.1	1.8	
1999	-3.3	5.3	1.3	5.0	10.7	0.0	-0.7	12.2	2.5	2.3	
2000	-7.2	6.0	1.3	5.7	11.5	0.0	1.1	12.7	2.9	2.6	
2001	-0.7	6.0	1.2	5.6	11.4	0.0	-2.1	12.9	2.6	2.5	
2002	18.2	3.3	1.2	3.2	5.8	0.0	0.6	6.3	1.7	2.2	
2003	30.3	2.0	0.3	1.9	3.8	0.0	3.3	3.9	0.9	1.8	
2004	14.9	2.6	1.9	2.5	4.7	0.0	0.0	5.1	1.3	1.8	
3T 2004	13.2	2.8	2.6	2.8	4.9	0.0	0.0	5.3	1.6	2.0	
4T 2004	11.5	2.9	3.0	2.9	5.2	0.0	0.0	5.6	1.6	2.0	
1T 2005	9.6	3.2	3.2	3.2	5.8	0.0	0.0	6.3	1.6	2.0	
2T 2005	14.4	3.0	3.2	3.1	5.5	0.0	0.0	6.0	1.6	2.1	
juin-05	*15.0*	*2.9*	*3.1*	*2.9*	*5.3*	*0.0*	*0.0*	*5.7*	*1.5*	*2.0*	
juil-05	*13.5*	*3.4*	*2.8*	*3.4*	*6.0*	*0.0*	*0.0*	*6.5*	*1.7*	*2.2*	
août-05	*15.0*	*3.6*	*2.7*	*3.5*	*6.3*	*0.0*	*0.0*	*6.8*	*1.8*	*2.3*	

Les chiffres *en italique* sont provisoires dans la mesure où l'emploi salarié est estimé (et donc aussi la population active).

* Rupture de série en 1997. Jusqu'à la fin de 1997, une partie des personnes "en mesures" ont été incluses dans les DENS, ce qui a conduit à une surévaluation du chômage. Depuis le début de 1998, l'Administration de l'Emploi (ADEM) publie séparément les chiffres concernant le chômage (série révisée) et ceux se rapportant aux personnes en mesures . Pour 1997, un calcul rétroactif a été effectué, où les personnes, "en mesures" en 1997, ont été éliminées de la série de DENS. La différence entre les deux séries est de 496 personnes en 1997, soit 0.3% de la population active.

Source: ADEM (Administration de l'Emploi), IGSS, STATEC

Le tableau 5a reprend l'ensemble des variables du marché du travail luxembourgeois qui sont pertinentes pour le calcul du taux de chômage. Celui-ci étant un concept "résidant" (ou national, même si la nationalité ne joue pas), les frontaliers sont éliminés de l'emploi salarié. En tenant compte des fonctionnaires internationaux travaillant (et résidant) au Luxembourg et des quelques frontaliers luxembourgeois travaillant à l'étranger, on passe de l'emploi intérieur (colonne 4) à l'emploi national (colonne 9) et puis à la population active et au chômage. A noter que toutes les séries ont une fréquence mensuelle, mise à part celles des frontaliers luxembourgeois sortants et des fonctionnaires internationaux. Par ailleurs, l'emploi salarié est disponible avec un retard de 3 mois sur les statistiques du chômage.

Tableau 5b: Travail intérimaire, autres indicateurs du marché du travail

	Travail intérimaire						Autres indicateurs	
	Nombre d'heures prestées	Travailleurs intérimaires (fin de mois)	Taux de chômage désaisonnalisé au sens stricte	Taux de chômage désaisonnalisé au sens large	Chômage complet indemnisé	Offres d'emplois non satisfaites	Bénéficiaires de mesures pour l'emploi	demandeurs d'emplois inscrits à l'ADEM
	1000 heures	Nombre de personnes		En % de la population active				Nombre de personnes
1995	1366.7	2 483	...	...	2 639	438	...	...
1996	1450.4	2 736	...	...	2 837	1 107	...	...
1997	1758.9	3 248	3.3	4.0	3 191	931	1 317	7 178
1998	2101.0	3 902	3.0	4.0	2 450	1 443	1 718	7 252
1999	2136.2	3 932	2.9	3.8	2 222	1 530	1 751	7 102
2000	2471.4	4 473	2.6	3.6	2 025	1 364	1 922	6 886
2001	2640.0	4 758	2.5	3.6	2 080	1 381	2 210	7 137
2002	2600.5	4 720	2.9	4.2	2 775	940	2 585	8 408
2003	2771.0	5 055	3.7	5.2	3 938	842	2 931	10 518
2004	3017.3	5 489	4.2	5.8	4 709	1 003	3 197	11 913
3T 2004	817.7	6 026	4.2	5.8	8 823	1 180	3 070	11 509
4T 2004	764.9	5 320	4.3	6.0	9 044	934	3 431	12 677
1T 2005	790.5	5 851	4.4	6.1	9 271	1 052	3 469	13 254
2T 2005	927.8	6 424	4.6	6.3	9 812	1 346	3 489	12 936
juin-05	981.4	6 732	4.7	6.3	5 601	1 198	3 510	12 737
juil-05	...	...	4.7	6.4	5 050	1 252	3 335	12 689
août-05	...	...	4.8	6.4	5 082	1 193	3 200	12 732
								Taux de variation annuels en %
1996	6.1	10.2			7.5	153.0	...	...
1997	21.3	18.7			12.5	-15.9	...	...
1998	19.4	20.1			-23.2	55.0	30.4	1.0
1999	1.7	0.8			-9.3	6.0	1.9	-2.1
2000	15.7	13.8			-8.9	-10.8	9.8	-3.0
2001	6.8	6.4			2.7	1.2	15.0	3.6
2002	-1.5	-0.8			33.4	-31.9	17.0	17.8
2003	6.6	7.1			41.9	-10.4	13.4	25.1
2004	...	...			19.6	19.2	9.1	13.3
3 T2004	8.6	10.3			17.1	37.1	9.2	12.1
4 T2004	14.3	13.0			14.9	22.9	12.7	11.9
1 T2005	21.0	20.5			12.7	32.5	13.8	10.7
2 T2005	18.7	11.7			17.5	21.7	7.7	12.5
juin-05	8.0	4.9			24.3	1.8	8.2	13.0
juil-05	...	...			11.3	5.7	8.1	12.0
août-05	...	...			10.8	1.2	7.7	13.0

Source: ADEM (Administration de l'Emploi), STATEC

Le taux de chômage désaisonnalisé est calculé par le STATEC et les chiffres sont censés donner une indication sur l'évolution "fondamentale" du chômage, en faisant abstraction du phénomène saisonnier. Le chômage complet indemnisé reprend les personnes touchant une indemnité de chômage. Les offres d'emploi non satisfaites correspondent aux places déclarées vacantes auprès de l'Administration de l'emploi à la fin du mois de référence. Les mises au travail et mesures de formation reprennent l'ensemble des personnes qui sont dans une des mesures chapeautées par l'Administration de l'Emploi. Touchant des indemnités pécuniaires, ces personnes ne peuvent être considérées comme chômeurs (demandeurs d'emplois non satisfaits). Le total des demandeurs d'emplois additionne les personnes "en mesure" ainsi que les chômeurs.

Tableau 5c-1: Taux de chômage harmonisé, total et jeunes, comparaison internationale

	Belgique	France	Allemagne	Luxembourg	Zone Euro	UE25
						En % de la population
						Total
1995	9.7	11.2	8.0	...	10.6	...
1996	9.6	11.6	8.6	...	10.8	...
1997	9.2	11.5	9.2	2.7	10.8	...
1998	9.3	11.1	8.8	2.7	10.3	9.5
1999	8.6	10.5	7.9	2.4	9.5	9.1
2000	6.9	9.1	7.2	2.3	8.5	8.6
2001	6.7	8.4	7.4	2.1	8.0	8.4
2002	7.3	8.9	8.2	2.8	8.4	8.7
2003	8.0	9.5	9.1	3.7	8.9	9.0
2004	7.8	9.7	9.5	4.8	8.9	9.0
3T 2004	7.7	9.7	9.7	4.9	8.9	9.0
4T 2004	8.0	9.7	9.6	4.9	8.8	8.9
1T 2005	8.0	9.8	9.7	4.9	8.8	8.8
2T 2005	8.1	9.8	9.7	5.3	8.7	8.7
juin-05	8.1	9.7	9.5	5.4	8.7	8.7
juil-05	8.0	9.7	9.3	5.5	8.5	8.6
août-05	8.0	9.6	9.6	5.5	8.6	8.7
						Jeunes (moins de 25 ans)
1995	22.9	27.1	14.9	7.2	22.8	...
1996	22.1	28.4	15.6	8.2	23.2	...
1997	22.0	28.5	16.2	7.9	22.7	...
1998	22.2	25.7	15.0	6.9	20.9	19.4
1999	22.7	23.4	12.7	7.0	18.6	18.4
2000	17.0	20.1	10.7	7.2	16.3	17.4
2001	17.5	19.4	12.7	7.3	16.2	17.7
2002	18.5	20.0	14.2	8.3	16.8	18.1
2003	21.0	21.1	14.7	11.9	17.6	18.6
2004	19.8	22.0	15.1	18.2	18.0	18.7
3T 2004	19.6	22.2	15.4	18.5	18.0	18.6
4T 2004	19.5	22.0	14.7	18.5	17.9	18.5
1T 2005	19.3	22.2	17.0	18.3	18.6	18.7
2T 2005	19.4	22.4	15.0	19.6	17.8	18.2
juin-05	19.4	22.3	14.9	19.9	17.7	18.2
juil-05	19.2	22.3	12.7	19.7	17.0	17.7
août-05	19.1	22.2	13.3	19.7	17.1	17.7

Sources: STATEC, EUROSTAT

Le taux de chômage harmonisé d'Eurostat est calculé sur base des résultats des enquêtes sur les forces de travail EFT (enquête trimestrielle pour le cas du Luxembourg) et des données mensuelles administratives sur le chômage enregistré (demandes d'emploi inscrites à l'ADEM pour le cas du Luxembourg). Ainsi, ce taux de chômage tient, à côté des personnes inscrites à l'Administration de l'emploi, également compte des personnes non-inscrites à la recherche d'un emploi. Comme les données EFT sont utilisées, ces taux de chômage sont basés sur les définitions recommandées par l'Organisation internationale du travail (OIT). Suivant la définition d'Eurostat, les chômeurs sont les personnes âgées de 15 à 74 ans, sans travail, disponibles pour commencer à travailler dans les deux semaines et qui ont activement recherché un emploi pendant les quatre semaines précédentes.

Tableau 5c-2: Taux de chômage harmonisé, par sexe, comparaison internationale

	Belgique	France	Allemagne	Luxembourg	Zone Euro	UE25
						En % de la population
						Femmes
1995	12.7	13.2	10.9	4.3	13.4	...
1996	12.5	13.4	11.0	4.2	13.4	...
1997	11.9	13.3	11.6	4.0	13.3	...
1998	11.6	12.9	11.1	4.0	12.8	11.4
1999	10.3	12.2	9.9	3.3	11.7	10.8
2000	8.5	10.9	8.7	3.1	10.5	10.2
2001	7.6	10.0	8.9	2.7	9.9	9.9
2002	8.1	10.0	9.4	3.8	10.1	10.0
2003	8.4	10.5	10.1	4.7	10.5	10.2
2004	8.8	10.7	10.5	6.8	10.5	10.2
3T 2004	8.8	10.8	10.8	7.0	10.6	10.2
4T 2004	9.1	10.7	10.2	7.1	10.3	10.0
1T 2005	9.1	10.8	10.7	7.0	10.4	9.9
2T 2005	9.1	10.8	10.5	7.4	10.2	9.8
juin-05	9.2	10.7	10.4	7.6	10.2	10.2
juil-05	9.1	10.7	10.2	7.6	10.1	10.1
août-05	9.1	10.7	9.9	7.7	9.9	9.9
						Hommes
1995	7.6	9.4	5.8	2.0	8.4	...
1996	7.4	10.0	6.7	2.0	8.7	...
1997	7.3	10.1	7.3	2.0	8.6	...
1998	7.6	9.5	7.0	2.0	8.0	8.0
1999	7.3	9.0	6.4	2.0	7.3	7.7
2000	5.6	7.6	6.0	2.0	6.5	7.3
2001	6.0	7.0	6.3	2.0	6.3	7.3
2002	6.7	7.9	7.2	2.0	6.9	7.7
2003	7.6	8.6	8.2	2.0	7.4	8.0
2004	7.0	8.8	8.8	2.0	7.6	8.1
3T 2004	6.9	8.8	8.7	3.4	7.5	8.0
4T 2004	7.0	8.8	9.1	3.4	7.6	8.1
1T 2005	7.1	8.9	8.9	3.5	7.6	8.0
2T 2005	7.3	8.9	8.9	3.8	7.5	7.9
juin-05	7.3	8.8	8.8	3.9	7.5	7.9
juil-05	7.2	8.8	8.6	3.9	7.4	7.8
août-05	7.1	8.7	9.5	3.9	7.6	7.9

Sources: STATEC, EUROSTAT

Tableau 6a: Statistiques du commerce extérieur

	Exportations en valeur				Importations en valeur				Solde commercial			
	Total	à l'intérieur de l'UE	dont: Union monétaire	à l'extérieur de l'UE	Total	à l'intérieur de l'UE	dont: Union monétaire	à l'extérieur de l'UE	Total	à l'intérieur de l'UE	dont: Union monétaire	à l'extérieur de l'UE
												Mio EUR
1995	5 720	4 929	4 379	792	7 488	6 661	6 456	827	-1 768	-1 732	-2 078	-36
1996	5 533	4 816	4 275	716	7 573	6 829	6 629	744	-2 040	-2 013	-2 354	-28
1997	6 260	5 390	4 713	870	8 543	7 489	7 274	1 054	-2 283	-2 100	-2 561	-184
1998	7 222	6 201	5 377	1 021	9 736	8 649	8 297	1 087	-2 513	-2 448	-2 919	-65
1999	7 290	6 417	5 541	873	10 286	8 633	8 234	1 653	-2 996	-2 216	-2 692	-780
2000	8 498	7 368	6 405	1 130	11 633	10 150	9 587	1 483	-3 135	-2 782	-3 182	-353
2001	9 165	7 988	6 773	1 177	12 584	11 164	10 391	1 420	-3 419	-3 176	-3 619	-243
2002	9 005	7 870	6 801	1 136	12 276	11 223	10 491	1 053	-3 271	-3 354	-3 690	83
2003	8 834	7 691	6 715	1 143	12 109	11 219	10 682	890	-3 275	-3 528	-3 967	253
2004	9 798	8 550	7 565	1 248	13 537	12 279	11 792	1 258	-3 738	-3 729	-4 227	-9
3T 2004	2 377	2 059	1 815	317	3 206	2 945	2 829	261	-830	-886	-1 014	57
4T 2004	2 621	2 286	2 019	335	3 556	3 290	3 158	266	-935	-1 004	-1 140	69
1T 2005	2 512	2 154	1 960	358	3 397	3 063	2 971	335	-886	-909	-1 011	23
2T 2005	2 532	2 127	1 935	405	3 364	3 103	2 997	261	-832	-976	-1 062	144
mai-05	815	681	622	134	1 071	984	955	87	-256	-303	-332	47
juin-05	875	745	670	130	1 142	1 049	1 006	93	-267	-304	-336	37
juil-05	835	716	654	119	1 137	1 007	976	129	-301	-292	-322	-10
							Taux de variation annuels en %					
1996	-3.3	-2.3	-2.4	-9.6	1.1	2.5	2.7	-10.1				
1997	13.1	11.9	10.2	21.5	12.8	9.7	9.7	41.7				
1998	15.4	15.1	14.1	17.4	14.0	15.5	14.1	3.1				
1999	0.9	3.5	3.1	-14.5	5.7	-0.2	-0.8	52.1				
2000	16.6	14.8	15.6	29.5	13.1	17.6	16.4	-10.3				
2001	7.9	8.4	5.7	4.2	8.2	10.0	8.4	-4.3				
2002	-1.7	-1.5	0.4	-3.5	-2.4	0.5	1.0	-25.8				
2003	-1.9	-2.3	-1.3	0.7	-1.4	0.0	1.8	-15.5				
2004	10.9	11.2	12.7	9.2	11.8	9.5	10.4	41.3				
3T 2004	16.2	15.9	16.4	18.3	13.2	11.8	12.4	31.7				
4T 2004	17.0	16.6	17.9	19.7	14.9	14.6	15.1	19.1				
1T 2005	7.9	4.2	6.6	36.5	4.2	4.0	5.2	5.6				
2T 2005	2.4	-0.6	2.3	21.4	-4.3	0.1	0.5	-37.0				
mai-05	5.6	2.1	5.7	27.8	0.1	-0.5	0.1	8.3				
juin-05	-1.3	-2.7	-1.4	7.5	0.8	-1.0	-1.0	26.0				
juil-05	1.2	0.8	3.7	3.8	1.9	-1.5	-0.3	40.9				

Source: STATEC

Tableau 6b: Balance des paiements: compte des transactions courantes

	Marchandises			Services				Revenus				
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	dont: solde services financiers et d'assurance	Crédit	Débit	Solde	dont: solde rémunérations	dont: solde revenus des investissements
												Mio EUR
1995	6 264	7 502	-1 238	7 830	5 491	2 340	1 616	35 652	34 497	1 156	-1 086	2 242
2000	9 387	11 956	-2 569	21 712	14 324	7 388	5 992	54 754	56 165	-1 411	-2 329	918
2001	10 087	12 850	-2 763	22 067	14 881	7 186	5 891	58 404	60 241	-1 838	-2 863	1 026
2002	10 129	12 266	-2 137	21 606	12 996	8 610	6 521	52 275	55 765	-3 490	-3 328	-162
2003	9 779	12 367	-2 589	22 424	13 587	8 837	6 545	45 243	49 305	-4 061	-3 523	-539
2004	10 990	13 763	-2 772	26 691	16 689	10 002	7 619	49 555	52 884	-3 329	-3 842	514
3T 2004	2 618	3 296	-678	6 578	4 340	2 237	1 868	12 143	12 612	-469	-899	430
4T 2004	2 943	3 690	-747	6 920	4 380	2 540	1 992	11 943	12 779	-836	-1 109	273
1T 2005	2 799	3 336	-536	7 419	4 427	2 992	2 245	12 743	13 694	-952	-938	-14
2T 2005	2 830	3 707	-878	7 621	4 759	2 862	2 224	15 841	17 620	-1 779	-997	-781
											Taux de variation annuels en %	
2000	16.7	14.1		37.0	32.9			21.8	23.7			
2001	7.5	7.5		1.6	3.9			6.7	7.3			
2002	0.4	-4.5		-2.1	-12.7			-10.5	-7.4			
2003	-3.5	0.8		3.8	4.5			-13.5	-11.6			
2004	12.4	11.3		19.0	22.8			9.5	7.3			
3T 2004	19.6	15.9		12.1	13.3			11.2	8.2			
4T 2004	20.8	15.6		12.2	17.1			8.4	6.3			
1T 2005	3.4	3.9		12.2	12.2			9.1	9.0			
2T 2005	3.9	4.0		15.8	18.3			14.9	18.0			

	Transferts courants			Balance des transactions courantes		
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde
						Mio EUR
1995	1 309	1 731	-422	51 055	49 220	1 835
2000	2 974	3 474	-500	88 827	85 918	2 909
2001	2 881	3 490	-609	93 439	91 463	1 976
2002	3 792	4 124	-332	87 802	85 152	2 651
2003	3 285	3 834	-549	80 731	79 093	1 638
2004	3 567	4 618	-1 051	90 803	87 952	2 851
3T 2004	870	1 164	-294	22 208	21 411	797
4T 2004	955	1 144	-188	22 761	21 993	769
1T 2005	899	1 246	-347	23 860	22 703	1 158
2T 2005	983	1 163	-180	27 275	27 249	26
					Taux de variation annuels en %	
2000	38.8	30.0		25.1	23.9	
2001	-3.1	0.5		5.2	6.5	
2002	31.6	18.2		-6.0	-6.9	
2003	-13.4	-7.0		-8.1	-7.1	
2004	8.6	20.4		12.5	11.2	
3T 2004	12.9	39.8		12.5	11.7	
4T 2004	0.4	11.8		10.6	10.1	
1T 2005	7.3	10.9		9.3	8.9	
2T 2005	8.7	-1.9		13.7	15.0	

Source: STATEC, BCL

La balance courante reprend les transactions effectuées avec l'étranger et portant sur les biens, services, revenus ou résultant de transferts courants. Elle est établie conjointement par le STATEC et la BCL sur base de diverses sources statistiques, suivant une méthodologie internationale.

L'écart entre le solde des échanges de biens, respectivement dans la statistique du commerce extérieur (tableau 6a) et dans la balance courante (ci-dessus), s'explique surtout par la prise en considération dans la balance des paiements de la vente de produits pétroliers aux transporteurs professionnels non-résidents. La différence au niveau des montants des exportations et des importations est due à des divergences méthodologiques (e.a. concept de changement de propriété "balance des paiements" versus mouvement physique "commerce extérieur").

Tableau 6c: Balance des paiements: compte des opérations financières

Période	Solde	Investissements directs		Investissements de portefeuille		Produits	Autres investissements		Avoirs de
		A l'étranger	Au Luxembourg	Avoirs	Engagements	fin. dérivés	Avoirs	Engagements	réserve
									Mio EUR
2002	-2 927	-133 575	122 270	7 027	70 443	-75	-47 892	-21 087	-38
2003	-1 588	-88 389	79 949	-69 724	87 010	5 947	-29 821	13 533	-94
2004	-2 836	-65 769	62 186	-69 713	111 213	-2 542	-92 971	54 766	-5
3T 2004	-728	-13 806	12 178	-32 954	17 795	-2 132	3 492	14 691	7
4T 2004	-1 289	-34 738	36 698	-25 371	46 756	1 765	-37 601	11 235	-33
1T 2005	-1 195	-4 189	5 083	-51 379	60 573	1 535	-27 420	14 597	6
2T 2005	609	-2 523	303	-45 634	46 374	887	-60 942	62 134	11

Source: BCL, STATEC

Le compte des opérations financières englobe les contreparties financières des transactions de l'économie réelle, ainsi que les opérations sur actifs financiers. Un montant positif indique une entrée, un montant négatif une sortie. Pour les avoirs de réserve, un montant négatif indique une augmentation, un montant positif une diminution.

D. Index des tableaux et graphiques

Tableaux

Tableau 1: Conjoncture internationale, observations récentes 7

Tableau 2: Indicateurs conjoncturels 10

Tableau 3: Aperçu synoptique de l'économie luxembourgeoise 11

Tableau 4: Évolution récente de l'économie luxembourgeoise: indicateurs d'activité par branches 12

Tableau 5: Évolution récente de l'économie luxembourgeoise: autres indicateurs 14

Tableau 6: Enquêtes qualitatives de conjoncture auprès des chefs d'entreprise 16

Tableau 7: Activité récente dans la construction: production par jour ouvrable 18

Tableau 8: Évolution récente dans le commerce; chiffre d'affaires en volume 21

Tableau 9: Évolution récente dans l'Horeca: chiffres d'affaires en valeur 26

Tableau 10: Transports et communications: chiffre d'affaires en valeur 27

Tableau 11: Transports et communications: emploi salarié 27

Tableau 12: Transports: variables annexes 28

Tableau 13: Services marchands divers: tableau de synthèse 29

Tableau 14: Principaux chiffres relatifs aux différents postes de l'actif du bilan des banques 31

Tableau 15: Emploi salarié dans les services collectifs et domestiques 33

Tableau 16: Inflation selon les douze divisions de l'indice du prix à la consommation national (IPCN) 36

Tableau 17: Prévisions sur l'inflation au Luxembourg 37

Tableau 18: Inflation en Europe 39

Tableau 19: Comparaison européenne des douze divisions de l'IPCH (septembre 2005) 39

Tableau 20: Emploi salarié et décomposition du coût salarial 50

Tableau 21: Balance des paiements courants 51

Tableau 22: Travail intérimaire 59

Tableau 23: Répartition des chômeurs par âge 60

Tableau 24: Répartition des chômeurs par niveau de formation 60

Tableau 25: Répartition des chômeurs par durée d'inscription 61

Tableau 26: Chômage partiel 63

Tableau 27: Demandes d'indemnisation de frontaliers ayant perdu leur emploi au Luxembourg 64

Graphiques

Graphique 1: PIB 9
Graphique 2: Formation brute de capital 9
Graphique 3: Consommation finale des ménages 9
Graphique 4: Consommation publique 9
Graphique 5: Exportations de biens et services 9
Graphique 6: Importations de biens et services 9
Graphique 7: Croissance du PIB dans la zone euro 10
Graphique 8: Activité récente dans l'industrie 15
Graphique 9: Enquête de conjoncture, production et carnets de commandes, industrie 16
Graphique 10: Prix des produits industriels 16
Graphique 11: Autorisations de bâtir à la fin du 1er semestre 18
Graphique 12: Solde migratoire et évolution des volumes bâtis dans le secteur résidentiel 19
Graphique 13: Prix à la construction 20
Graphique 14: Loyers d'habitation réels[1] 20
Graphique 15: Résultats des enquêtes de conjoncture, construction 20
Graphique 16: Nouvelles immatriculations de voitures particulières et commerciales 21
Graphique 17: Confiance des consommateurs 21
Graphique 18: Intentions d'achats 22
Graphique 19: Indicateurs financiers pour l'Europe 30
Graphique 20: Somme des comptes de profits et pertes à la fin du deuxième trimestre 31
Graphique 21: Emploi dans les banques (données trimestrielles) 32
Graphique 22: Organismes de placement collectif 32
Graphique 23: Services collectifs et domestiques – évolution de l'emploi salarié depuis 2000 33
Graphique 24: Inflation et prix pétroliers 34
Graphique 25: Prix du baril de pétrole (brent) en euros et en dollars US 34
Graphique 26: Évolution du coût salarial nominal moyen (par mois et par salarié) au Luxembourg 49
Graphique 27: Indice du coût horaire du travail, comparaison européenne 50
Graphique 28: Soldes partiels (semestriels) de la balance courante du Luxembourg 1999-2005 51
Graphique 29: Exportations de services 52
Graphique 30: Évolution des échanges de biens (en valeur) 53
Graphique 31: Évolution des échanges des services financiers 53
Graphique 32: Évolution des échanges des services autres que financiers 54

Graphique 33: Emploi et chômage 55
Graphique 34: Évolution de l'emploi salarié et des heures de travail déclarées à l'IGSS 56
Graphique 35: Répartition par branches des emplois créés au 1er semestre 2005 58
Graphique 36: Évolution du travail intérimaire 59
Graphique 37: Évolution de l'emploi salarié avec et hors travail intérimaire 59
Graphique 38: Progression annuelle du nombre de chômeurs 60
Graphique 39: Offres et demandes d'emploi non-satisfaites 61
Graphique 40: Évolution du nombre de personnes dans les différentes mesures pour l'emploi 62
Graphique 41: Différents concepts de taux de chômage 63
Graphique 42: Taux de chômage harmonisés en Europe, août 2004/août 2005 65

BON DE COMMANDE

Veuillez enregistrer ma commande pour:

la Note de conjoncture n° ..../2005 ☐

le Rapport annuel 2004 (Note de conjoncture n° 1-2005) ☐

un abonnement annuel 2005 (deux notes de conjoncture et un Rapport annuel) ☐

Nom, prénom: .....

Société: .....

Adresse complète: .....

.....

.....

Signature: ..... **Date:** .....

A retourner au: **STATEC** **Tél: 478-4377**
Fax: 46 42 89
Boîte postale 304
L-2013 Luxembourg
E-mail: info@statec.etat.lu

Prix de l'abonnement annuel:	**11.00 euros**
Prix du Rapport annuel (n° 1):	**6.50 euros**
Prix des Nos 2 et 3:	**3.25 euros**

Paiement après réception de la facture